



HAL
open science

Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre

Roxanne d'Arco

► **To cite this version:**

Roxanne d'Arco. Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre. Sciences de l'information et de la communication. 2014. dumas-01081995

HAL Id: dumas-01081995

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01081995>

Submitted on 12 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Stendhal Grenoble 3, UFR LLASIC, Département Journalisme
Mémoire de master professionnel Journalisme

D'ARCO Roxanne

Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre

Sous la direction de Françoise Papa.

Année universitaire 2013-2014 - Françoise Papa

Le conflit syrien, renouveau dans les méthodes de couverture du journalisme de guerre

Sous la direction de Françoise Papa.

Depuis mars 2011, le monde découvre chaque jour des images d'une Syrie à feu et à sang. Guerre de communication, mais surtout guerre de l'Internet par excellence, les journalistes peinent à couvrir le conflit sur le terrain. Ce travail de recherche vise à analyser en quoi les années 2011-2014 marquent un tournant majeur dans la manière dont la profession a couvert ce type d'événements au Moyen-Orient depuis les attentats qui ont touché le World Trade Center, le 11 septembre 2011. Des journalistes, des activistes et des chercheurs ont été interrogés. Français ou étrangers, tous apportent leurs analyses, leurs observations afin de mieux comprendre la transition dans laquelle le monde des médias se trouve actuellement. Au final, ces changements touchent plus la société qu'il n'y paraît.

Remerciements

Un grand merci à toutes les personnes qui ont contribué à ce mémoire. Ce travail est la conclusion de deux années de labeur, d'apprentissage, de découverte et de joie. C'est donc tout naturellement que je remercie chaleureusement l'école de journalisme de Grenoble (EJDG) de m'avoir permis de réaliser mes objectifs. Sans Nathalie Pignard-Cheynel, Chloë Salle, Sébastien Chanove et Marie-Louise Hamel, ces deux années n'auraient certainement pas été aussi riches.

Je dois beaucoup aussi à ma directrice de mémoire, Françoise Papa, pour m'avoir aiguillé lorsque j'étais dans le flou absolu, et d'avoir pris le temps de m'écouter, même à six heures de décalage horaire.

Ce travail de recherche est aussi le fruit d'échanges entre des journalistes avertis et la débutante dans le métier que je suis. Il n'aurait pas été possible sans la contribution de Christophe Ayad, Hala Kodmani, Wassim Nasr et David Thomson. Merci d'avoir été disponibles pour ces entretiens, et pour toutes les précisions dont j'avais besoin.

Un énorme remerciement à la promotion Anna Politkovskaïa pour son soutien inconditionnel au cours de ces deux années, et plus particulièrement à Sara, ma tête brûlée préférée, et ma colocataire de toujours, ma Personne, Morgane.

Puis, il y a ceux qui sont à mes côtés depuis plus de cinq ans. Il paraît que les « copains de fac » restent des amis pour la vie. En tout cas, ils sont toujours là. Merci, merci et merci à ma bande aixoise. Celle qui est éparpillée entre Paris, la Corse, et l'étranger. Celle qu'on retrouve toujours avec le même plaisir et les mêmes rires. Ceci dit, un remerciement tout particulier à César, pour son soutien à toute épreuve, puis Nouna, Bibi et Jon pour leur patience, leur relecture et leur disponibilité.

Enfin, je tiens à remercier ma famille pour ses encouragements et son soutien, moral comme financier tout au long de mes études. Merci à mes parents, Jean-Pierre et Laurence, pour avoir eu confiance en moi et m'avoir donné tous les outils possibles afin de toujours avancer. Et si, ici, est l'occasion de remercier une personne à l'infini, c'est bien ma mère. L'information est peut-être une vocation, mais chez moi, elle est aussi le fruit d'une éducation. C'est ma mère qui m'a donné le goût d'explorer et d'aimer l'humain.

Merci.

Sommaire

REMERCIEMENTS.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	4
PARTIE I - LA GUERRE, LE MOYEN-ORIENT ET LES JOURNALISTES.....	9
Chapitre 1. Qu'est-ce que le journalisme de guerre.....	10
Chapitre 2. Un cas emblématique de couverture médiatique au Moyen-Orient post-2001: la deuxième guerre du Golfe (2003-2010).....	14
Chapitre 3. La crise syrienne et le « crépuscule des Assad ».....	23
PARTIE II – LES JOURNALISTES SUR LE TERRAIN SYRIEN.....	29
Chapitre 1. Difficultés des journalistes étrangers et relais des citoyens-journalistes.....	30
Chapitre 2. Les méthodes des journalistes sur le terrain.....	36
Chapitre 3. Les journalistes, pris pour cible...de toutes parts.....	45
PARTIE III – COUVRIR LE CONFLIT SYRIEN... AILLEURS QU'EN SYRIE.....	51
Chapitre 1. Syrie : un conflit 2.0.....	52
Chapitre 2. Nouveaux médias déracinés et agenda international.....	61
Chapitre 3. Jihad : une résurrection médiatique.....	67
CONCLUSION.....	73
BIBLIOGRAPHIE.....	76
WEBOGRAPHIE.....	81
GLOSSAIRE.....	89
TABLE DES ANNEXES.....	92
ANNEXES.....	93

Introduction

Depuis mars 2011, la Syrie attire l'attention des médias du monde entier. Contestation populaire devenue conflit armé, le sujet est complexe. Aujourd'hui, si l'on se penche du côté de la population, tous ont retenu les images d'horreur mais peu sont capables d'expliquer cette guerre. Les médias ont-ils failli dans leur mission d'informer ? La question est légitime. Le journalisme de guerre a toujours été un domaine particulier. Chaque conflit est différent. Spécificité des acteurs, du contexte politique, historique, sociologique, ces éléments comptent autant que les reporters et l'identité de leurs médias respectifs. Les professionnels de l'information se doivent d'être des observateurs neutres. Pourtant, plusieurs difficultés s'imposent rapidement. Le regard unique ou « imperium d'un regard » pour reprendre le terme de Laurent Gervereau¹, les contraintes de temps qui impactent sur l'analyse et le recoupement des informations, ont des conséquences sur la couverture des événements. Ce constat a été fait lors de la médiatisation de nombreux conflits. L'avènement des nouvelles technologies, dont les réseaux sociaux, nous questionnent sur les conditions de recherche de l'information.

Cette étude cherche à présenter les différentes méthodes de la profession lorsqu'elle couvre le conflit syrien. Depuis le début du XXIème siècle, et plus exactement à partir du 11 septembre 2001, la vision du monde des sociétés occidentales a évolué. Si le Moyen-Orient a connu des guerres qui ont été largement relayées avant 1991 (Liban, Israël...), les enjeux dans la région ont changé depuis l'attentat du *World Trade Center*. Le terrorisme s'est hissé comme la première des hantises de l'Occident. Dans cet environnement, la Syrie est une bombe à retardement. Immobilisme de l'ONU et des instances internationales face à une situation qui se dégrade depuis plus de 3 ans : multiplication des groupes terroristes avec le renouvellement de l'Etat Islamique en Irak et au Levant*²(EIL) mais aussi implication d'acteurs régionaux comme Israël, le Hezbollah*, l'Iran, le Qatar ou encore l'Arabie Saoudite.

¹ Gervereau, L (2004). *Inventer l'actualité. La construction imaginaire du monde par les médias internationaux.* Paris : La Découverte, p.168

² Pour tous les mots marqués d'un astérisque, voir leur définition dans le glossaire à la fin du mémoire

Les journalistes se retrouvent donc à informer sur une situation plus que tendue. A partir de la mort du reporter Gilles Jacquier et des blessures d'Edith Bouvier, entre janvier et février 2012, les rédactions du monde, et plus particulièrement françaises, sont devenues très prudentes. Pourtant en juin dernier, Nicolas Hénin et Pierre Torres ont été enlevés (et récemment libérés) avec deux autres de leurs collègues. Si désormais, les médias de l'Hexagone n'envoient plus personne là-bas, certains y vont encore, très souvent en *freelance*. Pour contourner ces contraintes, les journalistes ont développé leurs réseaux grâce à l'Internet. Une situation qui pose de multiples questions mais encourage surtout à réfléchir au journalisme aujourd'hui. Il semblerait que nous soyons à dans un tournant. Ainsi, il est logique de se demander si cette guerre marque un renouveau des méthodes de couverture journalistique.

On peut naturellement se demander quelles sont ces méthodes ? Sont-elles différentes des conflits précédents ? En quoi ? A quoi est-ce dû ? Les contenus produits par la profession sont-ils responsables du manque de compréhension global de la situation par la population ?

La Syrie est d'après l'encyclopédie Universalis³, « un carrefour où convergent de multiples influences. Il est délimité au nord par les montagnes du Taurus et de l'Asie Mineure, à l'ouest par la Méditerranée, à l'est par la Mésopotamie (le pays de l'Euphrate et du Tigre) et au sud par les déserts arabiques ». De manière plus claire, le pays est situé entre la Turquie, l'Irak, la Jordanie et le Liban. L'état syrien apparaît dans les années 1920 après la chute de l'empire ottoman (1923). Les puissances coloniales de l'époque – France et Grande-Bretagne – découpent alors la région à leur convenance. Cette décision a des conséquences, encore aujourd'hui. L'actuelle Syrie est séparée du Liban, ce qui explique les relations compliquées entre les deux pays.

« Puis, dans les années 1950-1960, les puissances régionales (Jordanie, Irak et Égypte) s'affrontent pour contrôler la Syrie qui menace alors d'éclater. Mais le pays devient, à partir des années 1970, sous la houlette du général Hafez al-Assad, un État redouté, une puissance régionale centrale exerçant son influence sur le Liban, la Jordanie ou les Palestiniens, et un acteur incontournable dans toutes les initiatives diplomatiques. Le régime Assad se perpétue en 2000 par une succession dynastique du père au fils.

³ Universalis. Encyclopédie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/syrie/>

Mais, une décennie plus tard, le pouvoir de Bachar al-Assad est sérieusement remis en cause par une révolte de la société qui débute en 2011 et prend de l'ampleur, menant à une guerre civile »⁴.

Pendant un temps, le pays s'était distingué par son appui aux Etats-Unis lors de son invasion en Irak, notamment dans la traque contre les terroristes. Cette aide a cessé lorsque Bachar al-Assad a commencé à soutenir les islamistes sunnites (en facilitant le transfert d'armes, par exemple) afin d'asseoir son influence dans la région.

Le pays est plongé dans un conflit où se mêle nationalisme syrien, groupes extrémistes armés, exactions et enjeux internationaux. Un cocktail complexe dans lequel la Ligue arabe et les Nations Unies n'ont pas réussi à trouver une solution de paix. Société civile et journalistes se sont retrouvés pris dans cet engrenage. Comment ces événements ont été couverts par la profession, que ce soit sur le terrain ou à distance ?

De par sa spécificité, on peut supposer que la Syrie serait sujette à une couverture médiatique différente des autres conflits éclatés au Moyen et Proche-Orient dans la période post-11-Septembre. L'essor des réseaux sociaux et de l'Internet a marqué une nette différence, permettant notamment aux journalistes de pouvoir recueillir des informations sans être sur le terrain. Le cas de *France24* avec les « Observateurs » peut nous éclairer, tout comme d'autres initiatives, à l'instar de *Syria Deeply*. Quant aux différents acteurs impliqués, ils utilisent des plates-formes comme Twitter, Youtube ou plus globalement l'Internet pour communiquer avec le monde. Pour autant, la situation ne permet pas une couverture égale des deux camps. Problème d'accréditations ou d'acteurs plus ouverts aux médias que d'autres, il est important de l'évaluer et d'en comprendre les raisons. Certaines sources peuvent être plus difficiles d'accès que d'autres, ce qui pèse sur les contenus diffusés par les médias. Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'impact de la baisse des budgets. Ils entraînent une diminution considérable du nombre de correspondants permanents et peuvent être responsables du recours aux mêmes sources par différentes entreprises de presse. Cette difficulté sur le terrain explique que beaucoup d'articles ont été consacré à la diplomatie des instances internationales, notamment de la France à travers les déclarations du Président de la République, François Hollande, et du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Pour autant, ces interventions dans les médias ne sont pas d'une grande plus-value dans ce dossier. Enfin, les médias internationaux pourraient être accusés de ne pas aller assez en profondeur, abordant peu le contexte régional et les enjeux qui en découlent.

⁴ Universalis. Encyclopédie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/syrie/>

Au vu de la complexité du sujet, cette étude n'entend pas constituer un inventaire des différents outils utilisés par les journalistes. Il a fallu partir d'une question simple : comment ces professionnels couvrent-ils la guerre en Syrie ? Par la suite, des tendances sont clairement apparues, que certains journalistes eux-mêmes critiquent. Bien entendu, il y a un fossé entre les différents types de médias, leur nationalité et leurs moyens. Pour autant, il est possible de constater que certains outils – nouveaux ou pas – sont utilisés par des rédactions et permettent un renouveau de la couverture de la guerre. Bien entendu, il a fallu revenir sur ces méthodes lors des conflits antérieurs qui ont touché le Moyen-Orient. Bien que notre étude couvre les événements postérieurs au 11 septembre 2001, la première guerre du Golfe devait être abordée. Les médias y ont connu un tournant, pour le meilleur et surtout pour le pire. Les enseignements qui nous sont parvenus de cette période se devaient d'être intégrés. Le Moyen-Orient est une région complexe du monde, dont certains conflits n'ont toujours pas été résolus (exemple du conflit israélo-palestinien). Leurs natures sont tellement opposées, au même titre que leur médiatisation, qu'il a fallu choisir des situations précises. Ainsi, nous nous sommes arrêtés sur la guerre en Afghanistan (celle de 2001) et la guerre en Irak (celle de 2003). Cependant, les études et analyses qui ont été faites sur leur couverture médiatique sont très inégales. S'il est aisé de trouver un grand nombre d'informations sur l'Irak, la première a été étudiée surtout sous le prisme d'*Al-Jazeera*. Une difficulté qu'il a fallu tenter de contourner. On remarque vite une carence lorsqu'on s'intéresse au cas syrien : l'oubli de l'histoire du pays. Le traumatisme de la répression de Hama, en 1982, par le « Lion de Damas » (Hafez al-Assad, père de l'actuel chef d'Etat syrien) est un élément qui a été très peu repris dans les médias. Il incite à croire que les journalistes l'ont peu ou pas pris en compte dans leur travail. D'où l'importance donnée au contexte, pour une meilleure capacité à informer sur le pays. La guerre en Syrie est un cas assez particulier où il est très compliqué de pouvoir répondre aux cinq W*.

Dans l'élaboration de ce travail de recherche, ma formation en journalisme a beaucoup influencé le raisonnement, tout en veillant à garder le recul nécessaire. Plusieurs facteurs en découlent. L'écriture n'est pas celle d'un chercheur, tout comme l'approche ou la manière de faire des recherches. Dans cette étude, il a été tenté de combiner les deux disciplines : recherche universitaire et travail journalistique. Dans la présentation, les sous-parties n'ont pas été numérotées, reprenant les intertitres qu'on l'on trouve dans la presse. Les citations de chaque début de parties donnent un aperçu du contenu, à l'exemple d'articles. Les entretiens réalisés dans ce cadre ne suivent pas le modèle des chercheurs. Il n'y a pas eu de questionnaire identique pour chacun des intervenants. Plusieurs raisons à cela: tous ont été

interviewé dans leur domaine particulier. Le but est de s'adapter aux intervenants. Leur parole est essentielle à la réflexion, c'est pourquoi beaucoup de citations ont été reprises, et sont restées telles en l'état. Par ailleurs, pour des questions de sécurité et de déontologie, la règle du « off » est respectée. Certains interlocuteurs ont accepté de parler et de révéler des informations sur leurs méthodes de travail personnelles ou concernant leur média. Ils tiennent en effet à la sécurité de leurs collaborateurs. En tant que jeune journaliste, suivre cette règle de base est légitime et n'a en rien affecté les recherches. A la fin de ce mémoire, le lecteur pourra trouver un glossaire où sont expliqués les acronymes et les termes signalés d'un astérisque tout au long du développement.

Les références sont nombreuses. Un éclairage sociologique et technologique est loin d'être suffisant. L'aspect historique est primordial. Cependant, le travail de recherche est ancré dans le présent, et a nécessité le recours à de multiples entretiens de journalistes. Suivre les médias est bien sûr essentiel à ce sujet, mais il reste important de préciser qu'il ne s'agit pas d'une analyse stricte de leurs contenus, ni de leurs champs lexicaux bien que la question soit très intéressante.

Avant d'aborder le cas syrien, il faut garder à l'esprit ce qu'est le journalisme de guerre. Comme nous l'avons dit, c'est une branche particulière de la profession. Pour mieux en comprendre les enjeux, il a fallu revenir sur des exemples de conflits au Moyen-Orient qui se rapprochent par leur similarité dans les méthodes de couverture et qui ont eu un impact sur l'histoire de la région et des médias. Une attention particulière a été portée à la période postérieure au 11 septembre 2001. Se concentrant vers l'histoire particulière de la crise syrienne, il était indispensable de remettre les choses dans leur contexte. Il aurait été inutile -là n'est pas la démarche de cette étude- de rappeler ce passé sur des décennies, mais il a été jugé nécessaire de donner les éléments essentiels en exposant les principales étapes du conflit. La suite de notre développement concerne la couverture de la Syrie sur le terrain. Du côté des médias nationaux et internationaux, rendre compte des événements est difficile. Nous avons cherché à montrer ces obstacles, symboles du piège où les journalistes se trouvent. Des solutions existent. Les faiblesses et mauvaises habitudes des médias sont à l'origine de nombre de ces problèmes. Nous sommes dans une société, où le public évolue, tout comme les modèles d'information. C'est la raison pour laquelle la couverture en dehors du territoire syrien est étudiée. Symbole de la dimension internationale du conflit, cette partie tend à illustrer le changement qui touche la profession et influence le comportement des citoyens du monde.

Partie I - La guerre, le Moyen-Orient et les journalistes

Réfléchir au passé pour mieux appréhender le présent. C'est dans cette démarche que la définition du journalisme de guerre est essentielle. Cependant, elle n'est pas suffisante. Pour comprendre – là est tout l'enjeu – la situation actuelle des journalistes face à la crise en Syrie, il nous faut revenir sur d'autres guerres. Celles de l'ère post-11 septembre 2001. Mais là encore, ce ne serait pas suffisant. Dans cette optique, nous reviendrons également sur l'histoire récente de la Syrie. Celle qui tend à expliquer pourquoi la guerre actuelle est aussi complexe au niveau des faits que dans sa couverture.

Chapitre 1- Qu'est-ce que le journalisme de guerre ?

“This is the only profession I know of where you get on an airplane and fly first class, drinking champagne and eating caviar, only to arrive in some hellhole where you check into a third-rate hotel and see 50 of your best friends.”⁵

— *Commentaire d'un correspondant anonyme au bar de l'hôtel Alexandre, Beyrouth, été 1982*

« Couvrir la guerre donne aux journalistes une opportunité de revenir aux plus nobles aspects de leur profession et de poursuivre le rôle de service public du journalisme », écrivait Jill Carroll en 2005, dans ses *Lettres de Bagdad*⁶. Il est vrai que des générations de jeunes journalistes ont embrassé cette profession en rêvant de couvrir des guerres. L'adrénaline, l'héroïsme dans une certaine mesure font partie de ces choses qui donnent un peu de noblesse au métier. Le slogan de *France Info* « l'information est une vocation » est une boutade récurrente chez les étudiants en journalisme mais l'image est là. D'ailleurs sur cette publicité, on voit le journaliste radio, sac-à-dos et Nagra (matériel d'enregistrement) en bandoulière, marchant au bord d'une route. Il est une sorte d'incarnation d'un Indiana Jones moderne.

Le journaliste de guerre, une minorité dans la profession

Pour Arnaud Mercier, « les correspondants de guerre, chargés de vérifier directement leurs informations sur le terrain, sont apparus dès le milieu du XIX^e siècle et se sont illustrés, comme William H. Russel du *Times*, dès la guerre de Crimée (1853-1856), puis pendant la guerre de Sécession. Que ce soit pour s'assurer le succès sur le théâtre d'actions ou pour préserver le moral des troupes sur le front ou des civils à l'arrière, les Etats ont très tôt interdit ces

⁵ Traduction : « C'est la seule profession que je connaisse où tu prends un avion en première classe, buvant du champagne et mangeant du caviar, pour atterrir quelque part en enfer où tu réserves un hôtel de troisième zone, et vois cinquante de tes meilleurs amis ».

⁶ Carroll, J. (2005). Letter from Baghdad: What a way to make a living, *American Journalism Review*, 111, 54-56.

pratiques d'information libre en imposant une censure radicale »⁷. Une vision du journalisme, à l'époque loin de notre déontologie actuelle, qui se veut la plus impartiale possible. Pourtant, comme le chercheur nous le rappelle, « la propagande, le « bourrage de crâne » ou une persuasion plus insidieuse sont au menu de tous les conflits. Avant, ils servent à convaincre et à mobiliser ; pendant, ils aident à cacher, intoxiquer et galvaniser ; après, ils contribuent à justifier la guerre, à façonner les perceptions de la victoire et à interdire les éventuelles critiques »⁸. Le constat est là. Etre journaliste en temps de guerre, cela reviendrait donc à marcher sur des œufs, d'autant plus lorsque le pays du journaliste (ou plutôt celui de son média) se retrouverait impliqué dans le conflit. Nombreuses ont été les critiques à l'égard des journalistes, depuis les années 1990. Le premier cas qui nous vient à l'esprit est celui de la seconde guerre du Golfe en 1991. Nous en parlerons plus loin dans cette partie. Cependant, l'innovation est aussi une caractéristique non-négligeable dans la couverture des guerres. « Depuis l'apparition des correspondants de guerre », écrit Arnaud Mercier, « chaque conflit a connu son lot d'innovation dans le domaine des médias : mobilisation de l'ensemble d'une nation *via* une presse censurée et aux ordres (Première Guerre mondiale), émergence de la radio et du cinéma pour mobiliser et assurer une propagande de masse (Deuxième Guerre mondiale), utilisation de moyens vidéo plus mobiles au service de la télévision et augmentation du nombre de journalistes internationaux envoyés sur le théâtre des opérations (guerre du Viet Nam), recours à des moyens de communication audiovisuels en direct et apparition d'une chaîne d'information en continu, recoupant les diverses sensibilités en conflit (dernières guerres en Afghanistan et en Irak). L'évolution [...] est lourde de conséquences sur les perceptions par l'opinion de la réalité des dégâts d'une guerre et sur la légitimité de certains actes de guerre »⁹. Outre l'aspect technologique, Rémi Rieffel dans « Que sont les médias » définit la presse comme un pilier des conflits dans la mesure où « les guerres soulèvent les passions, favorisent l'exaltation des valeurs nationales, suscitent la haine ou la compassion, font appel aux sentiments humanitaires »¹⁰. Ceci dit, on peut se demander si aujourd'hui c'est encore le cas vu la vitesse des flux d'information et le nombre de conflits à travers le monde. Les couvertures de ce type restent délicates pour la profession, notamment de par l'innovation technologique qui accentue la compétition entre les médias¹¹.

⁷ Mercier, A. (2005). Quelle place pour les médias en temps de guerre ?, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, p.234. L'auteur fait également référence au livre de Knightley, P (1976). Le correspondant de guerre, de la Crimée au Viet Nam. Héros ou propagandiste ? Paris : Flammarion

⁸ Ibidem p.235

⁹ Ibidem p.237

¹⁰ Rieffel, R. (2009). Que sont les médias ? Paris : Flammarion, p.107

¹¹ Ibidem p.109

Les risques pour les reporters de guerre

Les risques que prennent ces journalistes ne s'estompent pas avec le temps. Une guerre reste une guerre, et les traumatismes liés à l'exercice du métier existent toujours. On constate une prise de conscience de la profession, notamment en Amérique du Nord. On peut citer le docteur Anthony Feinstein, auteur de « *Dangerous Lives: War and the Men and Women Who Report It* »¹². Professeur du département de psychologie de l'université de Toronto et neuropsychiatre, il a fait une étude¹³ sur 140 reporters de guerre et les conséquences du métier sur leur santé (notamment mentale). Les résultats des sujets de cette étude, ayant en moyenne 15 ans d'expériences, parfois très douloureuses (perte d'un collègue, blessures, témoin d'exécutions), ont été comparés avec des journalistes n'ayant pas travaillé en zone de guerre. Les premiers « ont enregistré des scores élevés concernant le stress post-traumatique, la dépression sévère et la consommation excessive d'alcool. Dans le cas du stress post-traumatique* (PTSD), le fait qu'il soit apparu après que les journalistes eurent commencé leur travail en zone de guerre suggère une forte corrélation entre les dangers encourus durant la guerre et le développement de la psychopathologie. Par ailleurs, tous les journalistes souffrant de stress post-traumatique ont affirmé être confrontés à des problèmes sociaux et à des troubles relationnels »¹⁴. Aimé-Jules Bizimana, qui a repris cette étude en 2004, ajoute que « le docteur Feinstein nuance ses propos en insistant sur le fait que les journalistes de guerre sont plus susceptibles de développer ces pathologies en cas d'exposition prolongée au danger et par le manque d'une formation appropriée pour réagir à la violence »¹⁵. Des conséquences difficiles à assumer lorsque l'on rentre au pays, espérant retrouver ainsi une vie normale. Les troubles relationnels englobent des difficultés dans leur vie sociale et affective, mais peuvent à terme toucher le domaine professionnel.

¹² Traduction : « Vies dangereuses : la guerre, les hommes et les femmes qui la couvrent »

¹³ Feinstein, A., Owen, J. et Blair, N. (2002). A Hazardous Profession: War, Journalists, and Psychopathology. *American Journal of Psychiatry*, 159. Récupéré le 2 février 2014 à <http://journals.psychiatryonline.org/data/Journals/AJP/3740/1570.pdf>

¹⁴ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés, *Communication*, 25/1. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 44

¹⁵ Ibidem paragraphe 47

Pourquoi couvrir la guerre ?

Malgré ces traumatismes tels que la ré-expérimentation, notamment à travers les cauchemars, l'évitement ou encore l'insomnie, Anthony Feinstein explique pourquoi les journalistes retournent sur le terrain. Ainsi, il écrit¹⁶ « Ceux que j'ai interviewé parlent de facteurs tels que l'importance de donner la parole aux témoins, garder le public informé des événements importants, être au premier rang du déroulement de l'histoire, et l'ambition personnelle [...] Il est évident que les personnes attirées par les professions risquées et dangereuses sont biologiquement dotées d'un haut degré pour ce type d'activité. Ce sont des individus qui évitent la routine du « 9h-17h » et le confort d'un prédictible emploi de bureau pour l'excitation et le drame du champ de bataille ». Par la suite, plusieurs instituts ont beaucoup parlé des traumatismes engendrés par cette activité professionnelle. Avant le traumatisme des reporters de guerre restait tût. Désormais, aux Etats-Unis, des instituts ont été créés pour accompagner ces derniers après ce type de traumatisme, comme le Dart Center¹⁷. Il aide les journalistes à leur retour de reportage, mais il n'est pas réservé aux seules personnes couvrant les guerres. Un métier à haut risque à tous les niveaux, mais qui reste une nécessité dans la compréhension du monde.

¹⁶ Feinstein, A. (2004). The psychological hazards of war journalism, Nieman Reports, 27. Récupéré le 14 avril 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100835/The-Psychological-Hazards-of-War-Journalism.aspx>

¹⁷ Dart Center. Centre américain pour les journalistes traumatisés. Repéré le 16 janvier 2014 à <http://dartcenter.org/>

Chapitre 2- Un cas emblématique de couverture médiatique au Moyen-Orient post-2001 : la troisième guerre du Golfe (2003-2010)

« Objectivement, la pression médiatique, le poids des images, avantagent les démocraties libérales et affaiblissent les régimes autoritaires ou dictatoriaux. »

- Daniel Colard¹⁸, dans « La médiatisation du droit et la mondialisation des relations internationales »

Les conflits ne manquent pas au Moyen-Orient. Avant les années 1990, il y a eu la guerre civile au Liban, différents événements liés au conflit israélo-palestinien, la guerre Iran-Irak... La guerre qui a attiré l'attention du monde entier, notamment concernant sa couverture médiatique est sans conteste la première guerre du Golfe. Pour François Alix, elle « a donné à la télévision l'occasion de conjuguer les effets fâcheux des deux dérives du trop-montrer et du montrer quelque chose à tout prix. Les remarquables images de démonstrations fournies par l'armée américaine sur ses missiles ont été diffusées à de multiples reprises, y compris comme accompagnement d'une relation des opérations du jour. Ainsi a été créée l'illusion d'une guerre propre »¹⁹. Le souvenir d'une profession qui accepte les images de l'armée américaine comme seule base pour travailler est inadmissible. Une leçon pour le journalisme qui veille, depuis, à ne plus reproduire cette erreur.

¹⁸ Mathieu, M. (dir.) (2003). L'information dans les conflits armés. Du Golf au Kosovo. Paris : L'Harmattan, p.120, partie « La médiatisation du droit et la mondialisation des relations internationales »

¹⁹ Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan, p.40

La seconde guerre du Golf

C'est désormais un cas d'école pour tous les étudiants en journalisme se devant d'apprendre les dérives de la profession. On pourrait définir cette expérience comme le « plus jamais ça » hérité de la Première Guerre mondiale. Dans le cadre cette couverture, le *Committee to Protect Journalists* (CPJ) a rapporté que quatre journalistes avaient perdu la vie²⁰, ce qui est très peu et peut-être aussi – cyniquement - une preuve des dérives de la profession comparé à d'autres conflits. Dans ces dérives, le direct a été particulièrement dénoncé et qualifié d'« excès absolu » par François Alix. D'après lui, « la démonstration en a été faite début 1991 lorsque des responsables de chaînes de télévision ont entrepris de faire vivre la guerre du Golfe en direct et en continu. Les bribes et les indices provenant des théâtres d'opérations et des diverses capitales concernées ont été enfilés les uns aux autres, chaînes de demi-vérités enfermant les téléspectateurs dans une continuité d'éléments partiels, non vérifiés, parfois démentis ensuite, de portée mal évaluée »²¹. Certes, cette période n'est pas l'objet de notre étude, mais d'importance majeure pour comprendre l'après. Dans la couverture des guerres par la suite, c'est un élément qui sera plus réfléchi. On évite désormais le direct à tout prix. Attention, on parle ici uniquement de la couverture des conflits et de l'information internationale. Quant au non-recoupement des informations, c'est un sujet de réflexion de la part des rédactions, particulièrement pour le cas syrien. Cette question sera vue tout au long des parties 2 et 3.

A partir de 2001, un problème s'est posé dans notre étude. Premièrement, la configuration de la guerre en Syrie est très particulière et aucun conflit n'est semblable à un autre. Par conséquent, la couverture ne peut être similaire, et sa portée n'a pas été la même. On pense notamment au Liban, à Israël et les Territoires Palestiniens (la seconde Intifada au début des années 2000). Par conséquent, nous nous sommes concentrés vers l'Afghanistan et l'Irak, guerres déclenchées en 2001 et 2003. Mais là encore, la couverture a été très inégale. Dans le premier cas, il existe très peu d'études sur sa médiatisation, et dans le peu existant, elles abordent surtout le rôle d'Al-Jazeera. Ainsi, c'est bien la troisième guerre du Golfe qui offre le plus de points d'analyse, autant au niveau technologique, pratique que déontologique. Cette deuxième partie se concentrera plus sur ce conflit et sur les conclusions qui en ont été faites.

²⁰ Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York

²¹ Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan, p.45

2001, l'Afghanistan et l'avènement d'Al-Jazeera

L'Afghanistan, première « croisade »²² des Etats-Unis contre le terrorisme, a fait 9 victimes parmi les professionnels de l'information, entre 2001 et 2004²³. Ce conflit a été compliqué à couvrir pour les journalistes occidentaux, notamment face à une armée américaine qui a verrouillé l'accès des reporters au terrain. « L'armée américaine refuse l'accès des journalistes aux troupes américaines et à plusieurs de ses bases militaires dans la région », écrit Aimé-Jules Bizimana. Si certains médias arrivent seulement le 25 novembre 2001 sur le territoire afghan « les journalistes du pool présents sur la base militaire de Kandahar sont enfermés dans un entrepôt par les militaires pour les empêcher de prendre des photographies de soldats blessés »²⁴. Un retour aux débuts du journalisme de guerre où aucune information « négative » ne parvenait au front ou dans la société civile... Dans ce cas, une des définitions du journalisme de guerre faites par Arnaud Mercier semble particulièrement pertinente : c'est bien un « journalisme de communiqués et de conférences »²⁵ qui se met en place. Face à ces obstacles, *Al-Jazeera* a su se hisser au rang de média international en devenant une source de référence pour les organes de presse occidentaux autant que pour ceux du monde arabe, grâce à une couverture privilégiée de la guerre en Afghanistan²⁶. La chaîne qatarie, aujourd'hui concurrente directe de *CNN*, *France24* et autre chaîne de télévision internationale d'information continue, a profité de son implantation et de sa connaissance du terrain pour avoir une longueur d'avance sur les médias occidentaux. Par ailleurs, son statut lui permettait également d'échapper au contrôle des Américains, tout comme ses confrères et consœurs arabes²⁷. Ces restrictions de la part de l'état-major et des plus hautes sphères de la politique américaine n'ont pas été spécialement bénéfiques pour leur propagande. Cette erreur a

²² Corten, A. (2005). « Le mal existe ». Religion et néoconservatisme dans le discours de George W. Bush. Mots, Les langages du politique, 79. Mis en ligne en 2008, récupéré le 24 mai 2014 à <http://mots.revues.org/1282>

²³ Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York.

²⁴ Bizimana, A. (2006). Les relations militaires-journalistes : évolution du contexte américain, Les Cahiers du Journalisme, 16, p.211

²⁵ Mercier, A. (2005). Quelle place pour les medias en temps de guerre ?, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, p.241

²⁶ Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2004). Reporting War. Journalism in Wartime. London: Routledge, p.315

²⁷ Mercier, A. (2005). Quelle place pour les medias en temps de guerre ?, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, p.242

justement été rectifiée puisque « la guerre en Irak marque une certaine décontraction de la coopération armée-médias »²⁸.

2003, l'Irak et les médias en danger

« Près de 230 professionnels des médias, parmi lesquels 172 journalistes, ont trouvé la mort en Irak, à cause du conflit né de l'intervention américaine, entre le 20 mars 2003 et le 19 août 2010 », dévoilait un rapport de Reporter sans Frontières (RSF), précisant que ce sont surtout les journalistes irakiens qui ont été touchés (87% du personnel médiatique victime)²⁹. Quatorze d'entre eux faisaient partie de la rédaction d'*Al-Iraqiya*, la chaîne de télévision nationale du groupe *Iraqi Media Network*, un groupe « créé et financé par le Pentagone, avant d'être confié aux autorités irakiennes ». L'association de défense des journalistes fait état de 83 médias touchés par l'assassinat de leurs journalistes : « 46 % des journalistes tués travaillaient pour un média audiovisuel (télévision ou agence de presse), contre 36% pour la presse écrite » et « seulement » 8 journalistes de radios. Globalement, Bagdad et ses environs était une zone particulièrement sensible puisque la majorité des journalistes (77) y ont perdu la vie³⁰. Par ailleurs, RSF a constaté une évolution dans la nature des attaques à l'encontre de la profession³¹. « Si les attentats terroristes et les attaques de la guérilla civile irakienne constituaient la principale source de danger pour les reporters en 2004 (65% des journalistes morts en 2004), ils ont laissé la place à des agressions ciblées à compter de 2005. Et ceci jusqu'à la fin 2007 [...] La tendance commence à s'inverser en 2008/2009, avec de moins en moins de journalistes délibérément visés. Toutefois, cela reste alors une réalité : le président du Syndicat des journalistes irakiens, Chihab Al-Tamini a été assassiné en février 2008. » Une situation qui a mené un grand nombre de journalistes irakiens à quitter leur pays, surtout en 2006³². L'exercice d'une presse libre, au moins du côté des « locaux », n'était pas envisageable.

²⁸ Bizimana, A. (2006). Les relations militaires-journalistes : évolution du contexte américain, Les Cahiers du Journalisme, 16, p.211

²⁹ Reporters sans frontières (2010). Guerre en Irak, une hécatombe pour la presse. 2003-2010. Paris, p.5-6

³⁰ Ibidem p.7

³¹ Ibidem p.8

³² Ibidem p.12

La coalition, gage de liberté d'expression ?

Les dommages collatéraux des forces de la coalition de l'époque ne sont pas en reste. Ils seraient responsables de la mort d'au moins 16 journalistes. La plus grosse bavure à l'encontre des médias en Irak est l'attaque d'un tank américain contre l'hôtel Palestine, lors de la prise de Bagdad, le 8 avril 2003. Deux journalistes avaient été tués : Taras Protsyuk, un cameraman de *Reuters*, et José Couso, de la chaîne espagnole *Telecinco*. Aimé-Jules Bizimana rapporte la réaction du porte-parole du centre de Presse du commandement central (CENTCOM)³³. Le brigadier général Vincent Brooks déclarait le jour-même à l'occasion d'une conférence de presse : « nous ne connaissons pas chaque endroit où un journaliste se trouve sur le champ de bataille. Nous connaissons seulement les journalistes qui opèrent avec nous ». Autre attaque des Américains à l'encontre des médias, celle de mars 2003 contre une chaîne de télévision irakienne, à Bagdad. L'attaque avait alors détruit une partie des structures du bâtiment³⁴. La chute du régime, le 9 avril 2003, a toutefois permis la parution d'un grand nombre de journaux dans une société qui était jusqu'alors, sous le poids de la censure de Saddam Hussein. On parle de l'apparition d'environ 200 quotidiens et magazines³⁵, mais pas à n'importe quelle condition... En 2003, Paul Bremer, directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire en Irak, interdit plusieurs quotidiens qui paraissaient sous l'ancien régime. Ce ne sera pas sa seule décision concernant les médias irakiens puisqu'il imposera aux journalistes « de nouvelles instructions interdisant à toute institutions médiatiques en Irak d'inciter toute violence qui promouvrait de la résistance envers les forces de la Coalition »³⁶. Une situation qui s'oppose quelque peu à la liberté de la presse, sous couvert de lutter contre le terrorisme.

³³ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. *Communication*, 25/1, 84-111. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 32

³⁴ Kuttub, D. (2007). The media and Iraq: a blood bath for and gross dehumanization of Iraqis, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 868, volume 89, p.882

³⁵ Abdel Majid, A. (2007). The crisis of professional responsibility in Iraqi journalism: avoiding incitement to violence and armed conflict, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 868, volume 89, p.895

³⁶ Ibidem p.896

Les enlèvements, une particularité irakienne

Cet environnement hostile, les correspondants étrangers y ont été confrontés. En effet, les enlèvements se sont particulièrement répandus au cours du conflit. RSF en a recensé plus de 93 victimes de cette pratique. « Au moins 47 ont été libérés sains et saufs, mais 32 ont été exécutés. On est sans nouvelle d'au moins 14 professionnels des médias irakiens qui ont été enlevés au cours de cette période »³⁷. Il semblerait que les envoyés spéciaux puis leurs collaborateurs auraient été particulièrement visés. Hormis les Irakiens, ce sont les Français – apparemment par pur hasard – qui ont été le plus victimes d'enlèvements. On en compte neuf³⁸. Parmi les otages à cette époque, on peut citer Christian Chesnot (en 2004, il travaillait alors à *RFI*), Georges Malbrunot (en 2004, il écrivait pour *Le Figaro*) ou encore Florence Aubenas (en 2005, sur place pour *Libération*). Comme le souligne Aimé-Jules Bizimana dans un de ses articles³⁹, « en France, la grande mobilisation de l'Etat et de la société civile en faveur des journalistes détenus a suscité un grand débat sur le travail journalistique dans des conditions d'extrême danger. A la suite de la coûteuse libération de Florence Aubenas et de son collaborateur Hussein Hanoun en juin 2005, le gouvernement français, par la voie de l'ambassade de France en Irak, a demandé à la journaliste Anne Sophie Le Mauff, une des rares journalistes occidentaux toujours en poste à Bagdad, de quitter l'Irak ». L'implication de la diplomatie française concernant Anne Sophie Le Mauff est plus que contestable. Cette affaire avait fait grand bruit. Cependant, il est indéniable que la réaction à l'enlèvement de plusieurs confrères montre une prise de conscience de la classe politique (notamment sur son coût) et de la société civile concernant la question des journalistes otages.

Méthodes de couverture

Cette troisième guerre du Golfe donne lieu à deux types de couverture, symptomatique des conflits en général : les médias « embarqués » et les indépendants. La présence de journalistes aux côtés des militaires marque un renouveau pour la profession, qui comme nous l'avons évoqué auparavant, n'était pas la bienvenue en Afghanistan. A partir de 2003, cette nouvelle résolution de l'armée étatsunienne permet à 775 correspondants d'être « embedded* ». Au

³⁷ Reporters sans frontières (2010). Guerre en Irak, une hécatombe pour la presse. 2003-2010. Paris, p.9

³⁸ Ibidem p.10

³⁹ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. Communication, 25/1, 84-111. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 37

quartier général du commandement central, basé près de Doha, à Al-Sayliya (Qatar), ils sont environ 700 journalistes à être accrédités⁴⁰. Les journalistes indépendants, dits « freelancers » ou reporters « freelance », sont très présents en Irak. Jill Carroll, pour l'*American Journalism Review*, a écrit un article⁴¹ décrivant leurs conditions de travail. A cette occasion, elle a recueilli le témoignage de plusieurs confrères. S'ils débarquent dans ce pays de manière totalement autonome, ces correspondants s'occupent également de leur budget, trouvant eux-mêmes auberges, traducteurs et assurances. La sécurité, elle en parle, mais sans oublier les dérives que cette situation a pu provoquer : « A l'automne dernier, les enlèvements et décapitations ont augmenté, et les journalistes occidentaux sont devenus prisonniers virtuels de leur chambre d'hôtel ». D'où une discrétion nécessaire pour la profession. Les freelancers, dans leurs petites chambres, étaient alors plus en sécurité pour travailler, et ce, bien plus que les gros médias « qui louent des maisons, repliés avec des gardes du corps armés et des flots d'étrangers allant et venant ». Dans cet article, le témoignage de Colin Freeman, chef des correspondants du *Sunday Telegraph*, est particulièrement révélateur. « Tu vois un aspect de la vie très différent en étant dans un hôtel irakien pas cher, comparé à un endroit [plus cher] comme al Hamra, et passera probablement beaucoup plus de temps avec les locaux ». Une manière de couvrir, beaucoup plus proche de l'humain, qui a posé pas mal de questions aux journalistes. Avec du recul, Anthony Shadid estime⁴² que Bagdad était un environnement à part, comparé à tout ce qu'il a couvert. Ce constat qui doit faire réfléchir aux méthodes de couvertures dans le futur, que ce soit de la manière dont on perçoit l'étranger, ou encore les relations avec le pouvoir. Pour cet ancien correspondant au Moyen-Orient du *Los Angeles Time*, le recours aux gardes du corps n'est pas une solution – difficile de se mêler à la population dans ces conditions – tout comme d'être armé sur le terrain. Un reporter du *New York Times*, Dexter Filkins, avait un pistolet sur lui lors de son séjour en Irak. Lorsque le *Wall Street Journal* a révélé cette information, son concurrent avait rappelé à ses correspondants le danger qu'entraîne ce genre d'initiative pour leur neutralité⁴³. En effet, le journaliste ne

⁴⁰ Bizimana, A. (2006). Les relations militaires-journalistes : évolution du contexte américain, *Les Cahiers du Journalisme*, 16, p.212

⁴¹ Carroll, J. (2005). Letter from Baghdad: What a way to make a living, *American Journalism Review*, 111, 54-56

⁴² Shadid, A. (2004). The Iraq Experience Poses Critical Questions For Journalists. *Nieman Reports*, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100828/The-Iraq-Experience-Poses-Critical-Questions-For-Journalists.aspx>

⁴³ Heyboer, K. (2004). Guns under fire, *American Journalism Review*, 106

peut plus être couvert par les lois internationales qui assurent le statut des civils en période de guerre (voir la partie II).

De nouvelles technologies sur le terrain

La guerre en Syrie est une guerre numérique. L'Irak en était les prémices. On se souvient tous des photos de prisonniers irakiens humiliés par des soldats américains. Ces images ont fait le tour du monde et posé une problématique : l'émergence de la photographie numérique dans la guerre. « Les images amateurs ont toujours trouvé leur voie dans le flux des informations » écrivait David D. Perlmutter⁴⁴, « certaines sont devenues des icônes du photojournalisme. Les images des abus sur les prisonniers irakiens étaient plus susceptibles d'attirer l'attention du public parce qu'apparemment, les photographies étaient prises avec des appareils photo numériques [...] Cette technologie rend la censure plus difficile. Une photo peut « fuiter » avec le clic d'une souris ». Une nouveauté dans les formes de communication à l'époque. Déjà, l'auteur met en garde contre la manipulation de l'image grâce à des logiciels de montage tels que Photoshop. Pour autant, cette affaire mettait le comportement des soldats directement sous le regard de la société, une chose difficilement tolérable pour l'état-major. Ce n'est que le début d'une nouvelle ère, où l'Internet commence à être omniprésent dans la couverture des conflits. Dans cette culture du web, l'internaute va chercher l'information, plus seulement celle de ses médias nationaux mais aussi à l'étranger⁴⁵. Pour Terhi Rantanen, « la guerre en Irak était encore une fois une guerre où les images ont joué un rôle majeur. Beaucoup de journalistes ont senti que la télévision devenait de plus en plus importante pour une couverture immédiate [...] Toutefois, comme un journaliste notait, avec l'information visuelle, la manipulation est possible et difficile à identifier. Il est généralement accordé que « la technologie facilite notre travail », mais en même temps il est ressenti que l'information était peut-être délivrée trop vite et risquait de perdre sa crédibilité »⁴⁶. Une problématique encore d'actualité, dans l'ère de l'information sur les réseaux sociaux et la concurrence économique entre les médias. En 2003, l'information commence déjà à se développer sur le modèle d'un journalisme citoyen, avec des sites anti-guerre ou tandis que d'autres diffusaient des données

⁴⁴ Perlmutter, D.D. (2004). Digital Photography and News Images. Nieman Reports, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100838/Digital-Photography-and-News-Images.aspx>

⁴⁵ Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2004). Reporting War. Journalism in Wartime. London: Routledge, p.301

⁴⁶ Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2004). Reporting War. Journalism in Wartime. London: Routledge, p.310

comme electroniciraq.net (qui n'existe plus aujourd'hui) ou iraqbodycount.org⁴⁷. Patricia Aufderheide, dans « *Reporting War. Journalism in Wartime* », note l'existence de sites mêlant journalisme, journaux intimes et autres modèles de blogs, qui apportent un genre nouveau⁴⁸. Dans le même ouvrage, Stuart Allan livre⁴⁹ un premier exemple d'une pratique courante aujourd'hui, le *crowdfunding**. A travers son blog, « *back to Iraq, 2.0* », le journaliste indépendant Christopher Allbritton proposait aux internautes de couvrir la guerre et en appelait à leur soutien financier pour ses frais. Une initiative qui a fonctionné et fait des émules comme on a pu le constater de nos jours. Très récemment, ce fut le cas de Place Gre'net⁵⁰, comme nouveau média grenoblois en ligne. D'autres innovations technologiques ont fait leurs preuves durant cette guerre. Ces dernières, nous les retrouvons aujourd'hui en Syrie. Dans sa thèse à l'Université de Montréal au Québec, Aimé-Jules Bizimana parlait⁵¹ de « caméras miniatures (*lipstick camera*) sur des casques ou sur des engins » utilisées « pour rapporter la guerre ». Un dispositif qui fait bien évidemment penser à la célèbre caméra *GoPro**. Pas seulement l'apanage des reporters de guerre, cette « même technologie a été utilisée par les troupes américaines pour documenter leurs opérations ». Ce matériel permettant de prendre des images plus facilement n'était pas la seule nouveauté... « En Irak, la possibilité de transmettre des reportages en mouvement a constitué une nouveauté pour les journalistes en zone de guerre »⁵². Le début d'un flux mobile, qui va grandement changer les codes de la communication.

⁴⁷ Ibidem p.338, et voir l'Annexe 4

⁴⁸ Ibidem p.339

⁴⁹ Ibidem p.360

⁵⁰ Voir <http://www.placegrenet.fr/>

⁵¹ Bizimana, A. (2010). Au cœur du dispositif embedding. La surveillance des journalistes intégrés lors de la guerre en Irak. (Thèse au doctorat en communication, non publiée). Université du Québec à Montréal, Montréal, p.430

⁵² Ibidem, p.430

Chapitre 3 – La crise syrienne et le « crépuscule des Assad »

« La Syrie est géographiquement et politiquement au cœur du Moyen-Orient. C'est pourquoi nous sommes toujours affectés par ses problèmes, de manière directe ou indirecte »

- Bachar Al-Assad au Wall Street Journal, le 31 janvier 2011⁵³

« La suprême habilité de ce système [celui de Bachar Al-Assad et, avant lui, de son père] va consister à persuader que ce qui est bon pour le régime l'est pour l'Etat, en introduisant une confusion permanente (et pour lui très profitable) entre la « raison du régime » et la « raison d'Etat » ». C'est ainsi que Jean-Pierre Filiu, historien spécialiste du Moyen-Orient reprend une distinction du politologue Ghassan Salamé⁵⁴. Ce sera notre élément de base pour présenter la situation syrienne, essentielle pour comprendre les conditions de travail des journalistes. Une chronologie exhaustive ne permettant en rien de mieux saisir les subtilités du système Assad, le parti pris est d'exposer des faits dans l'histoire du conflit qui touche la Syrie depuis plus de trois ans.

⁵³ Wall Street Journal (2011, 31 janvier). Interview with Syrian President Bashar al-Assad. Wall Street Journal. Repéré le 3 février 2011 à <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894>

⁵⁴ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.73

L'Etat barbare ou le faux printemps

En 1984, Michel Seurat s'interrogeait « si l'aisance avec laquelle ce régime se meut dans son espace politique régional ne tient pas précisément au fait qu'il soit parvenu, à l'intérieur, à un degré zéro du politique »⁵⁵. Il est vrai que la Syrie, à l'époque dirigée par Hafez Al-Assad, a déjà connu de sanglantes répressions. Cependant, son président jouait habilement ses cartes dans le reste du monde arabe. L'insurrection du 8 mars 1980, date anniversaire de l'accession du parti Baas* (parti unique, au pouvoir depuis 1963), reste dans toutes les mémoires. A cette époque, Alep est déjà rebelle⁵⁶, mais c'est le massacre de Hama en février 1982 qui va « longtemps hanter les consciences du pays » pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Filiu⁵⁷. Le « Lion de Damas » ou le « Bismarck du Moyen-Orient » comme l'Occident a surnommé Hafez Al-Assad avait alors fait taire dans le sang une insurrection des Frères musulmans. Il a appris à son fils intrigues et manipulations. Elu par référendum en juillet 2000, Bachar à 34 ans lorsqu'il devient président (l'âge minimum est spécifiquement abaissé au sien peu de temps avant). L'automne de cette année, il laisse un léger vent de liberté d'expression souffler sur le pays. Cette période, mal-nommée le « printemps de Damas » (faut-il rappeler la même erreur en 2011 avec « le printemps arabe » ?), a vu naître un certain nombre de « salons » politiques et autres forums de discussion, ainsi que la publication de la « déclaration des 99 » (le 27 septembre 2000). Cette dernière réclamait le pluralisme politique ou en encore la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963. Trois mois plus tard suivent la création de « comités de renaissance de la société civile » et une « déclaration des 1000 ». C'en est trop pour le régime qui interdit certains forums et arrête des personnalités politiques telles le député indépendant Ryad Seyf⁵⁸. Les « ardeurs » démocratiques se calment rapidement. Une bonne nouvelle pour le gouvernement syrien. Dans la première partie de son ouvrage, l'historien Jean-Pierre Filiu précise que « la pire crainte du pouvoir syrien réside dans l'émergence d'une alternative pacifique »⁵⁹.

⁵⁵ Seurat, M. (1989). Syrie. L'Etat de Barbarie. Paris : Le Seuil, p.43

⁵⁶ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.82

⁵⁷ Ibidem p.84

⁵⁸ Ibidem p.100

⁵⁹ Ibidem p.105

L'étincelle de la révolution : Deraa

« Le peuple veut renverser le régime ». Le slogan-phare des révolutions arabes se retrouve tagué sur des murs de la ville de Deraa. Leurs auteurs, une vingtaine d'adolescents, âgés de dix à quinze ans sont arrêtés le 6 mars 2011. Les parents, sans nouvelles, sont inquiets et vont demander des informations aux autorités locales. Ces dernières les humilient. La nouvelle se répand très rapidement dans cette ville sunnite, pourtant réputée très conservatrice et loin d'être rebelle. Sur l'Internet, les jeunes commencent à lancer des appels à manifester tandis que des prisonniers politiques entament une grève de la faim, réclamant leurs droits de détenus politiques⁶⁰. La contestation s'étend, et le 15 mars 2011, on entend des slogans comme « Dieu, la Syrie, la liberté et rien d'autre » ou encore « Pacifique » à travers les souks de Damas où manifestent une centaine de personnes. Le lendemain, toujours dans la capitale, c'est une autre manifestation de quelques dizaines de membres de familles de prisonniers politiques qui sont brutalement dispersés devant le ministère de l'Intérieur⁶¹. Le surlendemain, « ce sont cette fois des milliers de personnes qui, au sortir de la prière du vendredi, scandent leur colère à Homs, Banyas et Deir Ezzor [...] C'est à Deraa que les cortèges sont les plus fournis. Quatre manifestants sont tués [...] Selon un cycle bientôt routinier, les funérailles des contestataires assassinés la veille sont l'occasion, le 19 mars, de nouveaux heurts sanglants, alimentant le cycle protestation-répression »⁶². Une situation qui s'envenime petit à petit alors que les manifestations se veulent pacifiques.

Le cycle de la répression

Aux alentours du 24 mars, les médias internationaux apprennent l'ampleur de la répression par Razan Zeitouneh, une avocate qui défendait des prisonniers politiques, avant d'être accusée d'être un « agent de l'étranger » et de passer dans la clandestinité. Les réseaux sociaux gagnent de l'importance. En effet, les opposants au régime se retrouvent sur la page Facebook « Syrian Revolution 2011 » (la page existe toujours et reste régulièrement alimentée). Sur place, la fin de la prière du vendredi devient le point de ralliement des protestants, toujours nombreux dans la rue, malgré l'apparition de snipers (qui prennent pour

⁶⁰ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.120

⁶¹ Ibidem p.120

⁶² Ibidem p.121

cible d'abord les personnes qui filment les manifestations afin d'éviter la diffusion des images)⁶³. L'été 2011 marque un tournant dans la répression, notamment pendant le mois de Ramadan où 360 personnes sont tuées. 113 militaires, d'après l'opposition, ont trouvé la mort. Les déserteurs sont de plus en plus nombreux. Ces derniers refusent les ordres de tirer sur la foule, désarmée⁶⁴.

La création du Conseil National Syrien

Pour renverser le régime et tenter de préserver la révolution et son pacifisme, le Conseil National Syrien (CNS) est fondé le 2 octobre 2011, à Istanbul. Sa création est issue de « pourparlers au cours desquels les militants de l'intérieur ont à plusieurs reprises pesé de manière déterminante ». Par ailleurs, « il réitère son refus d'une intervention militaire étrangère comme celui de l'affrontement confessionnel (non sans souligner que la participation au processus révolutionnaire est la voie la plus sûre pour la cohésion nationale) »⁶⁵. Cependant, Jean-Pierre Filiu souligne que cette initiative a quelque peu failli, notamment à cause de « la focalisation internationale dans les coulisses du mouvement de la diaspora [qui] rejette dans l'ombre une révolution pourtant enracinée sur le terrain, dans la population de Syrie »⁶⁶. Les démarches de la Ligue arabe et des Nations Unies pour résoudre le conflit ne mènent à rien. Pendant ce temps, « [Bachar Al-Assad] joue en outre sur la lassitude d'une opinion internationale face à un conflit de plus en plus perçu comme une « guerre civile », ce qui permet de renvoyer dos à dos les coupables d'exactions supposées comparables »⁶⁷. En face, l'opposition se radicalise. Certains de ses membres organisent des assassinats, rarement revendiqués à l'encontre de partisans du président syrien⁶⁸.

La diplomatie internationale n'a pas fourni les outils nécessaires au CNS pour s'affirmer, que ce soit sur le terrain ou dans les hautes sphères de la politique internationale. La Syrie des Assad peut se féliciter d'avoir des alliés fidèles. La Chine, La Russie et l'Iran couvrent ses arrières autant sur le territoire syrien que dans l'hémicycle des Nations Unies. Dans ce bras de fer, les Etats-Unis et l'Europe ont sans cesse reculé. L'attaque chimique du 21 août 2013 dans

⁶³ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.125

⁶⁴ Ibidem p.147

⁶⁵ Ibidem p.160

⁶⁶ Ibidem p.184

⁶⁷ Ibidem p.256

⁶⁸ Ibidem p.245

la banlieue de Damas en a été la preuve flagrante (on parle de 585 à 1845 morts⁶⁹). Le peu d'avancée des conférences de Genève I et II l'a aussi démontré.

Du mouvement de protestation à la guerre civile

Dès le début des manifestations, le régime a cherché à militariser la situation. Après avoir lancé ses milices (*chabiha**) à la poursuite des opposants, Bachar al-Assad a fait glisser la contestation populaire vers le conflit armé en introduisant un troisième acteur : les jihadistes. La guerre en Irak en était les prémices, ne manquait plus qu'à libérer certains d'entre eux pour qu'ils se relancent dans la conquête du *Sham**. Au début de l'année 2012, émerge un nouveau groupe armé, *Jabhat al-Nosra**, qui prêterait plus tard allégeance à al-Qaïda⁷⁰. Un groupe concurrent, l'Etat Islamique en Irak et au Levant* surnommé ISIS ou *Dai'sh**, fera parler de lui plus tard. Dans les médias, notamment français, leur rivalité est exposée au grand jour fin 2013. Chacun de ces groupes est soutenu par des mécènes variés et le jihadisme international. La Syrie ainsi, est devenue la terre de prédilection de ceux qui se disent « les vrais musulmans », luttant contre le monde des « mécréants ». Depuis, le terrain syrien est divisé entre trois camps : le régime de Bachar al-Assad, les groupes extrémistes et l'armée syrienne libre (ASL). Une situation qui entretient un flou sur ce qui se passe sur le territoire, mais aussi sur le destin de ce pays.

Un bilan humain provisoire

D'après un rapport d'Amnesty International, « depuis que les manifestants pacifistes ont investi les rues en mars 2011 afin d'exiger des réformes (cf. le 2 janvier 2013, selon les recherches du Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme) plus de 59 648 personnes ont été tuées entre le 15 mars 2011 et le 30 novembre 2012, et ce nombre

⁶⁹ Sallon, H. (2013, 28 août). Retour sur l'attaque chimique du 21 août à Damas. LeMonde.fr. Repéré le 29 août 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/28/retour-sur-l-attaque-chimique-du-21-aout-a-damas_3467538_3218.html

⁷⁰ D'Arco, R. (2013, 9 septembre). Jabhat al-Nosra : entre guerre civile et terrorism business. Le Journal International. Repéré le 9 septembre 2013 à http://www.lejournalinternational.fr/Jabhat-al-Nosra-entre-guerre-civile-et-terrorism-business_a1233.html

aurait dépassé les 60 000 depuis. D'autres homicides ont été enregistrés au premier trimestre 2013). Il semblerait que plus de 70 000 Syriens aient été tués. Selon l'ONU, plus d'1,3 million d'autres ont fui le pays afin d'échapper au carnage grandissant et quelque 4 millions d'autres ont été déplacés à l'intérieur du pays »⁷¹. Aujourd'hui, on compte plus de 150 000 morts d'après diverses sources humanitaires dont l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Cette guerre a non seulement tué un grand nombre de citoyens syriens, mais elle bouleverse toute la géopolitique de la région. En effet, les réfugiés ont quitté leur pays vers les Etats voisins, les obligeant à gérer au mieux la crise. Problème de statut, aménagement de camps, tensions avec les locaux... Tout cela contribue à modifier un Moyen-Orient qui fait face au plus grand déplacement de population depuis les vagues de Palestiniens suite aux conflits avec l'Etat israélien (depuis 1948).

⁷¹ Amnesty International (mai 2013). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres, p.2

Partie II - Les journalistes sur le terrain syrien

Depuis le début de la révolution en mars 2011, le terrain syrien n'est pas facile d'accès. Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, Bachar Al-Assad a tout fait pour que les manifestations tournent au règlement de compte armé. Cette manœuvre a réussi vu l'éclatement de la guerre civile. L'expérience irakienne a ainsi donné les outils nécessaires aux journalistes, syriens et internationaux, pour tenter tant bien que mal de couvrir cette partie du monde. Cependant, comparé à l'Irak, cette guerre fait un grand nombre de victimes parmi la profession, c'est-à-dire « tout type » de journalistes confondus, locaux et internationaux, en comptant les assassinats et les prises d'otage. Le régime et l'opposition en sont responsables. Cette partie tend à étudier les difficultés de couverture, ainsi que les méthodes des journalistes sur le terrain.

Chapitre 1 – Difficultés des journalistes étrangers et relais des citoyens-journalistes

« Il ne fallait pas s’attendre à ce que ce soit un régime où les journalistes sont tolérés »

- Christophe Ayad, entretien en janvier 2014⁷²

« Le contrôle répressif des médias par l’Etat, la censure étouffante et le ciblage des voix dissidentes n’est pas nouveau en Syrie », peut-on lire dans un rapport d’Amnesty International sur les médias dans ce pays en proie à la guerre civile⁷³. « Les journaux, radios ou télévisions indépendantes n’ont pas été autorisés à fonctionner librement depuis des décennies en Syrie. Sous l’état d’urgence instauré de manière continue de 1963 à avril 2011 ». La levée de ce dispositif répressif et la parution d’un décret concernant les médias étaient censées calmer la colère des manifestants et les critiques de la communauté internationale. Les événements l’ont montré, il n’en fut rien. Les Syriens réclament, eux, l’instauration de la démocratie.

Le journalisme en Syrie

Officiellement, ce décret adopté en août 2011 « a supprimé l’emprisonnement comme peine pour les journalistes condamnés pour avoir transgressé les restrictions médiatiques. Cependant, cela n’a engendré aucune différence en pratique. Sous le décret, la liberté d’expression est autorisée seulement si elle est « responsable » selon le point de vue du

⁷² Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde. (2014, 16 janvier à Paris)

⁷³ Amnesty International (mai 2013). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres, p.4

ministère de l'Information, si elle n'engage quoi que ce soit que le gouvernement pourrait interpréter comme une incitation à la violence ou aux tensions religieuses ou comme une menace à la sécurité nationale et si elle ne couvre aucun sujet en rapport avec les forces de sécurité »⁷⁴. Les journalistes ne jouissent pas d'une quelconque liberté d'expression, et dans un pays déchiré, ils se retrouvent sous le feu du régime ou de l'opposition. De plus, les reporters étrangers sont confrontés à des difficultés importantes pour obtenir des visas. Par conséquent, des journalistes-citoyens ont émergé. Ils filment et rendent compte des événements sur l'Internet, mais ici, nous allons surtout voir leur rôle sur le terrain, l'Internet étant l'objet de notre partie III. Pour informer le monde des abus du régime, des médias indépendants et des bureaux d'information se sont créés un peu partout à travers la Syrie⁷⁵. Ces citoyens qui se sont improvisés journalistes « ont joué un rôle crucial pour acheminer les informations relatives aux homicides et aux violences hors des frontières »⁷⁶. Depuis le début de la révolution, les médias syriens se sont développés, malgré les difficultés techniques. Certains sont basés à l'étranger⁷⁷, mais ceux qui travaillent dans les zones « libérées » doivent jongler entre problème de sécurité et de réseau (Internet, électricité). Pour tenter d'y remédier, les journalistes syriens proches des frontières irakienne ou turque utilisent les réseaux de leurs voisins. Le reste fait appel au « système D ». RSF donne l'exemple de Massoud Akko qui explique que certains « font souvent jusqu'à 40 kilomètres en voiture pour pouvoir envoyer des sujets simplement parce qu'ils n'ont pas de matériel satellitaire »⁷⁸. Autrement dit, depuis le début de la révolution, les journalistes voulant s'exprimer librement font avec les « moyens du bord », et le plus souvent, dans la clandestinité.

Une couverture équilibrée ?

Le journalisme de guerre est une « guerre de communication ». A plusieurs niveaux (local, national et international), les politiques répondent à un agenda et s'expriment dans les médias selon leur intérêt. Le but est bien entendu d'influencer le jugement des citoyens, à toutes les

⁷⁴ Amnesty International (mai 2013). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres, p.4

⁷⁵ Violation Documentation Center in Syria (May 2014). Press Statement, In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria, p.1

⁷⁶ Amnesty International (mai 2013). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres, p.4

⁷⁷ Voir Partie III

⁷⁸ Reporters sans frontières (2013). Le journalisme en Syrie, une mission impossible ? Paris, p.28

échelles de la société, et dans le cas syrien, l'opinion nationale et surtout internationale⁷⁹. D'après Christiane Eilders « l'image journalistique elle-même – même les correspondants de guerre – est revêtue plus au rôle de médiateur neutre que d'avocat de journalisme de paix », d'où la nécessité de publier tous les points de vue⁸⁰. Georges Malbrunot a pu confirmer cette nécessité du travail de reporter, estimant « qu'on ne peut traiter à un seul niveau. C'était déjà très difficile avant le déclenchement de la révolte. C'est un pays qui n'aime pas trop les journalistes... J'y suis allé une vingtaine de fois. Entre 2006 et 2011, j'étais interdit de séjour là-bas suite à un article en 2005. On a beaucoup de mal à couvrir... Quant au régime, il faut l'analyser et ne pas seulement le rejeter. C'est certainement le conflit où l'histoire compte le plus »⁸¹.

Tous les journalistes interrogés parlent des difficultés de pouvoir couvrir dans les zones contrôlées par le régime. Lors d'un *chat* sur *leMonde.fr*⁸², Florence Aubenas, à peine rentrée de Syrie, explique que « ce n'est pas un choix d'être « seulement » aux côtés de la rébellion : c'est une obligation dans le cas de figure syrien. Les journalistes n'ont actuellement pas de visa officiel (à l'exception de quelques-uns) : il nous faut donc entrer dans le pays clandestinement et continuer à y vivre et à y travailler de la même manière. Pas d'hôtel, pas de location de voiture, aucun des circuits habituels. Le seul réseau par lequel nous pouvons passer est celui des Syriens engagés, c'est-à-dire des opposants au régime, militaires ou pas ». Elle avoue aussi vouloir couvrir le conflit du côté des loyalistes si elle en avait la possibilité. La plupart des journalistes franchissent donc la frontière clandestinement, au risque d'être arrêtés par le régime. « Il y a très peu de journalistes qui ont pu couvrir des deux côtés », déclarait Christophe Ayad, lors d'une conférence à la Sorbonne⁸³. Rencontré en janvier pour

⁷⁹ Eilders, C. (2005). Media under fire: fact and fiction in conditions of war, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 860, volume 87, p.643

⁸⁰ Ibidem p.647-648

⁸¹ Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

⁸² Aubenas, F. (2012, 16 août). Chat : Florence Aubenas, de retour en Syrie. *LeMonde.fr*. Repéré le 12 janvier 2014 à http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/08/16/florence-aubenas-les-rebelles-syriens-n-ont-aucun-doute-ils-vont-gagner_1746955_3218.html

⁸³ Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et

un entretien, il déplorait l'impossibilité d'obtenir un visa, « sinon, [il] serait allé à Damas »⁸⁴. Depuis le début de sa carrière, il n'a jamais pu se rendre dans la capitale en tant que journaliste. « Cela a renforcé les préjugés sur le régime. Le visa de Gilles Jacquier [premier journaliste occidental tué en Syrie] était un peu exceptionnel, il l'a eu grâce à un réseau catholique ». Pourtant, dans les premiers moments du conflit, le journaliste du *Monde* est entré clandestinement en Syrie. Pour Francesca Borri, journaliste *freelance* là-bas, « chaque honnête organe de presse devrait avoir un correspondant parmi les rebelles et un correspondant à Damas. Couvrir la guerre, aujourd'hui, est une entreprise conjointe – si le but est de vous [le public] expliquer ce qu'il se passe, et pas seulement d'être récompensé pour une belle plume »⁸⁵. Une manière pour l'Italienne de relever la difficulté de traiter convenablement et dans les règles de la déontologie un conflit armé. C'est un point de vue que toute la profession déplore.

Par ailleurs, Hala Kodmani, journaliste indépendante franco-syrienne, relève un manque de diversité dans la couverture, avec un système de « mode » dans lequel sont tombés les journalistes. « Globalement, je trouve qu'il y a eu des vagues, des tendances tout au long du conflit. Ça manquait de pluralisme ». Par-là, la spécialiste du Moyen-Orient dénonce un système où les journalistes se retrouvent aux mêmes endroits, ne couvrant nulle part ailleurs. Elle donne un exemple : « La presse britannique s'est un peu distinguée. Mais globalement, il y a eu un suivisme dans la couverture. Tout le monde s'intéressait à la même chose. Quand la bataille d'Alep s'est déclenchée, que la rébellion a pris une partie de la ville et qu'un flot de journalistes s'est trouvé là-bas en juillet 2012, j'ai proposé à *Libération* de leur faire un papier sur comment les habitants vivent la situation via Skype ou par téléphone. A *Libé*, on m'a dit « il y a 50 journalistes là-bas, et personne n'a eu ce que tu as ... »⁸⁶. Vouloir couvrir les événements est légitime. Par contre, ne pas changer d'angle et d'avoir partout les mêmes informations sur les mêmes lieux est une erreur pour la profession. La bonne santé du

directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

⁸⁴ Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde. (2014, 16 janvier à Paris)

⁸⁵ Borri, F. (2013, 26 juillet). I want to talk about Syria, not just my role as freelance journalist. The Guardian. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jul/26/syria-freelance-journalist-response>

⁸⁶ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

journalisme est dans la pluralité des contenus. Il n'est pas possible de couvrir convenablement le conflit syrien si la parole n'est pas donnée de manière équilibrée à tous les acteurs, mais aussi à la population syrienne, toutes confessions confondues et de tous bords politiques.

Peu de journalistes à Damas

« Je suis partie en avril 2011. Là, je suis allée pour la dernière fois à Damas », explique Hala Kodmani⁸⁷. Journaliste indépendante franco-syrienne, elle pige pour *Libération* et *l'Express*, puis pour *le Pèlerin* ou encore *Polka* et *Long Cours* à l'occasion. « A l'époque, je n'étais pas encore fichée et j'ai pu rentrer grâce à ma double nationalité. C'était en visite privée. J'avais passé une dizaine de jours quand ça a commencé à bien prendre à Damas. J'ai pu travailler tout à fait discrètement. J'ai vu l'ambiance, pu rencontrer des gens, me suis vraiment mise au courant... On ignorait complètement les ressorts de tout ça... Et quand je suis revenu, j'ai fait les premiers papiers que pour *Libé*. Bien entendu, aucun journaliste ne pouvait y aller parce qu'il fallait obtenir un visa. J'avais donc les premiers reportages du terrain ». Après comme d'autres, elle est allée dans les zones libérées, seuls endroits où Hala Kodmani peut se rendre depuis la publication de ses premiers articles : « Raqqa, c'était bien après. J'ai continué à couvrir la Syrie même si j'étais fichée, puisque j'ai signé avec mon vrai nom dans *Libé* et dans *l'Express*. Je n'aurais pas dû le faire, mais je ne pensais pas que ça allait durer. Ensuite, je suis repartie à l'automne 2012, quand le nord est tombé aux mains de la rébellion. J'ai pu retourner dans les premières zones libérées, notamment à Alep. Là, il n'y avait pas besoin de visa, seulement d'un passeport syrien. Au même moment, tous les journalistes se sont mis à y aller, sauf que moi, j'y allais dans des conditions différentes. Je ne suivais pas les groupes armés et je n'y allais pas sous escorte des brigades ».

Peu de journalistes ont pu obtenir un visa du régime. *La Revue* a également publié un reportage de la capitale syrienne. Le correspondant sur place, François Janne d'Othée, y expose⁸⁸ la situation des reporters étrangers là-bas :

« Alors que la plupart des journalistes occidentaux se sont précipités du côté des rebelles, qui les ont accueillis à bras ouverts, bien peu d'entre eux ont pu se rendre en zone loyaliste, le régime

⁸⁷ Ibidem

⁸⁸ Janne d'Othée, F. (2013, août). La forteresse de Damas n'est pas près de tomber. Reportage. *La Revue*, 34, p.69

syrien étant particulièrement avare de visas à l'égard de médias considérés comme hostiles à son égard. On ne peut pas lui donner entièrement tort, mais cela ne veut pas dire pour autant que ceux qui se rendent à Damas doivent prêter allégeance au régime. On y travaille d'ailleurs dans une relative liberté, sauf pour les images. D'après des chiffres recueillis à Damas, près de 800 journalistes ont pu se rendre légalement dans la capitale syrienne entre le début du conflit et la fin 2012. Depuis le début de l'année, environ 130 visas de presse ont été délivrés, d'une validité de sept jours. Ces chiffres ne tiennent pas compte des médias arabes. « Pour les journalistes qui sont entrés auparavant du côté rebelle, donc illégalement, les démarches sont un peu plus longues », ajoute notre source syrienne, qui ne précise pas si elles finissent par aboutir un jour. A Damas, on n'apprécie guère les intrus. »

Cette dernière phrase montre bien que le régime n'est pas tendre avec les journalistes- ceux de l'extérieur compris. Cet article est une initiative louable. Elle expose les difficultés pour obtenir une autorisation afin de couvrir à partir de la capitale syrienne, et le peu de temps pour couvrir les choses en profondeur. Un visa d'une semaine, tout en étant contrôlé sur les images n'est pas chose aisée. D'autant plus lorsqu'on n'est pas un média chinois, iranien ou encore russe. Ces restrictions – notamment à Damas – ont été confirmées par le journaliste américain Alex Thomson. Pour éclaircir sur ses conditions d'exercice du métier, il a publié un papier « questions-réponses »⁸⁹. Ces difficultés expliquent l'émergence des journalistes-citoyens syriens, mais également la situation délicate du personnel médiatique sur le terrain.

⁸⁹ Thomson, A. (2013, 2 avril). Q&A: How foreign journalists operate in Syria. Channel 4 News. Repéré le 12 janvier 2014 à <http://blogs.channel4.com/alex-thomsons-view/qa-foreign-journalists-operate-syria/4592>, voir également l'Annexe 5

Chapitre 2 – Les méthodes des journalistes sur le terrain

« Je n'ai jamais autant ressenti que chaque personne qu'on filmait pouvait être condamnée à mort. Jamais. La moindre image. Si on était arrêté, la personne pouvait être arrêtée et tuée... »

- Manon Loizeau, en décembre 2011⁹⁰

Empêcher les informations de circuler. C'est la mission que s'est donné le régime dès mars 2011. Arrestations massives, emprisonnements abusifs et assassinats lors de manifestations, il n'a reculé devant rien pour faire taire la population. Comme nous l'avons vu précédemment, l'administration de Bachar al-Assad a délivré des visas au compte-goutte pour les journalistes étrangers. Des médias ont aussi été expulsés. Ce fut le cas de Khaled Yacoub Oweis, qui travaillait pour *Reuters* en mars 2011. Alors qu'il était basé à Damas depuis 2006, il a été expulsé pour « information mensongère et journalisme non-professionnel »⁹¹. Dans le premier chapitre de cette partie, le reporter Georges Malbrunot disait qu'il était très difficile de couvrir la Syrie. C'est le cas sur le terrain, d'autant plus que ces correspondants doivent tenter d'éviter toute instrumentalisation. Difficile à appliquer, déjà de par les conditions de collecte de l'information, vu qu'ils ne pouvaient opérer que du côté des rebelles. Au début, ils ont même pu suivre *Jabhat al-Nosra* et l'Etat Islamique d'Irak et du Levant avant leur radicalisation envers la profession. Le cadre interprétatif⁹², c'est-à-dire « la manière dont [les journalistes]

⁹⁰ Sur le plateau d'Envoyé Spécial, l'émission de reportage sur France 2. Le 1^{er} décembre 2011

⁹¹ London Bureau (2011, 26 mars). Syria withdraws accreditation of Reuters correspondent. Reuters. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://www.reuters.com/article/2011/03/26/us-syria-reuters-idUSTRE72P1TD20110326>

⁹² Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan, p.80

rendent compte des affrontements et des guerres » dépend de ces conditions de travail. Elles incluent les rédactions et les sources, ce qui signifie que le journaliste n'est pas seul maître de la situation⁹³. Bien au contraire.

Les liens entre les journalistes et leurs sources

« Je ne vois pas des combattants », expliquait le photoreporter Jérôme Sessini à l'émission L'Entretien de *France24*⁹⁴. « Je vois un homme qui est mortellement blessé... et j'aide. On est avant tout des êtres humains ». Cette phrase pose la question de la proximité sur le terrain. Un journaliste est un homme comme les autres, sans faire de l'humanitaire. Il ne faut pas oublier que ce métier touche aux relations humaines, à l'autre, dans toute situation. Un autre photoreporter, Ammar Abd Rabbo, était interviewé en octobre 2013 par *Courrier International*⁹⁵. *Freelance*, il s'est rendu à plusieurs reprises aux côtés des rebelles, notamment à Alep. Dans l'article, il parle des révolutionnaires : « ils pensent que nos reportages ne vont rien changer, que c'est inutile [...] même s'ils sont parfois méfiants, ils restent bienveillants et reconnaissent notre prise de risques ». La grande majorité des reportages ont été réalisés aux côtés des groupes rebelles armés. Hala Kodmani fait partie des rares à rester auprès des populations. Décision qu'elle revendique⁹⁶ : « C'était un choix parce que justement tous les journalistes passaient par les brigades. Je ne les considérais pas aussi encadrées qu'avec le régime mais quand même... Quand on est sous leur protection, qu'on est logé et nourri chez les combattants, on n'a pas tout à fait la même vision que moi, qui suis allée chez des familles [...] Je vais parmi des civils. Je vis la vie des gens. Ma particularité a toujours été de ne pas m'intéresser spécialement à tout ce qui est militaire ou révolution organisée ». Force est de constater que les sujets sur la Syrie parlant des habitants eux-mêmes

⁹³ Rieffel, R. (2009). *Que sont les médias ?* Paris : Flammarion, p.127

⁹⁴ L'Entretien avec Jérôme Sessini, photographe pour l'agence Magnum (2011, 10 novembre). *France24*. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20121110-lentretien-jerome-sessini-alep-syrie/>

⁹⁵ Zambrano, M. (2013, 29 octobre). Ammar Adb Rambo, photoreporter : « La Syrie, une guerre médiatique ». *Courrier International*. Repéré le 12 décembre 2013 à <http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/29/ammar-abd-rabbo-photoreporter-la-syrie-une-guerre-mediatique>

⁹⁶ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

ne sont pas les plus récurrents. Un constat dommageable, qui rejoint le suivisme dont a pu faire preuve la profession.

Dans d'autres cas, les journalistes qui se rendent sur place ont aussi une base de contacts personnels. Dès le début, le monde médiatique a donc été très prudent sur ses méthodes de couverture. La question de l'anonymat, par exemple, s'est très vite imposée. François Alix a écrit que « l'informateur doit néanmoins mesurer au plus juste la divulgation des identités »⁹⁷. C'est devenu une nécessité autant du côté des témoins que des journalistes. Plusieurs écrivent désormais leurs papiers sous pseudonyme, et les témoignages ne sont quasi jamais publiés avec les vrais noms des protagonistes. Une mesure essentielle dans la guerre médiatique dans laquelle les journalistes sont pris.

Des méthodes exceptionnelles de couverture ?

Pour Georges Malbrunot⁹⁸, il y a un souci d'accès et de fiabilité des sources, « et le problème de ne pas confondre émotion et information ». Dans ce sens, il s'est rendu à Damas en 2011, où son intérêt « c'était de voir l'ONU sur place, seule source indépendante ayant une vision globale de la situation avec une analyse froide, et sans agenda ». Des conditions de couverture compliquée mais d'après lui possible avec un carnet et un stylo. Le reporter du *Figaro* ajoute, « quand vous êtes journaliste en presse écrite, avec des contacts, on peut faire quelque chose. Quand vous êtes une télé, ce n'est même pas la peine ». Pourtant, Manon Loizeau s'est rendue sur place pour Envoyé Spécial⁹⁹. Ce n'était pas la première fois qu'elle allait clandestinement dans un pays. Elle l'avait déjà fait en Tchétchénie, en Iran... mais « cette fois-ci, c'était vraiment différent » explique la journaliste sur le plateau de l'émission de *France 2* après la diffusion de son reportage. « Je n'ai jamais autant ressenti que chaque personne qu'on filmait pouvait être condamnée à mort. Jamais. La moindre image. Si on était arrêté, la personne pouvait être

⁹⁷ Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan, p.80

⁹⁸ Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

⁹⁹ Loizeau, M. (2011, 1er décembre). Syrie Interdite. Envoyé spécial, France 2. Récupéré le 15 mars 2014 à https://www.youtube.com/watch?v=f_ljRkINMi4

arrêtée et tuée ». Une prise de risque qui a valu des méthodes de travail particulières, notamment au niveau du dispositif mis en place. Cet aspect prend bien évidemment en compte le matériel utilisé.

Une technologie adaptée au terrain

« On a mis en place tout un système où on filmait avec des cartes [cartes mémoire SD, comme celles utilisées dans les appareils photo numériques et les téléphones] puis on les copiait sur des disques durs, dont on a fait plusieurs copies » détaille Manon Loizeau. « Au fur et à mesure, on les mettait dans des caches qu'on a récupérés à la fin. Donc on n'avait jamais sur nous ce qu'on avait filmé la veille ». Ce ne sont pas les seuls outils qu'elle a utilisés en Syrie. Elle affirme avoir été « en permanence connectée, via les blogueurs, à des cartes interactives pour éviter les checkpoints ». Ainsi, tous les 300 mètres, la journaliste vérifiait où se trouvaient les militaires grâce aux fréquences radio qu'utilisent l'armée syrienne libre (ASL) et les forces d'Assad. Même le GPS des téléphones portables peut trahir les journalistes sur un terrain dangereux. Aujourd'hui, ils utilisent des moyens de communication plus discrets, faisant partie de ce que RSF nomme le « virtual private network »¹⁰⁰(VPN).

Dans un autre registre, Jérôme Sessini s'est essayé à un exercice inédit en ayant une caméra Go Pro* pendant tout son reportage. « C'est une idée de Clément Saccomani, qui est le rédacteur-en-chef à *Magnum* », poursuit le photoreporter¹⁰¹, « on ne voulait pas faire un documentaire et se substituer à la télévision. C'était apporter un nouveau point de vue sur le travail photographique et la place du photographe sur le terrain ». Le résultat est probant et la possibilité de voir le reporter, à Alep, évoluer en zone de guerre urbaine. L'intérêt est de pouvoir constater à quel point les images évoluent, notamment avec ce système de caméra embarquée. C'est un contenu brut mais qui permet une autre approche d'information sur le terrain par rapport aux médias « traditionnels ».

¹⁰⁰ FrancetvInfo (2014, 6 février). Profession: Reporter de guerre, en hommage aux otages en Syrie. Emission en direct sur francetv.info

¹⁰¹ L'Entretien avec Jérôme Sessini, photographe pour l'agence Magnum (2011, 10 novembre). France24. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20121110-lentretien-jerome-sessini-alep-syrie/>

Le barrage linguistique

Le photoreporter l'avouait¹⁰² sur le plateau de *France24* lorsqu'il évoquait la vie quotidienne : « c'est un grand problème, la langue ! Il y a très peu de traducteurs à Alep. Moi, j'avais quand même quelqu'un qui m'accompagnait de temps en temps, qui m'aidait à entrer en contact avec les combattants. Sinon, la plupart du temps, j'étais seul avec eux, mais dans les situations de combat, il y a une espèce de langage universel. On comprend très bien quand il faut avancer, reculer. On sait aussi par l'expérience et acquérir des réflexes dans certaines situations... même si on ne parle pas la langue ». Pourtant, en terrain dangereux, avec une couverture compliquée, c'est une commodité qui peut être d'une importance notoire, rien que pour pouvoir se fondre parmi la population. « Evidemment, ce qui fait la grande différence, c'est que les gens qui partent sur le terrain sont des grands reporters qui ne connaissent pas suffisamment la langue, les gens du pays et qui n'ont pas de contacts particuliers » estime Hala Kodmani¹⁰³. « C'est pour ça que certains britanniques se distinguent. Parmi les gens qui s'intéressent depuis longtemps au Moyen-Orient, qui ont suivi le conflit en Palestine, en Irak, c'est un peu dommage que quasi aucun journaliste Français ne soit arabisant alors que les chercheurs le sont ». Peut-être une chose que la profession devrait améliorer ? A l'heure d'une société globale, les reporters sur place devraient être à même de connaître vraiment le pays qu'ils couvrent. D'une part, c'est un gain de temps dans bien des cas. D'autre part, les erreurs et omissions – choses dont on ne se serait pas rendu compte par manque de connaissances - seraient plus rares.

La guerre en Syrie : enfer des pigistes

« Le journaliste *freelance* partage les traits communs avec l'individu autonome, détraditionnalisé et indéterminé de la société du risque décrite par Beck et Giddens »,

¹⁰² L'Entretien avec Jérôme Sessini, photographe pour l'agence Magnum (2011, 10 novembre). *France24*. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20121110-lentretien-jerome-sessini-alep-syrie/>

¹⁰³ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

constate Aimé-Jules Bizimana¹⁰⁴, « les conditions de travail des *freelances* sont flexibles mais précaires ». Cette guerre a mis sous les projecteurs les conditions de ces journalistes qui ne portent pas l'étiquette d'un média en particulier. L'article de Francesca Borri « Woman's work » pour la *Columbia Journalism Review* a fait le « buzz »¹⁰⁵. La correspondante pigiste italienne éclaire les lecteurs sur ses déboires, lors de ses reportages à partir des lignes de front syriennes. Tirs, rédacteurs-en-chef à la recherche de sensationnel, maladies dues aux conditions d'hygiène, revenus insuffisants (70\$ US, équivaut à environ 50€ la pige)... Les problèmes financiers qui ne permettent pas d'avoir un traducteur à ses côtés ou simplement une couverture sociale. La jeune femme fustige un système dans lequel l'exercice du métier ne mène pas aux vraies questions, à la compréhension des événements mais plutôt à la recherche du sang et de morts. Pour elle, « les *freelances* sont des journalistes de deuxième classe – même s'il n'y a que des *freelances* ici, en Syrie, parce que c'est une guerre sale, une guerre du siècle dernier ; c'est une guerre de tranchées entre rebelles et loyalistes qui sont si proches qu'ils se crient les uns sur les autres tandis qu'ils se tirent dessus ». Francesca Borri met en cause les indépendants eux-mêmes : « nous sommes nos pires ennemis ; et la raison du 70\$ la pige n'est pas la crise parce qu'il y a toujours de l'argent pour un sujet sur la copine de Berlusconi. La vraie raison est que si tu demandes 100\$, quelqu'un d'autre est prêt à le faire pour 70\$. C'est une compétition féroce ». L'article a fait le tour du monde, ne laissant personne de la profession indifférent. Après, est-ce vecteur de changement? Non. Pour Christophe Ayad¹⁰⁶, « il n'y a fondamentalement rien de nouveau. Les gens se sont intéressés à sa personne mais pas à la situation globale. Par contre, le jour où on montrera qu'on a obligé des pigistes à couvrir tel ou tel fait, là, ce sera un scandale. Au *Monde*, on part du principe qu'on ne fait pas couvrir de risque [aux pigistes] lorsqu'on ne prend pas de risques, nous [la rédaction] ». Un débat qui a secoué toutes les rédactions, notamment celle de *France24*. « On s'est beaucoup demandé si on devait envoyer des pigistes », explique Wassim Nasr¹⁰⁷, spécialiste du Moyen-Orient et des réseaux jihadistes de ce média, « ou encore si quelqu'un

¹⁰⁴ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. *Communication*, 25/1, 84-111. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 20

¹⁰⁵ Borri, F. (2013, 1er juillet). Woman's work. *Columbia Journalism Review*. Repéré le 2 juillet 2013 à http://www.cjr.org/feature/womans_work.php?page=all

¹⁰⁶ Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au *Monde*. (2014, 16 janvier à Paris)

¹⁰⁷ Entretien avec Wassim Nasr, spécialiste du Moyen-Orient et des réseaux jihadistes chez *France24*. (2014, 17 janvier à Paris)

revient de Syrie, est-ce qu'on achète les sujets ? C'est encore plus compliqué pour les photographes ».

Une situation complexe sur laquelle est revenue Francesca Borri dans un autre article¹⁰⁸, quelque temps après celui paru dans la *Colombia Journalism Review*. Elle revient sur l'exercice du métier : « le journalisme n'est pas un effort individuel. Il ne peut pas être fait avec un carnet Moleskine et un iPhone ». Couvrir un tel conflit doit se faire dans des conditions décentes, mais aussi dans des conditions « vivables ». Le débat sur l'achat ou pas de sujets à des journalistes qui prennent des risques, alors même qu'on interdit à ceux de sa propre rédaction de se rendre sur place met en exergue la prise de responsabilité des médias. Apparemment, ce n'est pas le cas de tous. Quant à la concurrence, elle est présente à toutes les échelles du journalisme. Néanmoins, il est dommage qu'elle le soit dans ces circonstances. D'autant plus que le danger encouru vaudrait une gratification plus importante.

L'expérience : un atout indispensable sur le terrain

La profession parle souvent de ses conditions de travail. Pour certains citoyens, c'est trop, pour d'autres pas assez. Il est nécessaire de préparer au maximum les journalistes aux terrains difficiles, d'autant plus les jeunes. Ce n'est pas un hasard si les pigistes ont été l'objet de débats dans les rédactions pour la couverture syrienne. Si les reporters expérimentés refusent d'y aller, ou refusent le prix (trop bas) des piges, les plus jeunes en soif de reconnaissance ou d'expérience sont prêts à le faire. La transmission du savoir entre « vieux loups » de terrain et les nouveaux est essentielle. D'ailleurs, une initiative qui pourrait être pensée dans les écoles de journalisme serait de former un binôme stagiaire « embedded » et correspondant à l'étranger pour connaître un peu le terrain, sur une durée d'un, deux ou trois mois voire plus... Cela éviterait d'envoyer des novices qui n'ont pas encore acquis les réflexes nécessaires voire vitaux. Stephen Franklin du *Chicago Tribune*, a écrit une sorte de guide pour les

¹⁰⁸ Borri, F. (2013, 26 juillet). I want to talk about Syria, not just my role as freelance journalist. The Guardian. Répéré le 23 décembre 2013 à <http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jul/26/syria-freelance-journalist-response>

correspondants du journal¹⁰⁹. Cet exemple a fait particulièrement d'échos aux Etats-Unis, pays pionnier dans la réflexion journalistique en général.

Au niveau international, plusieurs initiatives ont été mises en place pour préparer et assister les journalistes dans les zones à risques, y compris en Syrie. RSF, en collaboration avec l'UNESCO, a publié un « Guide pratique du journaliste »¹¹⁰ en 1998, réédité en 2003. Il donne des conseils sur la préparation du reportage, au niveau pratique, médical et financier. Il aide à appréhender certaines situations dangereuses : passer un checkpoint, réagir en cas d'alerte à la bombe, de blessure, de prise d'otage... Par ailleurs, RSF propose une mutuelle pour les journalistes, notamment les pigistes ainsi que des organismes pour suivre des stages de préparation ou encore comment se procurer du matériel de protection comme des casques ou des gilets pare-balle (voir annexe). Cet aspect de la réalité du terrain a été abordé lors de l'émission « Profession : reporter de guerre » sur *Francetv Info*¹¹¹. Rédacteurs en chef et correspondants à l'étranger sur le plateau insistaient sur les dispositions prises désormais par les médias pour protéger leurs effectifs. D'abord, l'évaluation des risques faite par la rédaction en chef et ses journalistes pour chercher à connaître suffisamment leur mission afin de mettre à leur disposition le plus de moyens. À préciser, tous les journalistes qui partent sont volontaires et doivent être aguerris. Les stages de préparation sont obligatoires dans certaines rédactions, et ces journalistes se doivent de garder le contact avec leur média (au moins une fois par jour par mail ou sms). Cette émission était aussi l'occasion de montrer les différents types de gilets pare-balles acquis par France Télévision. Pourtant, certains reporters avouent ne pas aimer les porter, encore plus avec le logo « Presse ». Plusieurs raisons à ce choix. Dans le cas syrien, les journalistes sont délibérément pris pour cible. De plus, comme le souligne Hugues Huet¹¹², reporter au service étranger de *France 3*, « ce n'est pas toujours la meilleure approche pour aller vers les gens ». Une obligation légale donc, mais dont l'application est laissée à l'appréciation du journaliste sur le terrain. Enfin, dans un environnement hostile à l'encontre de ces professionnels de l'information, la question de l'utilisation d'armes à feu

¹⁰⁹ Franklin, S. (2004, 5 décembre), *Staying Alive and Other Tips*. Ecrit pour le Chicago Tribune, puis la Columbia Journalism Review et repris par Journalist at Risk. Repéré le 18 avril 2014 à <http://www.journalistsatrisk.org/?article=18>, Voir l'Annexe 8

¹¹⁰ Reporters sans frontières et UNESCO (2003). *Guide pratique*. Paris

¹¹¹ FrancetvInfo (2014, 6 février). *Profession: Reporter de guerre, en hommage aux otages en Syrie*. Emission en direct sur francetv.info

¹¹² Ibidem

peut se poser. Dans notre première partie, nous avons vu qu'un cas en Irak avait fait grand bruit¹¹³.

Du côté du droit

« S'il n'existe pas de statut spécifique pour les journalistes et les équipements qu'ils utilisent, ceux-ci bénéficient de la protection générale dont jouissent les personnes et les biens civils, à moins qu'ils n'apportent une contribution effective à l'action militaire », a écrit Alexandre Balguy-Gallois¹¹⁴. Dans cet article, il reprend la définition du « journaliste » dans un projet de la Convention des Nations Unies de 1975¹¹⁵, qui décrit « tout correspondant, reporter, photographe, cameraman et leurs assistants techniques de film, radio et télévision, qui exercent habituellement l'activité en question à titre d'occupation principale ». Depuis des années, RSF lutte pour la reconnaissance de la condition des reporters, en les incluant au même titre que les humanitaires, dans les victimes de crimes de guerre. Ces dernières années, les instances internationales ont cherché à protéger les professionnels de l'information. En 2006, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a adopté une résolution rappelant le statut des journalistes comme étant « des personnes civiles »¹¹⁶. C'est la raison pour laquelle ces derniers ne doivent pas assurer eux-mêmes leur sécurité en portant une arme. A travers la déclaration de Medellin, l'UNESCO a pris à son tour position pour la protection des journalistes¹¹⁷. Elle demande aux Etats d'enquêter sur « tous les actes de violence perpétrés sur leur territoire ou à l'étranger contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé, lorsqu'il est possible que les forces armées ou leurs forces de sécurité y aient pris part » et réaffirme le principe de la liberté d'information, partout dans le monde.

¹¹³ Cf. Partie I

¹¹⁴ Balguy-Gallois, A. (2004). Protection des journalistes et des medias en période de conflit armé, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 853, volume 86, p.38. Il s'agit de l'article 2(a) du projet de Convention des Nations Unies sur la protection des journalistes en mission périlleuse dans des zones de conflit armé, 1er août 1975, document ONU A/10147, annexe I

¹¹⁵ Ibidem p.39

¹¹⁶ Voir l'Annexe 10

¹¹⁷ Voir l'Annexe 11

Chapitre 3 – les journalistes, pris pour cible... de toutes parts

« La liberté d'expression est mon droit ; ils ne peuvent pas me tuer pour cela »

- Yara Saleh, présentatrice du journal télévisé pour la chaîne pro-gouvernementale Ikhbariya TV, enlevée et torturée par un groupe armé lié à l'Armée syrienne libre, en août 2012.

Pour le Comité pour la protection des journalistes et RSF, depuis 2011, le nombre de journalistes en reportage tués en Syrie est le plus important que dans n'importe quel pays. Hormis ce pays, il est vrai que « tout conflit armé comporte à différents degrés des risques pour les journalistes appelés à le couvrir. Du fait de l'insécurité intrinsèque à une situation de belligérance, les journalistes risquent alors de se retrouver sous le feu ennemi dirigé contre les forces ou les groupes auxquels ils sont accrédités ou qu'ils accompagnent (tirs d'artillerie, embuscades...), sous le feu croisé des belligérants, sous le feu de « tirs amis », sous la menace d'explosions dans les champs de mines ou tout simplement être victime d'accidents de toutes sortes »¹¹⁸. L'Irak était un cauchemar pour la profession, la Syrie est son héritière à bien des égards.

¹¹⁸ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. Communication, 25/1, 84-111.

Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 26

Des rapports flous sur le nombre des victimes

Les chiffres diffèrent entre les correspondants étrangers, les Syriens, les journalistes activistes... Dans un communiqué diffusé à l'occasion de la journée mondiale pour la liberté de la presse¹¹⁹, le Violation Documentation Center in Syria (VDC) signalait qu'entre mars 2011 et avril 2014 au moins 307 journalistes sont tombés « sous le feu du régime [d'Assad] ». Dans ses calculs, VDC compte 118 décès suite aux bombardements du régime, 5 après des attaques chimiques, 7 torturés et exécutés par les forces du régime et des *Shabiha*, 27 torturés à mort en prison, 11 morts sur un peloton d'exécution et 138 assassinés par des snipers. Bien entendu, ces chiffres sont très difficiles à déterminer et donc à prendre avec précaution. Fin 2013, le CPJ¹²⁰ faisait état de 29 journalistes morts cette année-là, ce qui augmentait le chiffre à 63 victimes depuis le début du conflit.

Pour l'UNESCO¹²¹, « la majorité des personnes tuées alors qu'elles réalisaient un reportage, au moins 46 entre mars 2011 et fin avril 2013, étaient des citoyens syriens. Certains sont décédés après avoir été pris au milieu d'un pilonnage ou de tirs croisés alors qu'on pense qu'au moins 36 personnes ont été délibérément visées au motif de leur profession, autant par les forces du gouvernement que par celles de l'opposition »¹²². Cela peut sembler dérisoire par rapport aux victimes parmi la population civile en Syrie, mais au niveau de la profession, il s'agit d'une hécatombe¹²³.

¹¹⁹ Violation Documentation Center in Syria (May 2014). Press Statement, In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria, p.3-4

¹²⁰ Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York

¹²¹ UNESCO. Page recensant les victimes en Syrie parmi les journalistes. Organisation internationale. Repéré le 14 avril 2014 à <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/freedom-of-expression/press-freedom/unesco-condemns-killing-of-journalists/countries/syria/>

¹²² Amnesty International (mai 2013). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres, p.3

¹²³ Voir les Annexes 6 et 7

Yara, Mazhar, Rami, Shrouk...

Une situation alarmante dont ont été victimes autant des journalistes issus de médias pro gouvernementaux que pro révolutionnaires. On peut citer Yara Abbas, correspondante pour la chaîne de télévision pro-régime *Al-Ikhbariya*, tuée par un sniper rebelle à Al-Qusayr¹²⁴. Sa mort a été largement commentée dans les médias syriens sous l'influence du régime. Pour autant, les opposants ont été aussi largement touchés dès le début de révolution. Jean-Pierre Filiu l'explique dans son ouvrage, « les journalistes-citoyens qui témoignent de la réalité du soulèvement ne risquent rien de moins que leur vie. Mazhar al-Tayyara et Rami al-Sayed périssent au cours du siège de Homs : le premier, âgé de vingt-quatre ans, a abandonné ses études pour livrer des documents exceptionnels aux médias internationaux ; l'autre, décédé à vingt-six ans, a mis en ligne plus de 800 vidéos sur son compte YouTube. L'interception des communications permet parfois d'orienter les rafles, voire les frappes des forces armées »¹²⁵. Cette escalade de la violence a poussé les journalistes de tous bords à risquer leur vie pour informer. Quels que soient leurs idéaux, ils ne devraient pas être pris pour cible. Cette volonté d'ôter la parole à l'un ou l'autre camp témoigne de la dangerosité et du climat de propagande présents en Syrie.

Gilles, Marie, Rémi...

« Quand on a su qu'il était mort avec un obus rebelle, ça a été difficile », explique un journaliste français, « en même temps, ça semble plus logique, il était dans un quartier alaouite* ». La mort de Gilles Jacquier, le 11 janvier 2012, a été un choc pour toute la profession, particulièrement en France. A l'époque, les révolutionnaires de Homs dressent symboliquement une tente de condoléances et mettent en cause le régime, faisant du reporter un « martyr de la libre expression »¹²⁶. Dans l'Hexagone, la société civile a découvert la dangerosité de la Syrie à ce moment-là. Ce n'est que plus tard qu'on apprendra que le Français avait été tué par accident par les rebelles¹²⁷. D'autres reporters étrangers sont

¹²⁴ Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York

¹²⁵ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.193

¹²⁶ Ibidem p.190. Il existe une vidéo sur YouTube qui montre la tente en question à l'adresse URL https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=67stGVZqyQY

¹²⁷ Malbrunot, G. (2012, 17 juillet). Jacquier : l'enquête française pointe les rebelles syriens. Le Figaro. Repéré le 17 décembre 2013 à <http://www.lefigaro.fr/international/2012/07/17/01003-20120717ARTFIG00525-jacquier-l-enquete-francaise-pointe-les-rebelles-syriens.php>

victimes des obus. Pour n'en citer qu'un exemple, l'Américaine Marie Colvi et le Français Rémi Ochlik à Baba Amr, le 22 février 2012¹²⁸. La situation a pris un autre tournant quand des pièges à l'encontre des journalistes là-bas ont commencé à être orchestrés. Alex Thomson en a fait état dans un article¹²⁹. Il raconte qu'on l'a attiré dans un *no man's land* afin qu'il se fasse abattre par l'armée de Bachar al-Assad. Il ne semble pas avoir été le seul. La mort d'un journaliste occidental peut servir à discréditer le régime. Mais à quel prix ? A partir du moment où les journalistes étrangers ont commencé à être visés de tous les côtés, les rédactions sont devenues de plus en plus réticentes à l'idée de les envoyer sur le terrain. La confusion qui s'installe ne permet pas une couverture « normale » du conflit. A l'origine, elle était déjà difficile à établir. 2012 marque un tournant et le début de la désertion des journalistes.

Les prises d'otages

« En 2013, le pays a connu un nombre d'enlèvements jamais vu auparavant » écrit le CPJ¹³⁰. L'organisme américain compte 60 journalistes enlevés, dont 30 toujours disparus depuis l'an dernier. Un grand nombre aurait été détenu par des groupes rebelles. Pour VDC, on compte « 71 kidnappings, la majorité perpétrée par *Dai'sh** ». Au niveau de la géographie de ces enlèvements, les deux zones particulièrement à risques sont Raqqa et Alep¹³¹, la première étant contrôlée par l'EIL.

En France, le public a été particulièrement sensibilisé aux disparitions de quatre journalistes : Nicolas Hénin, Pierre Torres, Edouard Elias et Didier François. Enlevés en juin 2013, les Français ont passé dix mois en captivité. La société civile s'est beaucoup mobilisée pour leur libération, notamment *via* le collectif « Otages en Syrie » dans lequel Florence Aubenas (ex-otage en Irak) s'est énormément investie. Dans la nuit du 19 au 20 avril 2014, les quatre journalistes ont été

¹²⁸ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.193

¹²⁹ Thomson, A. (2012, 8 juin). Set up to be shot in Syria's no man's land? Channel 4. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://blogs.channel4.com/alex-thomsons-view/hostile-territory/1863>

¹³⁰ Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York

¹³¹ Violation Documentation Center in Syria (May 2014). Press Statement, In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria, p.4

libérés puis ramenés en France, en passant par la Turquie. Très tôt s'est posée la question d'une possible rançon, dont les otages ont déclaré n'avoir aucune connaissance. « Par contre, ce que je sais, c'est que propager ce genre de rumeur, c'est dangereux », déclarait Nicolas Hénin, peu de temps après sa libération¹³². « C'est dangereux pour les journalistes qui continuent ou essaient de continuer à aller sur ce genre de terrain parce que ça leur met une étiquette sur la tête avec un prix, et ça les désigne comme des cibles potentielles pour de véritables malfrats ». Un contexte difficile qui a mené les journalistes à désertir depuis plus d'un an le terrain, ou à prendre énormément de précautions. Hala Kodmani¹³³ s'est rendue à plusieurs reprises en Syrie depuis l'an dernier : « Raqqa, c'était très particulier. C'était une question de sécurité de ne pas me présenter comme journaliste [...] C'était peu après les enlèvements de Nicolas Hénin et Pierre Torres, la prise par l'Etat Islamique... Il y avait plein de journalistes enlevés... Il ne fallait pas que je sois française, ni journaliste. J'ai voulu aller à Raqqa pour briser le silence là-dessus et aller vraiment là où c'était décrit comme l'enfer depuis que c'était contrôlé par ce mouvement terroriste. Il n'était pas encore aussi barbare que ce qu'il s'est révélé par la suite ». Les quelques reporters prêts à aller sur le terrain sont des clandestins. Cachant leur profession, ils se font très discrets pour tenter de communiquer des informations au reste du monde.

Y retourner ou pas ?

Depuis, le débat dans la profession ne cesse de grandir : doit-on et peut-on retourner en Syrie ? Certes, il reste quelques *freelances* mais globalement, personne ne sait ce qui s'y passe. Au début de l'année 2014, plusieurs personnalités médiatiques françaises mettaient en garde¹³⁴ ceux qui pourraient songer à s'y rendre. « Par exemple, là, je n'irai pas en Syrie » a déclaré Hervé Desquière, journaliste français et ex-otage en Afghanistan (de décembre 2009 à juin 2011). Christophe Deloire, président de RSF, estimait que ce serait « un miracle

¹³² L'Entretien avec Nicolas Hénin, ex-otage en Syrie : « Ces gens n'ont pas réussi à me casser » (2014, 30 avril). France24. Récupéré le 3 mai 2014 à <http://www.france24.com/fr/20140428-syrie-otages-entretien-francais-journalistes-nicolas-henin-djihadistes/>

¹³³ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

¹³⁴ FrancetvInfo (2014, 6 février). Profession: Reporter de guerre, en hommage aux otages en Syrie. Emission en direct sur francetv.info

aujourd'hui d'en revenir ». Edith Bouvier, blessée là-bas en 2011 ajoutait « que la situation ne permet plus d'y aller. Il faut y retourner par respect des Syriens, mais un reportage ne vaut pas la vie d'un journaliste ». Certains reporters affirment avoir aussi des possibilités autant côté régime que du côté de l'ASL ou encore des jihadistes de l'Etat Islamique ou *Jabhat al-Nusra*. Conscients que tout peut déraper très vite, ils refusent pour l'instant d'aller sur le terrain. En 2012, Jérôme Sessini disait¹³⁵ que « c'est toujours utile de témoigner. C'est peut-être égoïste ce que je vais dire, mais d'abord pour soi-même et ensuite pour tous les gens qui sont réceptifs et qui ont envie de voir le monde tel qu'il est, et de le comprendre. Je suis toujours très motivé pour témoigner. »

Pour autant, tous parlent de la nécessité de réinvestir d'une manière ou d'une autre le terrain. Fraîchement libéré, Nicolas Hénin¹³⁶ estime « que c'est stupide de courir un risque tel et qu'aucun reportage ne vaut une vie. Ça, on me l'a dit depuis l'école de journalisme, et qu'il faut avant tout protéger la vie humaine [...] c'est notre devoir d'aller là-bas. On ne peut pas se permettre de laisser un pays entier tomber dans le trou noir de l'information. Ce n'est pas possible, il faut réussir à faire sortir de l'info. Il faut continuer à raconter des histoires, ce n'est pas possible autrement. Donc je suis vraiment dans une situation de dilemme. J'aimerais trouver la solution finale. Je ne sais pas, je n'ai pas de réponse claire à ce sujet ». Hala Kodmani¹³⁷, elle aussi, part du principe qu'il faut y retourner. D'ailleurs, elle était dans la région d'Idlib en mars dernier. Pour autant, la journaliste franco-syrienne recommande la prudence : « Quand j'étais à Raqqa, j'avais un ami journaliste qui m'a contacté, ne sachant pas que j'étais sur place. Il m'a dit qu'on lui disait de passer par Alep, je lui ai dit surtout pas. Il ne fallait pas qu'il vienne, parce que les journalistes sont trop visibles. Quand on est journaliste, blond aux yeux bleus, qui ne parle pas la langue, ce n'est pas possible. Après oui, moi, j'encourage à y retourner. Les rédactions françaises sont claires, interdiction d'y aller, pas même les pigistes. Je comprends. Je ne prendrais pas la responsabilité de dire « Allez-y », même si, dans certains coins, je sais qu'ils peuvent y aller. »

¹³⁵ L'Entretien avec Jérôme Sessini, photographe pour l'agence Magnum (2011, 10 novembre). France24. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20121110-lentretien-jerome-sessini-alep-syrie/>

¹³⁶ L'Entretien avec Nicolas Hénin, ex-otage en Syrie : « Ces gens n'ont pas réussi à me casser » (2014, 30 avril). France24. Récupéré le 3 mai 2014 à <http://www.france24.com/fr/20140428-syrie-otages-entretien-francais-journalistes-nicolas-henin-djihadistes/>

¹³⁷ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

Partie 3 – Couvrir le conflit syrien... Ailleurs qu'en Syrie

De l'avis de tous, cette guerre est un tournant majeur dans l'histoire du journalisme. On pensait que l'Irak était une guerre de l'image et de la technologie mais c'est définitivement le cas syrien que l'on retiendra. Images, web, communication... Tous ces enjeux à travers le monde entier. Il semble évident que la démocratie par les réseaux sociaux soit un échec. On l'a vu ces dernières années avec les « révolutions arabes » : ils sont un moyen d'organiser la contestation, mais pas une fin en soi. En Syrie, Facebook, Youtube, Twitter étaient interdits jusqu'en février 2011¹³⁸. Très tôt, le mouvement de contestation s'est manifesté sur la Toile. Le régime en a fait de même. Des deux côtés, la recherche de légitimité s'est faite par une présence affirmée par le biais de l'Internet, par une démarche « courtisane » auprès des médias¹³⁹. Les journalistes ont, bien entendu, investi ce terrain. Syriens ou étrangers, l'impossible accès au territoire a favorisé de nouvelles initiatives qui changeront, sans aucun doute, les méthodes de couverture journalistique sur le long terme. On peut y voir la preuve des changements comportementaux des nouvelles générations de reporters à venir.

Aussi cette troisième partie touche à la portée internationale de cette guerre. Nous assistons à une médiatisation qui tend à être globale, avec la mondialisation de l'information qui restreint le développement de communications à différentes échelles comme ça a pu être le cas par le passé, dans le sens où il désormais difficile de pouvoir diffuser exclusivement un message à portée nationale et un autre uniquement à destination d'instances internationales¹⁴⁰.

¹³⁸ Reporters sans frontières (2013). Les ennemis d'Internet. Rapport 2013. Paris, p.25

¹³⁹ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.176

¹⁴⁰ Mercier, A. (2005). Quelle place pour les medias en temps de guerre ?, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, p.239

Chapitre 1 – Syrie : un conflit 2.0

« Si les guerres ne sont certes pas des périodes de liberté pour l'information, elles sont souvent l'occasion d'innovations techniques ou tout au moins de prouesses journalistiques. »

- *Dominique Wolton, dans Penser la communication*¹⁴¹

Tout. C'est ce que regroupe l'Internet. Merveilleux outil et terrible danger pour le journalisme, il est incontournable dans le dossier syrien. Le monde a cru en son pouvoir de démocratisation avec les révolutions arabes. Pourtant, la Toile n'est simplement que le reflet de l'Homme : elle représente le meilleur comme le pire. Elle suscite beaucoup d'espoir et effraie par ses dérives. Au niveau journalistique, c'est très certainement une des inventions majeures depuis la naissance de la profession. La transparence, la rapidité et l'immédiateté¹⁴² apparaissent être les mythes de cette avancée technologique. La manipulation des images est passée par là, tout comme l'analyse qui en découlait après la guerre en Irak. Méfiance et recul sont devenus indispensables aux journalistes face à ces images sans cesse plus denses. Force est de constater qu'il est bien plus aisé de couvrir à partir de cet outil. D'après Jean-Pierre Filiu, « des reportages sur les bloggeurs engagés étaient en outre bien moins coûteux et risqués que l'immersion dans des cellules clandestines »¹⁴³. De par le problème de sécurité évoqué précédemment, il est évident que ce procédé met moins en danger les professionnels de l'information. Dans le cas présent, le journaliste est forcé de faire un travail de recherches, coupé du terrain. « Je trouve que depuis un an à peu près, les réalités du terrain sont complètement inconnues parce qu'il n'y a pas de journalistes étrangers sur place. Toutes les

¹⁴¹ Wolton, D. (1997). Penser la communication. Paris : Flammarion, p.207

¹⁴² Ibidem p.240

¹⁴³ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.290

infos, on les a soit par les sources du régime, soit par l'opposition - et l'opposition armée - soit par le côté spectaculaire et horrible des groupes extrémistes qui prennent des otages, décapitent... Il n'y a plus de journalistes qui vont aller voir la situation. On n'a plus de regards de journalistes indépendants », déplore Hala Kodmani. « On ne voit plus que ce qu'on nous rapporte et forcément le plus spectaculaire. On couvre la Syrie via YouTube, qui est alimenté par ceux qui veulent faire leur propagande »¹⁴⁴.

Comprendre ce que l'on couvre est l'un des piliers du journalisme et c'est le problème majeur de la Syrie. La mise en œuvre de « technologies de communication en direct pose la question du recul des journalistes par rapport à ce qu'ils diffusent »¹⁴⁵. Ici, ce n'est pas le direct en tant que tel qui pose problème. Les journalistes qui écrivent sur la Syrie dans les grands médias sont – pour beaucoup – des non-spécialistes. De par le « timing » très court qui leur est imposé, le recoupement des informations n'est plus suivi dans les règles. Ajoutons qu'il est très dur de pouvoir recouper tous les éléments dans de telles conditions¹⁴⁶. Et c'est là que l'Internet entre en jeu. Grâce à leurs réseaux, les journalistes peuvent compléter leurs informations via les réseaux sociaux. « A travers Facebook, Skype, et à partir de chez moi à Paris, je peux être rapidement en contact avec deux, trois correspondants là-bas qui me donnent des témoignages » explique Hala Kodmani. « J'avais pu comme ça faire un papier sur comment les syriens vivaient la conférence de Genève. Des gens sur place, autant dans des zones contrôlées par le régime que par l'opposition. Il faut dire que je suis aussi beaucoup maintenant les médias alternatifs syriens. Il y a pas mal de choses. Je peux reprendre certains journaux de la révolution où je trouve des sujets, des témoignages. Du coup, je peux les recontacter et reprendre leur récit. J'ai pu développer un réseau à travers tout le pays, même là où je ne me suis pas rendue, j'ai des relais »¹⁴⁷. Des facilités qui ne remplacent pas le travail sur le terrain, mais qui permettent tant bien que mal de continuer à produire du contenu.

¹⁴⁴ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

¹⁴⁵ Mercier, A. (2005). Quelle place pour les médias en temps de guerre ?, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 860, volume 87, p.239

¹⁴⁶ Wolton, D. (1991). *War game. L'information et la guerre*. Paris : Flammarion, p.83-114

¹⁴⁷ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

« Syria. The YouTube War »¹⁴⁸

C'est le titre d'un projet de quatre jeunes Américains de l'université d'Ithica, état de New-York. Dans une vidéo¹⁴⁹, postée sur YouTube, les étudiants ont monté un projet d'une vingtaine de minutes abordant un aspect du conflit syrien. Le journalisme YouTube, citoyen ou professionnel, est une conséquence des événements post-2011. Débuté à moindre échelle lors de mouvements citoyens à travers le monde, les Syriens l'utilisent abondamment pour délivrer leur message par-delà les frontières, notamment aux médias. « Ce téléphone que vous avez peut prendre de meilleures vidéos que certaines caméras, et vous les chargez directement sur Internet », explique Brian Conley, journaliste féru de nouvelles technologies. Avant lui, toujours dans ce projet vidéo étudiant, Jason Stern, du CPJ, observait qu'il était bien plus facile aujourd'hui, comparé à cinq ans auparavant, de partager du contenu sur le net. Surfant sur cette vague, des chaînes se sont d'ailleurs créées. Au début, c'était le terrain des activistes qui voulaient dénoncer les exactions du régime d'Assad. Par la suite, les propagandes de tous bords se sont emparées de cet espace. Loyalistes (comme Syriatube), rebelles (Syrian Rebel Watch), tous utilisent le web pour répandre leur message. Dans ces contenus, il a fallu que les journalistes, isolés du terrain, arrivent à recouper les informations. Par conséquent, les médias ont dû s'adapter et tendre à faire évoluer leurs méthodes de couverture.

Médias du net, mobilisez-vous !

En 2003, Dan Wright, alors rédacteur en chef du site *MSNBC.com*, estimait qu'« en terme de couverture, [la guerre en Irak] pourrait bien être connue comme la guerre de l'Internet, au même titre que la Seconde Guerre mondiale était une guerre de la radio et le Vietnam une guerre de télévision »¹⁵⁰. Or, jamais le web n'aura eu autant d'influence au niveau des sources,

¹⁴⁸ Masters, E., Fletcher, J., Pirani, S. et Materazzo, M. (2013). Syria, the YouTube War. Projet pour le cours "Journalism Ethics" à l'Ithaca College, état de New York, Etats-Unis. Récupéré le 6 mai 2014 à <https://www.youtube.com/watch?v=5igWVjXsTnY>

¹⁴⁹ Ibidem

¹⁵⁰ Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2004). Reporting War. Journalism in Wartime. New York: Routledge, p.348

de la communication et de la mobilisation que pendant cette guerre en Syrie. De nouvelles initiatives continuent d'apparaître. Les journalistes eux-mêmes ont puisé leurs sources dans ce réseau, développant également des outils et des concepts afin de recouper les informations, voire de s'adapter à la déontologie journalistique en diffusant ces contenus mais en expliquant au public ce qu'ils savent et ce qu'ils ignorent. Les grands médias ont cherché à intégrer à ces nouvelles tendances. « On trouve les vidéos directement sur YouTube », explique Christophe Ayad¹⁵¹, « certaines personnes ne travaillent que là-dessus ».

Dans le cas du *Monde*, ces types de sources sont abondamment exploités par le service internet (*lemonde.fr*). Notons jusqu'à présent deux rédactions bien distinctes, ce qui n'empêche pas qu'il y ait « plus de travail ensemble et d'échange d'informations », notamment avec d'autres spécialistes comme Ignace Leverrier qui tient le blog « Un œil sur la Syrie » sur le site du célèbre quotidien français¹⁵².

Depuis sept ans, les Observateurs de *France24*, cherchent à lier journalisme citoyen et recoupement de l'information. Au début du conflit, ce concept a permis de publier plusieurs papiers grâce à ce réseau de correspondants citoyens. Les articles sont supervisés par des journalistes de l'équipe des Observateurs afin de vérifier les éléments. Avec le temps et l'évolution de la situation, la démarche est devenue de plus en plus compliquée pour couvrir le conflit. « Il n'y a plus de journalistes-citoyens en Syrie », explique Julien Pain des Observateurs sur le plateau de *Francetv Info*, « maintenant, c'est le royaume de la propagande »¹⁵³. Pourtant, de simples citoyens syriens continuent, malgré les risques, de poster des vidéos qui illustrent leur quotidien.

Le *New York Times* s'est lancé dans une expérience innovante via son utilisation des images amateurs. Christophe Ayad l'affirmait¹⁵⁴, « quand on ne peut pas aller sur place, on reste sur son écran. C'est la première guerre où les journalistes n'ont rien vu. On ne sait pas ce qui se

¹⁵¹ Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde. (2014, 16 janvier à Paris)

¹⁵² Un œil sur la Syrie. Blog d'Ignace Leverrier sur *lemonde.fr*. Repéré en mai 2013 à <http://syrie.blog.lemonde.fr/>

¹⁵³ *FrancetvInfo* (2014, 6 février). Profession: Reporter de guerre, en hommage aux otages en Syrie. Emission en direct sur *francetv.info*

¹⁵⁴ Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

« passe. On a tout vu en vidéo ». Et ces contenus, eux, sont partout sur le web. Le *New York Times* s'est lancé dans un projet d'innovation, « Watching Syrian War »¹⁵⁵. Le journaliste Liam Stack est le modérateur de cette page. Régulièrement, il poste des vidéos amateurs en provenance du pays en plein conflit armé. La nouveauté se mesure dans le fait que ces bribes d'informations ne sont pas postées, brutes de commentaires. Le journaliste essaie de recouper le plus d'éléments possibles et met ainsi à la connaissance de l'internaute « What we know » et « What we don't know ». Accessoirement, on peut aussi savoir « Tweets related to this video »¹⁵⁶. Un travail qui vise à mettre tous les outils au service de la compréhension du public, en évitant les erreurs et surtout en jouant la carte de l'information brute et de l'honnêteté intellectuelle entre le journaliste et ses lecteurs. Il laisse ainsi le lecteur libre de son analyse. Un procédé que d'autres suivent aussi en France, comme Wassim Nasr (chez *France24*) qui poste des vidéos YouTube via son compte Twitter.

Des outils à destination du public et des spécialistes

Du côté des initiatives syriennes, les activistes se sont rapidement organisés pour pouvoir donner des informations très rapidement aux médias occidentaux. Le *Violation Documentation Center in Syria* (VDC), créé en avril 2011, se base sur des informateurs postés *in situ* et en dehors des frontières syriennes. Publiant des rapports hebdomadaires et mensuels sur les victimes de la guerre, il rédige fréquemment des rapports sur des thématiques concernant le peuple syrien. Clandestinité en Europe, attaques chimiques ou droit de la presse... Ces sujets sont variés. VDC est allé plus loin que le modèle d'Irak Body Count¹⁵⁷ dont nous avons parlé dans notre premier chapitre. Contacté par email, Bassam, porte-parole de cette structure dont on ignore son emplacement, explique que le Centre travaille également avec des journalistes extérieurs (Egypte, Liban, Jordanie et Turquie) mais la majorité d'entre eux se trouve en Syrie. « Les journalistes sont une de nos sources secondaires d'information et nous informons également toutes les violations à leur rencontre – Syriens et étrangers – et bien sûr, beaucoup d'entre eux écrivent des dizaines de rapports et

¹⁵⁵ Traduire par « Regarder la guerre syrienne ». Watching Syria's War. New York Times. Repéré le 27 avril 2014 à <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>, voir l'Annexe 13

¹⁵⁶ Traduire par « Ce que l'on sait », « ce que l'on ne sait pas » et « Tweets liés à cette vidéo »

¹⁵⁷ Voir l'Annexe 4

d'articles basés sur notre travail », explique Bassam¹⁵⁸. « Je peux vous dire qu'ils sont quotidiennement en contact avec nos centres, surtout les médias étrangers, la plupart du temps par email ou par Skype ». Par ailleurs, lors de ces échanges, le porte-parole de VDC note que la plupart des professionnels de l'information ne se concentrent pas sur les détails ou le contexte des événements »...

Toujours en Syrie, *Shaam News Network* (SNN)¹⁵⁹ est une autre initiative à mentionner. Il se décline sur plusieurs supports, proposant une version papier, des articles en ligne ainsi que du contenu audiovisuel. Très présent sur les réseaux sociaux, ce « média » poste des alertes et des vidéos sur ce qui se passe en Syrie, notamment à Damas, la capitale du pays. Une mission qui se poursuit depuis les prémices de la révolution. Sur sa page Facebook en anglais, *SNN* dit exister depuis le 28 février 2011¹⁶⁰. Bien que l'intérêt pour la compréhension des événements soit très limité. *SNN* permet de se maintenir au courant. Cette veille est fort utile au recoupement pour les journalistes, surtout les arabophones et les arabisants puisque leur page Facebook en arabe est plus complète¹⁶¹.

***Syria Deeply* : un site, un sujet...**

L'utilisation de l'Internet comme nouveau terrain pour la compréhension de l'information est la raison d'être de *Syria Deeply*¹⁶². Lancé en décembre 2012, le site est entièrement consacré à la crise syrienne. Ses créateurs (non-syriens) combinent tous les outils afin de proposer une plate-forme complète à l'internaute. Son audience est principalement occidentale (Etats-Unis et Europe), d'où un site rédigé en anglais. C'est une manière innovante de suivre un sujet en termes d'actualité étrangère, à travers un espace interactif, quasi-pédagogique.

L'information est contextualisée avec des outils touchant à toutes les possibilités qu'offrent le data-journalisme*. Certes, on peut se dire qu'il y a un effet de « mode » mais le résultat est

¹⁵⁸ Echange d'emails avec Bassam, porte-parole du VDC. (2014, 13 au 17 mai)

¹⁵⁹ Sham News Network. Media. Repéré le 16 mai 2014 à <http://sham24.tv/>

¹⁶⁰ Sham News Network. Media. Page Facebook en anglais. Repéré le 16 mai 2014 à <https://www.facebook.com/ShamNewsNetwork>

¹⁶¹ Sham News Network. Media. Page Facebook en arabe. Repéré le 16 mai 2014 à <https://www.facebook.com/ShamNews/timeline>

¹⁶² Syria Deeply. Média. Repéré en janvier 2013 à <http://www.syriadeeply.org/>

là. Par exemple, une *timeline** présente le conflit à travers le temps, tandis que des infographies expliquent de manière claire le régime de Bachar al-Assad et ses soutiens intérieurs, ou encore l'opposition, distinguant la politique et les groupes armés. Le son est également utilisé à travers des flashes quotidiens postés sur Soundcloud*, tandis que la vidéo permet à l'équipe éditoriale de s'exprimer, de faire des conférences ou encore de présenter des images amateurs. Ces images sont répertoriées sur une carte interactive en page d'accueil. Dans un effort de recouper les informations, cette carte est complétée par d'autres éléments comme le nombre de décès répertoriés ou de réfugiés syriens dans les pays voisins.

Ne reprenant pas seulement ses propres sources, *SyriaDeeply* laisse aussi la place au journalisme citoyen, aux contenus des grands médias ou encore aux informations circulant sur Twitter. Le fil du réseau social au petit oiseau montre les *post* d'acteurs pertinents, impliqués ou couvrant le conflit syrien. La co-fondatrice du site, Lara Setrakian s'est lancée dans ce projet parce qu'elle a observé une pénurie d'informations, alors que des personnes avaient une « soif de mieux comprendre »¹⁶³.

L'ancienne correspondante pour *ABC News*, *Bloomberg Television* ou encore *l'International Herald Tribune* (anciennement *l'International New York Times*) n'est pas la seule à avoir compris les enjeux de l'infographie dans la couverture syrienne. *Lemonde.fr*, la *BBC* et d'autres grands médias ont aussi utilisé ces outils pour rendre compte de la situation actuelle. Par exemple, *lemonde.fr*, en collaboration avec les spécialistes du Moyen-Orient de la version papier du journal, met régulièrement en ligne des infographies utilisant son et cartographie pour expliquer les différents enjeux liés à la Syrie¹⁶⁴.

Ainsi, cette guerre est l'occasion de chercher à amener plus de compréhension au public en utilisant bien plus de moyens que par le passé. Pour autant, sommes-nous assurés d'une meilleure perception ? Rien n'est moins sûr. La volonté de diversifier les méthodes de couverture est présente, et ce en produisant du contenu malgré des conditions très difficiles sur le terrain, mais le grand public semble imperméable. Le problème ne se situe peut-être

¹⁶³ Setrakian, L. (2013, 15 janvier). Single story like Syria Deeply have lessons to offer the rest of the news business. Niemanlab. Repéré le 12 mars 2013 à <http://www.niemanlab.org/2013/01/lara-setrakian-single-story-sites-like-syria-deeply-have-lessons-to-offer-the-rest-of-the-news-business/>

¹⁶⁴ LeMonde.fr (2013, 26 septembre). Carte : comprendre la rébellion en Syrie en cinq minutes. LeMonde.fr. Récupéré le 27 septembre 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2013/09/26/carte-comprendre-la-rebellion-syrienne-en-5-minutes_3485527_3218.html

pas là. C'est peut-être la présence du journaliste sur le terrain qui rendrait ce lien possible. Il provoquerait ainsi plus d'intérêt et de l'empathie.

Virtuel versus réalité

« Un effet pervers de l'idéologie technique consiste à croire que les techniques de communication sont synonymes de liberté. Ce fut vrai dans le passé, ce ne l'est plus aujourd'hui. Les dictatures apprennent à jouer avec les médias occidentaux, à retourner contre eux leurs discours, à utiliser les mêmes techniques à leur profit »¹⁶⁵. Cette manipulation, certains journalistes occidentaux en faisaient part assez tôt dans le conflit. Sans avoir de preuves matérielles, on parlait de faire disparaître des journalistes et leurs réseaux en les repérant à l'aide de radars. Un scénario digne de productions hollywoodiennes, qui malheureusement, s'est révélé fondé. Depuis quelques années, RSF publie un rapport annuel sur les régimes répressifs utilisant le web via des logiciels « utilisés pour espionner le contenu d'autres disques durs, récupérer des mots de passe, accéder au contenu des messageries électroniques ou espionner des communications de VOIP »¹⁶⁶. Par VOIP, on entend la transmission de la voix à travers des réseaux de l'Internet.

Dans ces attaques, on peut distinguer plusieurs genres. Celle de type *man-in-the-middle*. Le principe : les Syriens utilisant Facebook ont constaté une alerte de sécurité en voulant se connecter sur le réseau social. Cette alerte indique que le certificat –document qui atteste l'identité du site- n'était pas valide¹⁶⁷. En décidant de continuer la navigation, les internautes livrent leurs mots de passe et d'autres données. D'autres logiciels espions peuvent être cachés dans des documents.

L'activiste Karim Taymour a été arrêté le 26 décembre 2011 par le régime. Il se rendait à un rendez-vous fixé le matin-même via Skype avec un de ses contacts. « Karim Taymour passera 71 jours en détention. Lors de son interrogatoire, alors qu'il refusera de dévoiler ses activités et contacts, l'activiste se verra présenter une pile de plus de 1 000 pages détaillant conversations et fichiers échangés sur Skype »¹⁶⁸. Le célèbre outil de vidéo-conférence est un cheval de Troie utilisé par Bachar al-Assad. RSF signale dans son rapport que « les comptes

¹⁶⁵ Wolton, D. (1997). Penser la communication. Paris : Flammarion, p.240

¹⁶⁶ Reporters sans frontières (2012). Les ennemis d'Internet. Rapport 2012. Paris, p.4

¹⁶⁷ Ibidem p.25

¹⁶⁸ Ibidem p.26

Skype utilisés sont ceux de net-citoyens arrêtés ou dont l'ordinateur a déjà été compromis. Des comptes créés spécialement pour piéger les net-citoyens sont également utilisés. La campagne d'infection *Blackshade*, du nom du logiciel espion utilisé, menée à partir de juin 2012 en Syrie a été découverte grâce à un message envoyé depuis un compte Skype compromis à un membre de l'opposition syrienne »¹⁶⁹. Dans la pratique, ce virus peut toucher n'importe qui. Les journalistes peuvent être des proies faciles, au même titre que les opposants au régime. Autre exemple, la fausse page YouTube « censée héberger des vidéos de l'opposition [qui] demandait aux internautes d'entrer leur login et mot de passe pour déposer des commentaires »¹⁷⁰. Un moyen simple d'attirer les sympathisants du camp adverse ou toute autre personne susceptible de s'intéresser à la révolution.

Pour lutter contre ces atteintes à la liberté d'expression, RSF a développé un kit de protection pour l'internaute. Le site WeFightCensorship¹⁷¹ donne tous les outils nécessaires pour nettoyer et ainsi sécuriser ses données ou encore utiliser le réseau Tor, considéré comme l'Internet illégal.

¹⁶⁹ Reporters sans frontières (2012). Les ennemis d'Internet. Rapport 2012. Paris, p.26

¹⁷⁰ Ibidem p.27

¹⁷¹ WeFightCensorship. Protection numérique, RSF. Repéré le 20 décembre 2013 à

<https://www.wefightcensorship.org/online-survival-kithtml.html>

Chapitre 2- Nouveaux médias déracinés et agenda international

« Le défi intellectuel est de mettre en lumière cette internationalisation par le bas, émanant des profondeurs d'une société syrienne en recomposition révolutionnaire, alors que l'attention médiatique et diplomatique est polarisée sur une internationalisation par le haut, qu'elle soit favorable ou défavorable au régime syrien, perçue comme le seul acteur légitime d'une scène interétatique. »

- Jean-Pierre Filiu, Le nouveau Moyen-Orient¹⁷²

Un réseau de nouveaux médias syriens

Ces deux dernières années, des journalistes-citoyens ou des citoyens devenus journalistes ont reçu des formations dans le but de travailler pour de nouveaux médias syriens. Un nouvel environnement médiatique riche, développé en dehors et à l'intérieur du territoire¹⁷³. Un certain nombre d'entre eux ont profité du net pour émerger. Certains sont basés en Syrie, beaucoup sont installés hors des frontières. Question de sécurité et/ou technique, ces médias offrent un souffle nouveau. RSF distingue la Turquie qui « constitue la base arrière principale de ces nouveaux médias syriens. Le pays est considéré comme plus sûr que d'autres pays voisins de la Syrie comme le Liban, marqué par une forte présence du Hezbollah, soutien du

¹⁷² Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.115

¹⁷³ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

régime de Bashar Al-Assad, ou encore la Jordanie »¹⁷⁴. On peut citer *Radio Al-Kul* (Istanbul), de *Sadaa Al-Sham* (Antakya) ou encore la radio *Nassaim Souria* (Gaziantep). D'autres sont apparus aux Emirats arabes unis (*Radio Al-Aan*), au Kurdistan irakien (*Nûdem*), tandis qu'en Europe, c'est *Radio Rozana* (Paris) qui s'y est installée. Tous s'adressent surtout aux Syriens en Syrie, et diffusent les informations de journalistes basés sur place. Quelques-uns distribuent de la presse papier sur le territoire en guerre. *Radio Rozana*¹⁷⁵ (« la fenêtre qui laisse entrer la lumière » selon un article du Monde¹⁷⁶ mais « fleur du soir » d'après une de nos sources) se sert du web pour diffuser sur les ondes. Depuis bientôt un an, la radio émet avec l'ambition d'être, selon Lina Chaouaf, la rédactrice-en-chef, « le premier média libre et indépendant »¹⁷⁷. Son ambition : être une radio qui ne travaille pour aucun parti, ni groupe impliqué dans la crise.

Des bases médiatiques, satellites de la Syrie

Ces bases pour de nouveaux médias syriens servent également aux médias internationaux. Dans la logique des bureaux pour les grandes agences de dépêches ou autres médias (en général les capitales), elles se trouvent toujours en périphérie. Les journalistes des pays voisins peuvent également continuer à couvrir l'actualité syrienne à partir de leur pays. Un grand nombre de médias passent par la Jordanie, la Turquie ou le Liban pour couvrir le conflit sous le prisme des camps de réfugiés. « Je suis allée dans les camps de réfugiés », explique Hala Kodmani, « mais je n'ai pas trop travaillé sur la Jordanie ou sur la Turquie parce que ce sont des endroits où les journalistes peuvent y accéder »¹⁷⁸.

Jonathan Hassine a écrit un mémoire de recherche sur la question des réfugiés et des déplacés de Syrie¹⁷⁹. De septembre 2011 à juin 2013, il a donc effectué une veille d'information sur le

¹⁷⁴ Reporters sans frontières (2013). *Le journalisme en Syrie, une mission impossible ?* Paris, p.28

¹⁷⁵ Radio Rozana. Media. Repéré le 28 avril 2014 à www.rozana.fm

¹⁷⁶ Psenny, D. (2013, 27 juin). *Rozana, une radio syrienne libre à Paris*. *Lemonde.fr*. Repéré le 23 décembre 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/27/rozana-une-radio-syrienne-libre-a-paris_3437973_3218.html

¹⁷⁷ Ibidem

¹⁷⁸ Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

¹⁷⁹ Hassine, J. (2013). *Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient*. (Mémoire de master 2, non publié). Université Paris IV-Sorbonne, Paris.

sujet. « Quand j'ai commencé à analyser la crise syrienne par le prisme des déplacements de populations, et plus particulièrement des réfugiés, le Liban s'est très vite imposé comme l'un des enjeux majeurs, car c'est le pays qui a été le plus rapidement affecté par la crise », observe l'étudiant à l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales)¹⁸⁰. « C'est pourquoi l'accueil des réfugiés au Liban a été le mieux analysé, au moins, le plus traité par les journalistes. Par exemple, *Le Monde* a un correspondant sur place, ce qui permet d'avoir régulièrement accès à des articles sur le sujet ». Une couverture inégale, vu le peu de sources sur les autres pays, et encore plus sur le problème des déplacés, de par les difficultés des journalistes à se rendre en Syrie. Son étude l'a mené sur le terrain, au camp de Zaatari, en Jordanie. Abritant 100 000 à 120 000 Syriens, il a pu en apprendre plus sur l'approche des journalistes. « Les ONG sur place me l'ont confirmé : il y a un défilé de journalistes, de diplomates, de politiques qui viennent prendre la mesure de la question des réfugiés syriens de Jordanie », précise le chercheur. « D'ailleurs, c'est ce ballet incessant qui a exaspéré quelque peu les populations locales, lesquelles assistent amères au soutien international dont bénéficie les réfugiés alors que ces communautés, elles, sont délaissées »¹⁸¹. Dans la pratique, les médias de passage resteraient sur place en général d'un à trois jours. Des discussions engagées avec le personnel du camp, il en ressort que les reporters cherchent à rencontrer tous les acteurs présents afin de rendre compte au mieux de la situation. D'après Jonathan Hassine, la question des réfugiés syriens occupe une place importante, au moins au plan humanitaire, dans la médiatisation du conflit. Toutefois, si la communauté internationale a été généreuse, les dons restent largement insuffisants pour subvenir aux besoins de l'ensemble des réfugiés syriens. En outre, il note un contraste entre le travail des ONG et les écrits journalistiques.

« Lorsque le journaliste arrive dans le camp et apprend toute une somme de problèmes [insécurité, trafic, violences conjugales..], il s'empresse de relayer les limites de l'aide apportée par organisations humanitaires. Bien sûr il y a beaucoup de choses à dire et énormément de choses à améliorer. Toutefois, il importe de nuancer un peu le bilan de cette assistance. Les réfugiés vivent dans des camps, c'est-à-dire dans des conditions désastreuses [...] mais l'essentiel des besoins vitaux ont été pourvus par le HCR et les autres ONG sur place. Ce qui est loin d'être le cas pour certains réfugiés vivant en zone urbaine. Il s'agit donc de recontextualiser ces deux analyses au regard de la situation des réfugiés syriens en Jordanie

¹⁸⁰ Entretien avec Jonathan Hassine, auteur du mémoire « Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient » (La Sorbonne). (2014, 25 mai, par téléphone)

¹⁸¹ Hassine, J. (2013). Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient. (Mémoire de master 2, non publié). Université Paris IV-Sorbonne, Paris, p.161-162

mais aussi dans les autres pays d'accueil et des subjectivités des Syriens eux-mêmes, quant à leur condition de réfugié notamment. Un travail que les journalistes peinent souvent à accomplir »¹⁸². Les journalistes cherchent-ils à faire dans le sensationnel ? Pas forcément, mais il est vrai que l'aspect de la catastrophe humanitaire reste « attractif ». Le nombre d'espace et de caractères sont aussi décisifs dans la manière de traiter un sujet. L'humanitaire est resté l'angle principale de la profession. La faim¹⁸³, le viol¹⁸⁴, le repli de l'ASL¹⁸⁵... sont certes des sujets aboutis mais l'humanitaire reste dominant, au détriment d'analyses plus poussées. « J'ai tendance à croire que c'est ce qui différencie l'approche universitaire de l'approche journalistique [...] même si chacune manque de profondeur et de distance pour comprendre pleinement les enjeux qui sont liés à la problématique des réfugiés et aux politiques des Etats concernés. C'est l'un des aspects que l'on a peu mis en évidence et que j'ai vraiment voulu étudié dans mon travail », conclut Jonathan Hassine¹⁸⁶.

Si les journalistes internationaux restent peu dans les camps, d'autres ont l'occasion de les couvrir au quotidien. Kareem Shaheen travaille depuis plus d'un an pour le quotidien libanais *The Daily Star*. Il suit l'évolution du conflit syrien et son impact sur le Liban. Dans un article de *Syria Deeply*¹⁸⁷, il explique la manière dont il couvre cette guerre. Comme le reporter égyptien le souligne, le sujet qui a le plus d'impact au Liban, c'est la crise des réfugiés. Le pays du Cèdre a déjà connu des vagues d'immigration massives avec les Palestiniens depuis 1948. Censé être temporaire, l'accueil des réfugiés dans le pays, les camps se sont transformés peu à peu en communautés permanentes, pouvant être assimilés à des villes (c'est le cas un peu partout dans la région : territoires palestiniens, Jordanie...). C'est sans compter les tensions entre la Syrie et le Liban, depuis la séparation des deux pays ou encore l'aide du Hezbollah (libanais et iranien) aux côtés de Bachar al-Assad. Le journaliste cherche à être le plus proche possible de ces Syriens qui veulent rentrer chez eux. Installer le dialogue et la communication. L'approche

¹⁸² Entretien avec Jonathan Hassine, auteur du mémoire « Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient » (La Sorbonne). (2014, 25 mai, par téléphone) / Cette situation était effective jusqu'au mois de mai 2013

¹⁸³ Minoui, D et Louis, C (2014, 11 mars). En Syrie, la faim est une arme de guerre, *Le Figaro*, 21646, p.7

¹⁸⁴ Cojean, A (2014, 6 mars). Syrie. Le viol, arme de destruction massive, *Le Monde*, 21502, p.20-21

¹⁸⁵ Stephan, L. (2014, 9-10 mars). La bataille du Qalamoun fait rage en Syrie, *Le Monde*, 21505, p.2

¹⁸⁶ Entretien avec Jonathan Hassine, auteur du mémoire « Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient » (La Sorbonne). (2014, 25 mai, par téléphone)

¹⁸⁷ Leigh, K. (2014, 19 mai). One on One: Kareem Shaheen, Reporter, the Daily Star. *Syria Deeply*. Repéré le 19 mai 2014 à <http://www.syriadeeply.org/articles/2014/05/5430/one-kareem-shaheen-reporter-daily-star/>

est quotidienne. Lors des tempêtes de neige de l'hiver dernier, « [Kareem Shaheen] a proposé de passer la nuit avec eux et de voir comment c'est¹⁸⁸ ». Il constate ainsi leurs conditions de vie. L'impossibilité de travailler par absence de permis, les problèmes médicaux, les traumatismes... Toutes ces cicatrices que l'on détecte en connaissant bien le terrain, et en prenant le temps d'observer.

Une communication impactée par l'agenda international

Conférences de Genève, plans de la Ligue arabe, missions de l'ONU ou interventions de Bachar al-Assad, toutes ces informations sont traitées en grande partie par les médias occidentaux. Tout au moins, c'est via ce moyen de communication qu'elles résonnent le plus. Ce n'est pas pour rien que les « grands de ce monde » passent par les plus grands quotidiens ou chaînes de télévisions pour transmettre leur message. Côté médias, c'est de la matière qui sert à couvrir la crise syrienne.

Récemment, c'est à travers la campagne présidentielle syrienne, dont le scrutin aura lieu en juin 2014, que les médias, à distance pour les occidentaux, ont pu produire du contenu¹⁸⁹. Bachar Al-Assad s'est entretenu à plusieurs reprises avec des médias occidentaux, comme le *Telegraph* (le 30 octobre 2011)¹⁹⁰. Toutefois, il s'exprime avec plus de facilité dans les médias chinois, iraniens ou russes. Le but de ses interventions est de mettre toujours plus de pression aux instances internationales, brandissant ostensiblement la carte de la défense contre le terrorisme. Jean-Pierre Filiu cite l'AFP, avec cet exemple d'un Bachar à la télévision russe, qui s'exprimant en anglais, apparaît pour menacer l'Occident en cas d'attaque contre son régime¹⁹¹.

L'analyse de ces interventions n'est pas l'objet de ce travail de recherche, mais plutôt de souligner qu'il s'agit d'un des aspects des méthodes de couverture journalistique. Tout comme

¹⁸⁸ Ibidem

¹⁸⁹ Pour exemple, Hadni, D (2014, 15 mai). Présidentielle : Assad en campagne sur les réseaux sociaux.

L'Orient-Le Jour. Repéré le 15 mai 2014 à <http://www.lorientlejour.com/article/867000/presidentielle-assad-en-campagne-sur-les-reseaux-sociaux.html>

¹⁹⁰ Gilligan, A. (2011, 30 octobre). Syria's President Assad: 'I live a normal life - it's why I'm popular'. The

Telegraph. Repéré le 6 janvier 2014 à

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/8857883/Syrias-President-Assad-I-live-a-normal-life-its-why-Im-popular.html>

¹⁹¹ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.278

retranscrire la parole des « grands » de ce monde. En France, ce sont, bien entendu, les interventions de Laurent Fabius, chef de la diplomatie, et du président de la République, François Hollande qui retiennent l'attention. Mais tous les acteurs politiques utilisent la tribune que leur offre les médias pour s'exprimer sur le sujet. Au lendemain de sa démission, Kofi Annan, en mission spéciale pour l'ONU, donnait ses « conseils » dans un article publié dans le *Financial Time* pour tenter de résoudre la crise¹⁹². Dominique Wolton explique¹⁹³ ce besoin de la classe politique de s'exprimer dans les médias et la place de l'information « aujourd'hui omniprésente. Non seulement parce qu'elle est indispensable au fonctionnement de la société complexe, mais aussi parce que tous les acteurs, économiques, politiques, militaires... souhaitent communiquer ». En temps de guerre, cette recherche de tribune est un moyen de promotion politique dont les journalistes doivent avoir pleinement conscience. Pour ce faire, l'esprit critique de la profession est ce qui lui permet de ne pas être victimes de ces stratégies de communication¹⁹⁴.

¹⁹² Disponible sur le site de la fondation Kofi Annan
<http://kofiannanfoundation.org/newsroom/news/2012/08/my-departing-advice-how-to-save-syria>

¹⁹³ Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion, p.196

¹⁹⁴ Mercier, A. (2005). *Quelle place pour les medias en temps de guerre ?*, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 860, volume 87, p.243

Chapitre 3- Jihad : une résurrection médiatique

« Il y a clairement un effet de loupe énorme sur la Syrie par rapport aux autres jihad, c'est la guerre qui est la plus documentée aujourd'hui avec internet, c'est le premier jihad dans toute l'histoire du jihad contemporain qui intègre la dimension réseaux sociaux ».

- David Thomson, entretien en mai 2014¹⁹⁵

Partons d'un simple constat. Depuis le 11 septembre 2001, le monde vit sous la menace constante d'un attentat. Le terrorisme a envahi nos vies, nous amenant à autoriser un degré de surveillance de la société civile proche du roman de Georges Orwell, « 1984 ». Les médias n'y échappent pas et « le journalisme est confronté, d'une part, à l'enjeu conflictuel entre la valeur stratégique de l'information pour les belligérants et les obligations déontologiques du devoir d'informer et, d'autre part, au défi exacerbé du danger terroriste » explique Aimé-Jules Bizimana¹⁹⁶. « Les éléments de la problématique du risque dans le journalisme en situation de conflit armé peuvent être certainement rapportés aux caractéristiques des risques de la modernité et à l'univers des peurs contemporaines ». Le jihadisme s'inscrit dans cette problématique. D'autant plus qu'avec les nouvelles technologies, c'est un phénomène qui a braqué les projecteurs sur le jihad international, loin devant la mouvance afghane ou irakienne.

¹⁹⁵ Entretien avec David Thomson, spécialiste des réseaux jihadistes et ex-correspondant Afrique chez RFI. (2014, 18 mai, par téléphone)

¹⁹⁶ Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. Communication, 25/1, 84-111. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>, paragraphe 17

L'émergence des groupes armés extrémistes

Dans son ouvrage sur le « nouveau Moyen-Orient », Jean-Pierre Filiu fait référence au politologue Bernard Rougie et à sa réflexion sur le militantisme sunnite au Liban¹⁹⁷. Ce dernier distingue le « combattant », le « jihadiste » et le « résistant ». L'historien explique que « le « combattant » fonde sa lutte sur l'indépendance nationale dans un fort enracinement local, tandis que le « jihadiste » projette sa subversion transfrontalière sur la solidarité abstraite des musulmans du monde entier. Quant au « résistant », il justifie par « l'anti-impérialisme » son soutien à la République islamique d'Iran, mais aussi à la Syrie d'Assad »¹⁹⁸. Cette définition est tout à fait pertinente, et à cela, il faut préciser également que cela implique un agenda différent. Les groupes armés extrémistes luttent en Syrie dans le but d'établir un Etat islamique, le *Sham**. Aujourd'hui, personne ne peut évaluer le nombre de jihadistes sur le territoire syrien. La plupart d'entre eux sont des étrangers venus du monde entier. A l'été 2012, on en comptait entre 800 et 2000. Jean-Pierre Filiu précise¹⁹⁹ que « ce renfort encourage l'agressivité des jihadistes syriens, notamment lors de la prise de contrôle, le 19 juillet, de Bab al-Hawa, un poste frontalier de la Turquie. C'est là que sont kidnappés deux journalistes, britannique et hollandais, libérés une semaine plus tard par l'ASL. Les deux rescapés affirment que leurs ravisseurs sont tous étrangers, issus du Royaume-Uni, du Pakistan et du Bangladesh, mais « trop amateurs » pour appartenir à Al-Qaida »²⁰⁰. Deux groupes se sont rapidement distingués : *Jabhat al-Nosra** et l'Etat Islamique en Irak et Levant* (EIL, ou ISIS en anglais, Islamic State of Irak and Sham, ou *Dai'sh** en arabe). Le premier a beaucoup attiré les médias au cours de l'année 2013. Ce zoom médiatique est justifié par Christophe Ayad²⁰¹ : « Il est nouveau mais puissant, donc on a forcément plus parlé ». Plus globalement, on peut constater

¹⁹⁷ Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard, p.245. Il fait référence à Rougie, B. (2011). L'Oumma en fragments. Contrôler le sunnisme au Liban. Paris. PUF.

¹⁹⁸ Ibidem

¹⁹⁹ Ibidem p.247

²⁰⁰ Morse, F. (2012, 29 juillet). Syria: British Journalist John Cantlie Kidnapped With Jeroen Oerlemans Is Released By Free Syrian Army. Huffington Post UK. Repéré le 18 décembre 2013 à http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/07/29/syria-john-cantlie-jeroen-oerlemans-free-syrian-army_n_1715827.html

²⁰¹ Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde. (2014, 16 janvier à Paris)

que les jihadistes au début du conflit, ont montré une certaine indifférence au jihad des étrangers.

Aujourd'hui, il existe certains spécialistes sur la question des réseaux jihadistes, Wassim Nasr, journaliste chez *France24*, est l'un d'entre eux. « Au début, personne ne voulait accepter qu'il y avait des jihadistes », explique-t-il²⁰². « Je cherche à traiter la radicalisation. Les papiers ne sont pas à charge, ils touchent tous les extrêmes. L'important est de ne pas porter de jugement ». Pour couvrir cet aspect du conflit syrien, le journaliste est présent sur les réseaux sociaux. Il a ainsi multiplié les contacts dans tous les camps. Pour autant, il reste prudent notamment par rapport « aux mecs bidons qui essaient d'approcher ». Wassim Nasr est surtout une des rares personnes dans la profession à pouvoir se consacrer, dans le cadre de son travail, aux jihadistes. Pour lui, c'est un luxe de pouvoir prendre le temps de recouper les informations, ce qui n'est plus le cas de la plupart de ses confrères. Dès le début 2013, il était extrêmement difficile de distinguer qui appartenait à quel groupe. D'autant plus que la profession connaît très peu le sujet. « Les rares fois où les journalistes parlaient de *Jabhat al-Nusra* et de l'Etat Islamique d'Irak et au Levant (EIL), ils assimilaient l'EIL à Al-Qaïda, alors que c'est justement une dissidence à Al-Qaïda, et aujourd'hui on voit combien ce n'était pas un détail de rappeler ça, vu qu'ils sont en guerre ouverte », constate David Thomson, de *RFI*²⁰³. « Il y avait déjà de gros problèmes dans les médias français. C'est un travail de fourmi. Il faut lire tous les communiqués, parler avec les gens. Une semaine sur l'autre, on peut être dans une situation totalement différente. C'est un sujet qui nécessite une spécialisation totale. Il n'y a quasi aucun journaliste qui peut le faire ». Ces spécialistes sont en contact quotidien avec leurs sources, en majorité sur le terrain. Sans cela, il est difficile de pouvoir rendre compte de manière juste des événements où des jihadistes sont impliqués.

Jihad européen et français : la surenchère ?

De fait, les grands médias – notamment français – ont véritablement découvert le jihad lorsqu'on a commencé à parler des Européens partis combattre en Syrie. En avril 2014,

²⁰² Entretien avec Wassim Nasr, spécialiste du Moyen-Orient et des réseaux jihadistes chez *France24*. (2014, 17 janvier à Paris)

²⁰³ Entretien avec David Thomson, spécialiste des réseaux jihadistes et ex-correspondant Afrique chez *RFI*. (2014, 18 mai, par téléphone)

Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, estimait²⁰⁴ que 285 Français se battraient en Syrie, tandis qu'ils seraient un peu plus d'une centaine de ressortissants en « transit ».

Le journaliste de *RFI*, David Thomson, est l'auteur d'un livre intitulé « Les Français jihadistes »²⁰⁵. Il a recueilli le témoignage d'une dizaine de futurs combattants sur le départ. Pour lui, la profession – en France – a « découvert le phénomène en janvier avec le cas des deux petits toulousains. Je pense que ça a fasciné le petit monde médiatique. Le problème de ce sujet est que les journalistes français, les journalistes tout court, traitent la chose à travers des sources policières ou judiciaires, donc on a un traitement uniquement sécuritaire de la question. Moi, j'ai pris une position inverse, je ne travaille pas du tout avec eux. L'idée, c'est de ne parler qu'aux jihadistes, de ne recueillir que leurs paroles. Evidemment, quand je lis un article sur les jihadistes, j'ai toujours l'impression qu'on est dans un traitement assez caricatural. Il y a beaucoup d'erreurs, c'est un phénomène assez méconnu par la profession. Par exemple, on s'est beaucoup focalisé sur les mineurs alors qu'ils ne représentent qu'une quinzaine de cas sur les 500 ressortissants en gros qui sont sur place. Il y a une incompréhension en disant que ce sont forcément des gens perdus alors que ce n'est pas toujours le cas, voire pas du tout. On est dans une vision un peu faussée »²⁰⁶.

On peut logiquement se demander si les médias ne sont pas tomber dans une sorte de surenchère, où il ne se passe pas une semaine sans voir un sujet sur ces jihadistes français. Pour cet ex-correspondant de *RFI* en Tunisie (où il a commencé à traiter la question du jihad, notamment à travers *Ansar al-sharia**), « on est toujours dans la vague. Je pense que ça va continuer, il y aura toujours quelque chose. En plus on va bientôt passer à la phase d'attentats en France... est-ce que ça intéresse autant que ça le public ? »²⁰⁷

Derrière la paranoïa, on peut distinguer une notion, celle du renversement de la problématique de l'identité. Dominique Wolton définit²⁰⁸ l'identité « dans la culture occidentale, [comme] l'objet d'une contradiction indépassable entre l'échelle individuelle et

²⁰⁴ Leclerc, J. (2014, 30 avril). Il y a 285 djihadistes français en Syrie. *Le Figaro*. Repéré le 30 avril 2014 à <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/04/30/01016-20140430ARTFIG00205-l-interieur-denombre-285-ressortissants-francais-en-syrie.php>

²⁰⁵ Thomson, D (2014). *Les Français jihadistes*. Paris : Les Arènes

²⁰⁶ Entretien avec David Thomson, spécialiste des réseaux jihadistes et ex-correspondant Afrique chez RFI. (2014, 18 mai, par téléphone)

²⁰⁷ Ibidem

²⁰⁸ Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion, p.312

collective. Au premier niveau elle est synonyme de liberté, au second elle a été facteur de haines ». C'est un peu ce qui est provoqué à travers ce type de médiatisation. D'autant plus que pointer du doigt un problème de société, sans en apporter d'explications, est une faille dans la profession. Peut-on y voir un aspect de l' « internationalisation » d'Armand Mattelart, reprise par Rémi Rieffel ? Dans « Que sont les médias », il explique que le terme « désignait le processus par lequel l'interdépendance des nations, engendrée notamment par les progrès technologiques, allait conduire à une sorte d'unification culturelle du monde »²⁰⁹. Les flux migratoires, combinés aux flux de communication et aux nouvelles technologies ont accéléré cet aspect. Or, il semble que les médias ne soient pas encore dans cette logique, ou du moins, ne soient encore en mesure de recouper tous ces éléments. Après, il y a bien évidemment les contraintes de temps, de format ou encore économiques... mais il n'empêche que le cas du jihadisme n'est pas traité de la meilleure manière qui soit. Au niveau européen, on oublie souvent de préciser que la France n'est pas un cas isolé. La Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne²¹⁰ ou la Suisse²¹¹ sont aussi des pays touchés par le départ de leurs concitoyens en Syrie.

Il est évident que cette question fait partie de la couverture syrienne. Lors d'une conférence à la Sorbonne sur la Syrie, Pierre Puchot, journaliste chez *Mediapart*, observait²¹² une division dans les médias. « Chez nous, on a régulièrement des désaccords. Par exemple, Romain Caillet²¹³ disait qu'on a surestimé le jihadisme. On n'est pas d'accord, on l'a écrit ». Traiter le sujet est compliqué. Divisions entre confrères, non-connaissance du sujet chez le public et chez la majorité des journalistes. Cette situation peut mener à une certaine incompréhension.

²⁰⁹ Rieffel, R. (2009). *Que sont les médias ?* Paris : Flammarion, p.61

²¹⁰ Abdelilah, A. (2014, 20 février). *Djihad en Syrie : à Berlin, des pères apprennent à parler avec leurs fils.* Rue89. Repéré le 20 février 2014 à <http://rue89.nouvelobs.com/2014/02/20/djihad-syrie-a-berlin-peres-apprennent-a-parler-leurs-fils-250126>

²¹¹ Infrarouge (2014, 13 mai). *De la Suisse au djihad, pourquoi ?* RTS. Récupéré le 14 mai 2014 à <http://www.infrarouge.ch/ir/2093-suisse-djihad-pourquoi>

²¹² Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

²¹³ Puchot, P. (2013, 12 septembre). *Entretien avec Romain Caillet, « en Syrie, relativiser l'importance du phénomène djihadiste ».* Mediapart. Repéré le 12 septembre 2013 à <http://www.mediapart.fr/journal/international/100913/en-syrie-relativiser-l-importance-du-phenomene-djihadiste>

Ce fut le cas pour David Thomson, qui a dû se justifier sur *France Info*²¹⁴. « J'ai dû m'expliquer après avoir passé un reportage que j'avais fait pour RFI où je donnais la parole en longueur à un jihadiste français », dit le journaliste²¹⁵. « Il y a eu une pluie de mails choqués d'auditeurs. En plus, j'avais utilisé le terme « martyr » dans mon sujet. Donc, j'ai été invité par le médiateur [Jérôme Bouvier] pour expliquer la démarche, mais je suis très à l'aise avec ça ». Le reporter insistait lors de cette émission sur la nécessité de rester neutre et de ne pas juger. L'empathie reste essentielle dans le traitement d'un sujet. Il précisait²¹⁶ alors : « je reste un « mécréant » pour ces jeunes. Ils ont l'impression de faire acte de prédication, c'est quelque chose que j'ai totalement intégré dans mon travail ».

Lors de ces recherches sur les méthodes de couverture de la guerre syrienne, le jihadisme est paru comme essentiel. Comprendre comment le sujet est abordé par les journalistes contribue à mieux appréhender la crise dans son ensemble. Si au début, certains (comme Nicolas Hénin) ont pu couvrir ces groupes extrémistes sur le terrain, la propagande jihadiste sur les réseaux sociaux a permis de pouvoir très vite en parler à distance. Par la suite, c'est devenu une problématique entre l'actualité nationale et internationale, preuve de fracture sociale et d'internationalisation de la communication, surtout dans un conflit où les forces militaires françaises ne sont pas impliquées.

²¹⁴ Le rendez-vous du médiateur avec David Thomson, *Djihadistes français : Informer n'est pas cautionner* (2014, 21 mars). FranceInfo. Récupéré le 16 mai 2014 à <http://www.franceinfo.fr/emission/le-rendez-vous-du-mediateur/2013-2014/djihadistes-francais-informer-n-est-pas-cautionner-03-21-2014-15-23>

²¹⁵ Entretien avec David Thomson, spécialiste des réseaux jihadistes et ex-correspondant Afrique chez RFI. (2014, 18 mai, par téléphone)

²¹⁶ Le rendez-vous du médiateur avec David Thomson, *Djihadistes français : Informer n'est pas cautionner* (2014, 21 mars). FranceInfo. Récupéré le 16 mai 2014 à <http://www.franceinfo.fr/emission/le-rendez-vous-du-mediateur/2013-2014/djihadistes-francais-informer-n-est-pas-cautionner-03-21-2014-15-23>

Conclusion

La guerre est et reste un enjeu de communication. A l'ère des nouveaux médias, le mouvement s'est accéléré. Du côté de la profession, nombre de procédés sont à revoir. A l'heure d'une société globale, il serait plus efficace de revoir la politique des correspondances, notamment en rétablissant les journalistes permanents. Nous avons vu les carences pour un travail efficace : l'apprentissage de la culture, les codes sociaux, la langue et l'expérience. Bien entendu, le salaire doit suivre aussi pour ne pas arriver à des situations extrêmes comme celles des pigistes en Syrie. C'est par l'information que l'on peut faire réagir l'opinion publique. Force est d'admettre que la guerre en Syrie n'intéresse plus. Constat navrant mais véridique. Les journalistes en ont-ils trop fait ? La profession a couvert le sujet comme elle pouvait, avec les contraintes qu'elle avait. Cependant, son devoir est de continuer à gérer malgré les modes, les « vagues » comme on les a nommées. Les médias de grande écoute se doivent d'avoir des spécialistes à la hauteur pour expliquer au public les enjeux. Un journaliste me confiait qu'un de ses collègues d'une grande chaîne de télévision lui avait demandé des explications sur les jihadistes en Syrie, et ce, juste avant d'en faire une chronique pour son média.

Ainsi, la guerre en Syrie doit être le point de départ d'une nouvelle réflexion journalistique. De nouvelles tendances sociétales, comportementales et géopolitiques en découlent. La manière de couvrir ces changements est plus que décisive pour la compréhension du monde. Le fait que le public ne saisisse toujours pas les subtilités pointe une faille dans le système. Bien que le but des médias soit de rester attractif au public, surtout en période de crise de la presse, la qualité de l'information prime. C'est dans ce domaine que les outils techniques, et les ouvertures possibles grâce au web entrent en jeu. Ils permettent de simplifier les données, de rendre plus intéressant un contenu qui demanderait 10 000 signes alors qu'une infographie est bien plus parlante. On assiste à la création de nouveaux modèles d'informations, notamment d'une presse syrienne, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

La Syrie ne doit pas seulement être perçue comme la « guerre YouTube », mais comme celle du Net. Elle fait apparaître de nouveaux acteurs, jusqu'alors quasi absents de la bulle médiatique. Jamais autant de propagande, d'un camp ou de l'autre, n'aura parcouru autant

de distance. L'exemple du jihad est emblématique. Malgré la peur qu'il engendre, c'est un phénomène qui doit être réfléchi et abordé de manière différente. Force est de constater que de nos jours, les médias restent à la surface de cet élément. La logique d'espace et d'aire culturelle reste une étape à appréhender²¹⁷. Un manque de distance, conjugué aux stéréotypes occidentaux, sont plus que contre-productifs²¹⁸.

Toutes ces difficultés montrent les failles d'un système en pleine reconstruction. Il faut en retenir les leçons nécessaires afin d'avancer. Les médias, qu'on le veuille ou non, sont le reflet de la société. Ce n'est pas faire preuve de nombrilisme professionnel de parler des journalistes sur le terrain et de leurs conditions de couverture... Au contraire, montrer cette réalité, la pointer du doigt et y réfléchir, c'est songer à la manière de pouvoir témoigner au mieux du quotidien des Syriens.

Ce conflit touche et bouleverse le Moyen-Orient mais à terme, une grande partie de la planète pourrait en ressentir les conséquences. Les médias en sont les témoins et les porte-paroles. Le traitement de la question jihadiste est un exemple. Plus de recul est nécessaire. Il existe un grand nombre d'études sur le journalisme, les médias et leur traitement de l'information. C'est indispensable à la vitalité de la démocratie, d'autant plus qu'un sens critique permet d'alimenter le débat et de voir ce qui doit être rectifié. Pour autant, personne ne peut véritablement appréhender la réalité enfermée entre quatre murs. Ce qui est vrai pour les journalistes, l'est aussi chez les chercheurs. Ce qui m'est apparu lors de ce travail, c'est bien le fossé qu'il existe entre chercheurs et journalistes. Les uns décrivent les autres. Dans le respect, certes, mais personne ne cherche à vraiment se comprendre. Il serait peut-être bon que les deux compétences soient unies plus fréquemment. Des échanges plus réguliers pourraient permettre au public d'avoir une information de qualité, avec un contexte plus clair. Ce qui les lie, c'est la passion, une passion commune entre les sujets. Soif de comprendre, de faire comprendre ?

Enfin, ce que l'on retiendra de ce conflit, comme toutes les guerres, ce sont les images. Elles sont partout, en deux clics. Propagande ou non, il n'a jamais été facile de s'en procurer, ce qui rend le travail des journalistes encore plus délicat. Mais c'est de cette difficulté que sont nées des initiatives nouvelles. On peut se demander si le journaliste a perdu son rôle. S'il

²¹⁷ Wolton, D. (1997). Penser la communication. Paris : Flammarion, p.193

²¹⁸ Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan, p.48

n'est plus celui qui témoigne ? Alors qui est-il ? Dans cette réalité nouvelle, il est celui qui doit superviser, décrypter et expliquer ces images au public. Se rendre sur le terrain reste une nécessité, « afin de constater les faits par soi-même et de rétablir la vérité »²¹⁹. L'image amateur peut aussi se transformer en art. Ainsi, récemment, le film « Eau argentée » a été présenté au Festival de Cannes²²⁰. C'est une forme de journalisme de par le rôle de témoin de Wiam Simav Bedirxan, 35 ans, originaire de Homs. Ces images de journaliste-citoyen sont devenues du cinéma grâce aux compétences du coréalisateur Ossama Mohammed, 60 ans, Syrien réfugié à Paris depuis 2011. Nous avons là la preuve que l'exploitation des images amateurs a franchi un cran de plus. Le message reste le même. Rendre compte des événements. Les méthodes de couverture continuent à évoluer, et à toucher différents domaines de la vie quotidienne et culturelle. C'est peut-être là un message d'espoir pour notre profession...

²¹⁹ Zambrano, M. (2013, 29 octobre). Ammar Adb Rambo, photoreporter : « La Syrie, une guerre médiatique ». Courrier International. Repéré le 12 décembre 2013 à <http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/29/ammaraabdrabbo-photoreporter-la-syrie-une-guerre-mediatique>

²²⁰ Mandelbaum, J. (2014, 17 mai). « Eau argentée, Syrie autoportrait » : mille et une images de Syrie, et un miracle. LeMonde.fr. Repéré le 17 mai 2014 à http://www.lemonde.fr/festival-de-cannes/article/2014/05/17/eau-argente-syrie-autoportrait-mille-et-une-images-de-syrie-et-un-miracle_4420526_766360.html

Bibliographie

Monographies

- Alix, F. (1997). Une éthique pour l'information. De Gutenberg à Internet. Paris : L'Harmattan
- Filiu, J. (2013). Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne. Paris : Fayard
- Gervereau, L (2004). Inventer l'actualité. La construction imaginaire du monde par les médias internationaux. Paris : La Découverte
- Rieffel, R. (2009). Que sont les médias ? Paris : Flammarion
- Seurat, M. (1989). Syrie. L'Etat de Barbarie. Paris : Le Seuil
- Thomson, D. (2014). Les Français jihadistes. Paris : Les Arènes
- Wolton, D. (1991). War game. L'information et la guerre. Paris : Flammarion
- Wolton, D. (1997). Penser la communication. Paris : Flammarion

Publications d'organisme ou d'organisation

- Amnesty International (2013, mai). Feu sur les messagers. Les journalistes pris pour cible par toutes les parties en Syrie. Londres.
- Committee to Protect Journalists (2005). Iraq: Journalists in danger A statistical profile of journalists killed on duty since 2003. New-York.
- Committee to Protect Journalists (2013). Syria, Iraq, Egypt, most deadly nations for journalists. New-York.
- Reporters sans frontières (2002). Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflits ou de tension. Paris
- Reporters sans frontières et UNESCO (2003). Guide pratique. Paris

Reporters sans frontières (2005). Guerre en Irak : le conflit le plus meurtrier pour la presse depuis la guerre du Viêt-nam. Paris

Reporters sans frontières (2010). Guerre en Irak, une hécatombe pour la presse. 2003-2010. Paris

Reporters sans frontières (2012). Les ennemis d'Internet. Rapport 2012. Paris

Reporters sans frontières (2013). Les ennemis d'Internet. Rapport 2013. Paris

Reporters sans frontières (2013). Le journalisme en Syrie, une mission impossible ? Paris

Violation Documentation Center in Syria (2013, 22 août). Special report on Use of Chemical Weapons in Damascus Suburbs

Violation Documentation Center in Syria (2014, mai). Press Statement, In the World Press Freedom Day, Mass Violations Committed against Journalists in Syria

Violations Documentation Center in Syria (2014, mars). Special Report Syria Is Choking Again. Syrian Regime Reintroduces Chemical and Poisonous To Its Military Arsenal in 2014.

Ouvrages collectifs

Lits, M. (dir.) (2004). Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique. Bruxelles : De Boeck.

Mathieu, M. (dir.) (2003). L'information dans les conflits armés. Du Golf au Kosovo. Paris : L'Harmattan.

Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2002). Journalism after September 11. New York: Routledge.

Zelizer, B. et Allan S. (dir.) (2004). Reporting War. Journalism in Wartime. New York: Routledge.

Articles de presse

Janne d'Othée, F. (2013, août). La forteresse de Damas n'est pas près de tomber. Reportage. *La Revue*, 34, 68-71.

Borri, F. (2013, 19 novembre). Voyage en enfer dans l'étau d'Alep, *L'Humanité*, 21298, 2-4.

Cojean, A (2014, 6 mars). Syrie. Le viol, arme de destruction massive, *Le Monde*, 21502, 20-21.

Stephan, L. (2014, 9-10 mars). La bataille du Qalamoun fait rage en Syrie, *Le Monde*, 21505, 2.

Minoui, D et Louis, C (2014, 11 mars). En Syrie, la faim est une arme de guerre, *Le Figaro*, 21646, 7.

Kodmani, H. (2014, 15 mars). La région d'Idlib, deux fois soumise puis libérée, *Libération*, 10212, 2-3.

Articles dans un périodique

Abdel Majid, A. (2007). The crisis of professional responsibility in Iraqi journalism: avoiding incitement to violence and armed conflict, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 868, volume 89, 893-913.

Balguy-Gallois, A. (2004). Protection des journalistes et des medias en période de conflit armé, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 853, volume 86, 37-67.

Beck, U. (2003). La société du risqué globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste, *Cahiers internationaux de sociologie*, 114, 27-33.

Bizimana, A. (2006). Les relations militaires-journalistes : évolution du contexte américain, *Les Cahiers du Journalisme*, 16, 198-219.

Carroll, J. (2005). Letter from Baghdad: What a way to make a living, *American Journalism Review*, 111, 54-56.

Eilders, C. (2005). Media under fire: fact and fiction in conditions of war, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 860, volume 87, 639-648.

Heyboer, K. (2004). Guns under fire, *American Journalism Review*, 106.

Kuttab, D. (2007). The media and Iraq: a blood bath for and gross dehumanization of Iraqis, *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 868, volume 89, 879-891.

Mathien, M. (1998). Les médias et l'actualité de défense, les journalistes face aux militaires ou vice-versa, Quaderni, 36, 15-31.

Mercier, A. (2005). Quelle place pour les medias en temps de guerre ?, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, 233-244.

Mémoire, thèse

Bizimana, A. (2010). Au cœur du dispositif embedding. La surveillance des journalistes intégrés lors de la guerre en Irak. (Thèse au doctorat en communication, non publiée). Université du Québec à Montréal, Montréal.

Hassine, J. (2013). Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient. (Mémoire de master 2, non publié). Université Paris IV-Sorbonne, Paris.

Conférences et entretiens

Conversation with Robert Fisk at Berkeley, Institute of International Studies (2006, 14 décembre). Récupéré à <http://globetrotter.berkeley.edu/people6/Fisk/fisk-con2.html>

Entretien avec Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde. (2014, 16 janvier à Paris)

Entretien avec Wassim Nasr, spécialiste du Moyen-Orient et des réseaux jihadistes chez France24. (2014, 17 janvier à Paris)

Journée spéciale sur la Syrie. Conférences à la Sorbonne, Paris. « Approche médiatique » avec la présence Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, Christophe Ayad, spécialiste du Moyen-Orient et directeur-adjoint du service international au Monde, et Pierre Puchot, spécialiste du Moyen-Orient à Mediapart. (2014, 21 mars)

Entretien avec Hala Kodmani, spécialiste du Moyen-Orient et journaliste indépendante. (2014, 7 mai, par téléphone)

Entretien avec David Thomson, spécialiste des réseaux jihadistes et ex-correspondant Afrique chez RFI. (2014, 18 mai, par téléphone)

Entretien avec Jonathan Hassine, auteur du mémoire « Les réfugiés et déplacés de Syrie. Une reconstruction nationale à l'heure du nouveau Moyen-Orient » (La Sorbonne). (2014, 25 mai, par téléphone)

Echange d'emails avec Bassam, porte-parole du VDC. (2014, 13 au 17 mai)

Webographie

Articles de périodique en ligne

Bizimana, A. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. *Communication*, 25/1, 84-111. Récupéré le 12 janvier 2014 à <http://communication.revues.org/1511>

Corten, A. (2005). « Le mal existe ». *Religion et néoconservatisme dans le discours de George W. Bush. Mots, Les langages du politique*, 79. Mis en ligne en 2008, récupéré le 24 mai 2014 à <http://mots.revues.org/1282>

Drummond, W.J. (2004). Equipping Journalists With Tools for Emotional Balance. *Nieman Reports*, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100840/Equipping-Journalists-With-Tools-for-Emotional-Balance.aspx>

Feinstein, A., Owen, J. et Blair. N (2002). A Hazardous Profession: War, Journalists, and Psychopathology. *American Journal of Psychiatry*, 159. Récupéré le 2 février 2014 à <http://journals.psychiatryonline.org/data/Journals/AJP/3740/1570.pdf>

Feinstein, A. (2004). The psychological hazards of war journalism, *Nieman Reports*, 27. Récupéré le 14 avril 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100835/The-Psychological-Hazards-of-War-Journalism.aspx>

Gellman, B. (2004). Revealing a Reporter's Relationship With Secrecy and Sources. *Nieman Reports*, *Nieman Reports*, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100824/Revealing-a-Reporters-Relationship-With-Secrecy-and-Sources.aspx>

Lewis, A (2004). The Responsibilities of a Free Press Updated version of a speech. *Nieman Reports*, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100829/The-Responsibilities-of-a-Free-Press.aspx>

Mercier, A. (1993, mis en ligne en 2005). Médias et violence durant la guerre du Golf. *Cultures & conflits*, 9-10. Récupéré le 18 décembre 2013 à <http://conflits.revues.org/296>

Perlmutter, D.D. (2004). Digital Photography and News Images. Nieman Reports, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100838/Digital-Photography-and-News-Images.aspx>

Olmsted, D. (2004). Telling Stories the Military Doesn't Want Told. Nieman Reports, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100173/Telling-Stories-the-Military-Doesnt-Want-Told.aspx>

Shadid, A. (2004). The Iraq Experience Poses Critical Questions For Journalists. Nieman Reports, 27. Récupéré le 18 mars 2014 à <http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/100828/The-Iraq-Experience-Poses-Critical-Questions-For-Journalists.aspx>

Emissions et reportages en ligne

Ayad, C. et (de) Cointet, V. (2011). Le crépuscule des Assad. ARTE. Récupéré sur YouTube le 28 janvier 2014 à <https://www.youtube.com/watch?v=UAa280icbS8>

L'Entretien avec Jérôme Sessini, photographe pour l'agence Magnum (2011, 10 novembre). France24. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20121110-lentretien-jerome-sessini-alep-syrie/>

Loizeau, M. (2011, 1^{er} décembre). Syrie Interdite. Envoyé spécial, France 2. Récupéré le 15 mars 2014 à https://www.youtube.com/watch?v=f_ljRkINMi4

AFP (2012, 11 janvier). Un journaliste de France 2 tué à Homs, premier reporter occidental tué en Syrie. Récupéré sur YouTube le 13 décembre 2013 à <https://www.youtube.com/watch?v=T7xtlEO2Lxo>

Courcy, C. (2013). Alep, Syrie. Vivre avec la guerre. Récupéré sur YouTube le 24 avril 2014 à <https://www.youtube.com/watch?v=vHKXaUTCt0>

Masters, E., Fletcher, J., Pirani, S. et Materazzo, M. (2013). Syria, the YouTube War. Projet pour le cours "Journalism Ethics" à l'Ithaca College, état de New York, Etats-Unis. Récupéré le 6 mai 2014 à <https://www.youtube.com/watch?v=5igWVjXsTnY>

Syrian News Press (2013, 27 mai). Syrian Journalist Yara Abbas Killed by Sniper Terrorist Near Daba'a Airport (al-Qussayr). Récupéré sur YouTube le 14 janvier 2014 à <https://www.youtube.com/watch?v=O2YhL3PvaMU>

Guibal, C. et Brault (2013, 8 novembre). Réfugiés syriens, vous n'êtes pas les bienvenus. France Culture. Récupéré à <http://www.franceculture.fr/emission-le-magazine-de-la-redaction-refugies-syriens-vous-n-etes-pas-les-bienvenus-2013-11-08>

FrancetvInfo (2014, 6 février). Profession: Reporter de guerre, en hommage aux otages en Syrie. Emission en direct sur francetv.info

Le rendez-vous du médiateur avec David Thomson, Djihadistes français : Informer n'est pas cautionner (2014, 21 mars). FranceInfo. Récupéré le 16 mai 2014 à <http://www.franceinfo.fr/emission/le-rendez-vous-du-mEDIATEUR/2013-2014/djihadistes-francais-informer-n-est-pas-cautionner-03-21-2014-15-23>

L'Entretien avec Hala Kodmani, journaliste, auteur de « la Syrie promise » et fondatrice de l'association « Souria Houria » (2014, 27 mars). France24. Récupéré le 20 avril 2014 à <http://www.france24.com/fr/20140327-lentretien-hala-kodmani-journaliste-auteur-la-syrie-promise-fondatrice-association-souria-houria/>

L'Entretien avec Nicolas Hénin, ex-otage en Syrie : « Ces gens n'ont pas réussi à me casser » (2014, 30 avril). France24. Récupéré le 3 mai 2014 à <http://www.france24.com/fr/20140428-syrie-otages-entretien-francais-journalistes-nicolas-henin-djihadistes/>

Infrarouge (2014, 13 mai). De la Suisse au djihad, pourquoi ? RTS. Récupéré le 14 mai 2014 à <http://www.infrarouge.ch/ir/2093-suisse-djihad-pourquoi>

Articles de quotidien en ligne

Franklin, S. (2004, 5 décembre), Staying Alive and Other Tips. Ecrit pour le Chicago Tribune, puis la Columbia Journalism Review et repris par Journalist at Risk. Repéré le 18 avril 2014 à <http://www.journalistsatrisk.org/?article=18>

Comité International de la Croix-Rouge (2010, 26 juillet). Comment le droit international humanitaire protège-t-il les journalistes dans les situations de conflit armé ? Comité International de la Croix Rouge. Repéré le 26 avril 2014 à <http://www.icrc.org/fre/resources/documents/interview/protection-journalists-interview-270710.htm>

Wall Street Journal (2011, 31 janvier). Interview with Syrian President Bashar al-Assad. Wall Street Journal. Repéré le 3 février 2011 à <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894>

London Bureau (2011, 26 mars). Syria withdraws accreditation of Reuters correspondent. Reuters. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://www.reuters.com/article/2011/03/26/us-syria-reuters-idUSTRE72P1TD20110326>

Gilligan, A. (2011, 30 octobre). Syria's President Assad: 'I live a normal life - it's why I'm popular'. The Telegraph. Repéré le 6 janvier 2014 à <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/8857883/Syrias-President-Assad-I-live-a-normal-life-its-why-Im-popular.html>

Philippe, E. (2012, 19 mai). Syrie : Jonathan Littel dans l'enfer de Homs. Les Inrockuptibles. Repéré le 15 mai 2014 à <http://www.lesinrocks.com/2012/05/19/actualite/jonathan-littel-dans-lenfer-de-homs-11260767/>

Thomson, A. (2012, 8 juin). Set up to be shot in Syria's no man's land? Channel 4. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://blogs.channel4.com/alex-thomsons-view/hostile-territory/1863>

Malbrunot, G. (2012, 17 juillet). Jacquier : l'enquête française pointe les rebelles syriens. Le Figaro. Repéré le 17 décembre 2013 à <http://www.lefigaro.fr/international/2012/07/17/01003-20120717ARTFIG00525-jacquier-l-enquete-francaise-pointe-les-rebelles-syriens.php>

Morse, F. (2012, 29 juillet). Syria : British Journalist John Cantlie Kidnapped With Jeroen Oerlemans Is Released By Free Syrian Army. Huffington Post UK. Repéré le 18 décembre 2013 à http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/07/29/syria-john-cantlie-jeroen-oerlemans-free-syrian-army_n_1715827.html

Aubenas, F. (2012, 16 août). Chat : Florence Aubenas, de retour en Syrie. Lemonde.fr. Repéré le 12 janvier 2014 à http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/08/16/florence-aubenas-les-rebelles-syriens-n-ont-aucun-doute-ils-vont-gagner_1746955_3218.html

Setrakian, L. (2013, 15 janvier). Single story like Syria Deeply have lessons to offer the rest of the news business. Niemanlab. Repéré le 12 mars 2013 à <http://www.niemanlab.org/2013/01/lara-setrakian-single-story-sites-like-syria-deeply-have-lessons-to-offer-the-rest-of-the-news-business/>

Thomson, A. (2013, 2 avril). Q&A: How foreign journalists operate in Syria. Channel 4 News. Repéré le 12 janvier 2014 à <http://blogs.channel4.com/alex-thomsons-view/qa-foreign-journalists-operate-syria/4592>

Psenny, D. (2013, 27 juin). Rozana, une radio syrienne libre à Paris. *Lemonde.fr*. Repéré le 23 décembre 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/27/rozana-une-radio-syrienne-libre-a-paris_3437973_3218.html

Borri, F. (2013, 1^{er} juillet). Woman's work. *Columbia Journalism Review*. Repéré le 2 juillet 2013 à http://www.cjr.org/feature/womans_work.php?page=all

Borri, F. (2013, 26 juillet). I want to talk about Syria, not just my role as freelance journalist. *The Guardian*. Repéré le 23 décembre 2013 à <http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jul/26/syria-freelance-journalist-response>

Sallon, H. (2013, 28 août). Retour sur l'attaque chimique du 21 août à Damas. *LeMonde.fr*. Repéré le 29 août 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/28/retour-sur-l-attaque-chimique-du-21-aout-a-damas_3467538_3218.html

D'Arco, R. (2013, 9 septembre). Jabhat al-Nosra : entre guerre civile et terrorism business. *Le Journal International*. Repéré le 9 septembre 2013 à http://www.lejournalinternational.fr/Jabhat-al-Nosra-entre-guerre-civile-et-terrorism-business_a1233.html

Puchot, P. (2013, 12 septembre). Entretien avec Romain Caillet, « en Syrie, relativiser l'importance du phénomène djihadiste ». *Mediapart*. Repéré le 12 septembre 2013 à <http://www.mediapart.fr/journal/international/100913/en-syrie-relativiser-l-importance-du-phenomene-djihadiste>

LeMonde.fr (2013, 26 septembre). Carte : comprendre la rébellion en Syrie en cinq minutes. *LeMonde.fr*. Récupéré le 27 septembre 2013 à http://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2013/09/26/carte-comprendre-la-rebellion-syrienne-en-5-minutes_3485527_3218.html

Kodmani, H. (2013, 28 septembre). Ville rebelle, Raqqa brûle-t-elle ? *Libération*. Repéré le 10 mai 2014 à http://www.liberation.fr/monde/2013/09/28/ville-rebelle-raqqa-brule-t-il_935316

Zambrano, M. (2013, 29 octobre). Ammar Adb Rambo, photoreporter : « La Syrie, une guerre médiatique ». *Courrier International*. Repéré le 12 décembre 2013 à <http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/29/ammam-abd-rabbo-photoreporter-la-syrie-une-guerre-mediatique>

Rohde, D. (2013, 15 novembre). An epidemic of journalist kidapping. Reuters. Repéré le 9 décembre 2013 à <http://blogs.reuters.com/david-rohde/2013/11/15/an-epidemic-of-journalist-kidnapping/>

Libération (2013, 19 décembre). Syrie : le prix de la presse diplomatique pour Hala Kodmani. Libération. Repéré le 10 mai 2014 à http://www.liberation.fr/monde/2013/12/19/syrie-le-prix-de-la-presse-diplomatique-pour-hala-kodmani_967766

Abdelilah, A. (2014, 20 février). Djihad en Syrie : à Berlin, des pères apprennent à parler avec leurs fils. Rue89. Repéré le 20 février 2014 à <http://rue89.nouvelobs.com/2014/02/20/djihad-syrie-a-berlin-peres-apprennent-a-parler-leurs-fils-250126>

Bernard, A. (2014, 23 avril). Homs Emerges as Turning Point in Shaping Syria's Future. New York Times. Repéré le 23 avril 2014 à http://www.nytimes.com/2014/04/23/world/middleeast/syria.html?hp&_r=2

Dark, E. (2014, 28 avril). My perilous journey from Aleppo to Turkey. Al-Monitor. Repéré le 28 avril 2014 à http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/04/aleppo-syria-idlib-turkey-war.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=4836c08ccf-January_9_20141_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-4836c08ccf-102312661

Leclerc, J. (2014, 30 avril). Il y a 285 djihadistes français en Syrie. Le Figaro. Repéré le 30 avril 2014 à <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/04/30/01016-20140430ARTFIG00205-l-interieur-denombre-285-ressortissants-francais-en-syrie.php>

Borri, F. (2014, 7 mai). Aleppo's rebel fighters disillusioned with war. Al-Monitor. Repéré le 7 mai 2014 à <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/05/syria-aleppo-rebels-fighters-war-civilians-ceasefire.html>

Hadni, D (2014, 15 mai). Présidentielle : Assad en campagne sur les réseaux sociaux. L'Orient-Le Jour. Repéré le 15 mai 2014 à <http://www.lorientlejour.com/article/867000/presidentielle-assad-en-campagne-sur-les-reseaux-sociaux.html>

Mandelbaum, J. (2014, 17 mai). « Eau argentée, Syrie autoportrait » : mille et une images de Syrie, et un miracle. LeMonde.fr. Repéré le 17 mai 2014 à http://www.lemonde.fr/festival-de-cannes/article/2014/05/17/eau-argente-syrie-autoportrait-mille-et-une-images-de-syrie-et-un-miracle_4420526_766360.html

Leigh, K. (2014, 19 mai). One on One: Kareem Shaheen, Reporter, the Daily Star. Syria Deeply. Repéré le 19 mai 2014 à <http://www.syriadeeply.org/articles/2014/05/5430/one-kareem-shaheen-reporter-daily-star/>

Your Middle East (2014, 21 mai). Syrian magazine fights for its women. Your Middle East. Repéré le 21 mai 2014 à http://www.yourmiddleeast.com/syrian-magazine-fights-for-its-women_23765

Sitographie

Syria Deeply. Média. Repéré en janvier 2013 à <http://www.syriadeeply.org/>

Un œil sur la Syrie. Blog d'Ignace Leverrier sur lemonde.fr. Repéré en mai 2013 à <http://syrie.blog.lemonde.fr/>

Back to Irak 2.0. Site du journaliste Christopher Allbritton. Repéré le 26 avril 2014 à www.Back-to-Irak.org

Committee to Protect Journalists (CPJ). Site de l'organisme américain pour la protection des journalistes. Repéré le 12 janvier 2014 à <http://cpj.org/>

Infographie sur les journalistes tués en Syrie. Committee to Protect Journalists (CPJ). Repéré le 12 janvier 2014 à <http://cpj.org/killed/mideast/syria/>

La Croix-Rouge. Organisation. Repéré le 20 décembre 2013 à <http://www.icrc.org/>

Reporters sans Frontières, tout le dossier syrien (RSF). Organisation. Repéré le 20 décembre 2013 à <http://fr.rsf.org/syrie.html>

Dart Center. Centre américain pour les journalistes traumatisés. Repéré le 16 janvier 2014 à <http://dartcenter.org/>

WeFightCensorship. Protection numérique, RSF. Repéré le 20 décembre 2013 à <https://www.wefightcensorship.org/online-survival-kithtml.html>

Le Monde. Repéré à lemonde.fr

New York Times. Repéré à nytimes.com

Watching Syria's War. New York Times. Repéré le 27 avril 2014 à <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>

Radio Rozana. Media. Repéré le 28 avril 2014 à www.rozana.fm

Les Observateurs. France24. Repéré à <http://observers.france24.com/fr>

Universalis. Encyclopédie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/syrie/>

UNESCO. Page recensant les victimes en Syrie parmi les journalistes. Organisation internationale. Repéré le 14 avril 2014 à <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/freedom-of-expression/press-freedom/unesco-condemns-killing-of-journalists/countries/syria/>

Sham News Network. Media. Repéré le 16 mai 2014 à <http://sham24.tv/>

Sham News Network. Media. Page Facebook en anglais. Repéré le 16 mai 2014 à <https://www.facebook.com/ShamNewsNetwork>

Sham News Network. Media. Page Facebook en arabe. Repéré le 16 mai 2014 à <https://www.facebook.com/ShamNews/timeline>

Glossaire

CPJ	Committee to Protect Journalists
RSF	Reporters sans Frontières
CENTCOM	centre de Presse du commandement central (guerre en Irak)
CNS	Conseil National Syrien
ASL	Armée Syrienne Libre
VDC	Violation Documentation Center
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
VOIP	Voice Over Internet Protocole
HCR	Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés
EIIL	Etat Islamique en Irak et au Levant
VPN	Virtual Private Network

Médecine:

Etat de stress post-traumatique (post traumatic disorder): cet état répond à un évènement traumatique "hors du commun" (CIM-10), impliquant que le sujet "est ou a été menacé de mort ou de blessure grave, ou d'une atteinte à l'intégrité physique pour lui-même ou pour les autres" (DSM-IV). L'évènement est constamment revécu dans des souvenirs envahissants, des rêves répétitifs ou lors de "flashbacks", qui sont des retours brutaux avec intense charge émotionnelle. S'y ajoutent un évitement des stimulus associés au traumatisme, un émoussement de la réactivité générale et des symptômes de vigilance accrue. Une telle description a eu le mérite de relancer l'intérêt sur ce type de manifestations. Toutefois, sa référence au concept de stress semble réductrice dans la mesure où traumatisme psychique et stress ne sont pas de même nature. Le terme de "troubles" ou "désordres psychotraumatiques" serait plus adéquat. (Source : psychologies.com)

Moyen-Orient:

Parti Baas (ou Baath): en arabe *Ba'th* (« réveil, résurrection »), c'est un parti politique issu de mouvements de jeunesse radicale dans la Syrie des années 1930, fondé durant la Seconde Guerre mondiale par trois intellectuels, le chrétien orthodoxe Michel Aflak, le musulman sunnite Salah al-Din al-Bitar et l'alawite Zaki al-Arsuzi. Son but essentiel est de réaliser l'unité arabe et d'achever l'indépendance politique, économique et culturelle du monde arabe, du Maroc au golfe Persique. Il s'agit de réaliser la « mission éternelle » de la nation arabe et de retrouver la force des Arabes des origines, ceux qui ont porté l'islam des premiers siècles. Le mouvement se veut socialiste, mais le socialisme n'est qu'un instrument technique au service de la renaissance arabe. Parti de révolutionnaires professionnels et activistes, le Baas étend ses activités à l'ensemble de l'Orient arabe. Dès la fin des années 1940, il joue un rôle important dans une politique syrienne extrêmement mouvementée. Après avoir tenté une union avec l'Égypte de 1958 à 1961– la République arabe unie –, le Baas y prend définitivement le pouvoir. De même en Iraq, il est un acteur essentiel de la vie politique, après la révolution de 1958, avant de s'emparer du pouvoir en 1968.

Chiite ou shiite: adepte du courant de l'islam né du schisme des partisans d'Ali à propos de la désignation du successeur du Prophète ; ensemble doctrinal commun aux musulmans qui se réclament de ce courant (druzes, alawites ou alaouites, ismaéliens, duodécimains, zaydites). Ils sont majoritaires au Liban, en Irak, en Iran et au Bahreïn.

Sunnite: pratiquant du courant majoritaire de l'islam, qui s'appuie sur la sunna et le consensus communautaire qu'elle suscite. Ils tentent d'imiter le Prophète et considèrent que l'Histoire est prédéterminée, tandis que les chiites accordent plus d'importance à la liberté individuelle. Les sunnites constituent le courant majoritaire dans le monde islamique, constituant 85% des musulmans.

Alaouite: signifie « partisan d'Ali », les alaouites sont une branche dissidente du chiisme. Ils considèrent Ali comme l'incarnation de Dieu sur terre. Ils sont très peu nombreux, mais le clan Assad a fait de cette minorité la maîtresse de la Syrie en s'emparant du pouvoir.

Sham: nom islamique de la Syrie.

Chabiha: nom donné aux milices de Bachar al-Assad.

Hezbollah : le « parti de Dieu ». Parti et milice chiïtes au Liban, crée sous l'impulsion de l'Iran en 1982. Le Hezbollah se distingue par deux branches : une branche politique donc, et une branche armée (présente en Iran, comme au Liban). Ses combattants se trouvent également en Syrie, engagés aux côtés de Bachar al-Assad.

Jabhat al-Nosra aussi appelé Front Al-Nosra ou Nusra : groupe jihadiste combattant en Syrie, affilié à al-Qaïda. Il fait partie des deux groupes extrémistes d'importance sur le terrain. Actuellement, il est en conflit ouvert avec les combattants de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL).

L'Etat Islamique en Irak et au Levant : groupe jihadiste présent en Irak et en Syrie. Formé en avril 2013, il est concurrent du groupe Jabhat al-Nosra (lié à al-Qaïda). Il compterait dans ses rangs bien plus de combattants étrangers que son rival. Connue aussi sous son acronyme anglais, ISIS (Islamic State of Iraq and Sham), ou en arabe, Dai'sh.

Dai'sh: autre nom de l'Etat Islamique en Irak et au Levant. C'est l'acronyme de son nom arabe, Daula islamia fi Iraq wal-Sham.

Ansar al-sharia: mouvement salafiste tunisien, dont certains membres sont affiliés à al-Qaïda. Il est considéré comme une organisation terroriste. Il serait responsable des assassinats de personnalités politiques en Tunisie. Depuis le début des « révolutions arabes », le mouvement s’est étendu, notamment en Libye.

Journalisme:

Embedded: lorsqu’il s’applique à un journaliste, ça signifie journaliste embarqué. Il est intégré sur la base d'un accord contractuel, à une unité combattante en opération.

Crowdfunding: Technique de financement, principalement des start-up, qui sollicitent via Internet des milliers de personnes afin de leur apporter des capitaux propres nécessaires à la phase d'amorçage de leur projet. Dernièrement, de plus en plus de nouveaux médias font appels à ce type de financement pour se lancer.

Data-journalisme: littéralement “journalisme de données”. Ces dernières années, le data-journalisme s’est beaucoup développé, notamment grâce au web et à des outils développés pour créer des infographies claires, permettant de délivrer des informations plus complexes (chiffres...) de manière simplifiée.

Timeline: outil très utilisée dans le cadre du data-journalisme. Elle permet d’établir des frises chronologiques interactives. Elle laisse la possibilité à l’internaute de se « promener » dans le temps et de pouvoir assouvir sa curiosité à l’aide de liens intégrés.

Prezi: outil sur le web qui permet de créer des diaporamas interactifs grâce à des transitions élaborées et la possibilité d’intégrer divers éléments.

Tweet: message à maximum 140 signes publié sur le réseau social Twitter. Cet outil est particulièrement prisé par les journalistes, les personnalités publiques et les jeunes.

Skype: logiciel qui permet de faire des vidéo-conférences grâce à l’Internet. Il est devenu un outil couramment utilisé, notamment pour communiquer avec des personnes qui se trouve à l’étranger.

Soundcloud: réseau social où les usagers partages des fichiers sonores. Il est utilisé par des musiciens autant que des particuliers et des médias.

Cinq W: « **Who, When, Where, Why, What** » qui signifie en français «qui, quand, où, pourquoi et quoi », ce sont les règles de base pour l’écriture d’un article journalistique.

Caméra Go Pro: petite caméra qui filme en grand angle. Petite et légère, il est possible de l’installer quasiment partout. Depuis quelques années, ce dispositif est très prisé par les amateurs de vidéos et photographie.

Table des annexes

Annexe 1. Carte de la Syrie.....	93
Annexe 2. Situer le Liban et le camp de réfugiés jordanien de Zaatari.....	93
Annexe 3. Le classement mondial de la liberté de la presse 2014.....	94
Annexe 4. Iraq Body Count.....	94
Annexe 5. Article « Questions-Réponses » d’Alex Thomson (en anglais)	95
Annexe 6. Répartition des journalistes tués.....	98
Annexe 7. Evolution du nombre de journalistes tués par le côté loyaliste et l’opposition entre mai 2011 et octobre 2013.....	98
Annexe 8. Staying Alive and Other Tips, by Stephan Franklin. 2004 (en anglais)	99
Annexe 9. Des stages pour préparer les journalistes au terrain.....	100
Annexe 10. Déclaration du Conseil de sécurité des Nations-Unies en soutien aux journalistes (23 décembre 2006).....	101
Annexe 11. L’UNESCO et la déclaration de Medellin (3 et 4 mai 2007).....	104
Annexe 12. Radio Rozana, un média syrien à Paris.....	107
Annexe 13. Watching Syria’s War.....	107

Annexe 1. Carte de la Syrie



Les points rouges signalent les villes syriennes mentionnées dans ce travail de recherche. Du haut en bas, et de gauche à droite : Alep, Idlib, Raqqah, Deir ez-Zur, Baniyas, Hama, Homs, Al Qusayr, Damas et Deraa.

(Source : carte personnalisée, Google Maps)

Annexe 2. Situer le Liban et le camp de réfugiés jordanien de Zaatari



Sur cette carte, le marqueur rouge montre où se trouve le camp de Zaatari. Situé en Jordanie, il loge en 100 000 à 150 000 Syriens, et serait un des plus grands camps de réfugiés au monde. Par ailleurs, on constate que si le Liban est un des pays les plus touchés par l'afflux de Syriens quittant leur pays, c'est à cause sa frontière avec le pays en guerre.

(Source : carte personnalisée, Google Maps)

Annexe 5. Article « Questions-Réponses » d'Alex Thomson (en anglais)

Q&A: How foreign journalists operate in Syria

Judging by my twitter feed and inbox, an awful lot of people out there have some very wrong ideas about how 'official' reporting of the Syrian war happens with the government's permission, what controls are put on us and the key difference between reporting the government and supporting the government.

I want to make it absolutely clear that the latter is extremely important in a war when journalists are being killed by both sides just for doing their job. So let's answer some of those questions and perhaps clear up some wild ideas out there.

1. How do you get into Syria as a journalist?

You apply for a visa and in our case it comes through to the Syrian Embassy in Beirut. They have given **Channel 4 News** four visas for a week each time over the past year or so. Some news organisations do not get visas at all whilst others from countries considered friendly (China, Russia and Iran) seem to get endless access for as long as they want.

Deciding who they let in, how often and for how long is the biggest form of control the Syrian government have. Clearly the sensible thing would be to try and give the international media free rein and let everyone who wants to, come. But the mind-set doesn't work like that. There is mistrust of the foreign media verging on paranoia.

2. Do you have a minder?

No. Though only a fool would believe that people working with foreign journalists are not known in various ways to the authorities.

3. Do they decide who you work with?

No. We find our own people to work with in terms of local producer and driver. The drivers I have worked with have taken me into rebel-held areas on several occasions. The government knows reporters may go to these areas with a government visa and although I have done this on a number of occasions it has not made any difference to getting my visa both extended and

renewed again upon re-application. I sense the government understands there are two basic sides to the war and journalists have the right to report from both.

4. If you report from the government side, are you not supporting the government side?

Reporting from Damascus on a government-approved visa is only supporting the government if the journalism is bad and lacks criticism. The same applies to reporting from the rebel side. There are two sides to this war and both have a right to have their story told. The rebels believe they are fighting to overthrow a brutal dictatorship. The government believes it is fighting a war against a jihadist threat. Since there's evidence both are true to an extent, it is the business of journalism to report both sides.

5. Are you restricted about where you can go?

Yes, very much so. This is the most intrusive aspect of it all and direct censorship. (Though the British Army, for instance, in Afghanistan also decides where you can and cannot go which is also a form of censorship of course).

You will get a piece of paper permitting you to film only in Damascus City. This effectively precludes most of the fighting areas which are often classed as Damascus Countryside or anywhere outside town for that matter. You will be asked for this paper and your passport many times at military checkpoints every day. They are courteous and professional but if your paper says you cannot go down the road they will not let you through and that is that.

You can apply for permission to visit other areas and it may or may not be forthcoming. Even in the city you need further permission to enter anything like a shelter for displaced people or interview government officials etc.

However, once on the streets in a crisis situation it is surprising what can happen and how many stories simply come to you. There are various ways of course in sidestepping all this to a lesser or greater extent and I sense the authorities are not that concerned about you doing so. If you get permission to accompany the army to fighting areas then all the permission bit goes by the board whilst you are with them.

6. Are your broadcasts interfered with in any way?

We are restricted on certain broadcast equipment which cannot be brought into the country and they do go through absolutely everything on the way in case by case, serial number by serial number and it all has to match your importation documentation.

But nobody directly or indirectly watches what we edit prior to broadcast, much less try to interfere or stop it in any way. Though clearly they do watch online and will complain if there is something they don't like, though in my experience they genuinely accept criticism as being what we are there, in part, to do.

7. What about the secret police, the Mukhabarat?

What about them? Get out of your car with camera and tripod and within minutes, seconds, someone in a cheap leather jacket, possibly with radio or Kalashnikov, will come up and ask what you are doing. Mostly they're cool and just want to see your filming permit.

It's worth remembering that this would happen if you filmed, say, in a Royal Park in London – except possibly the AK47 bit. Since the secret police are, er, relatively secret, I have no idea and I am not in a position to influence it very much.

I take the view that you may as well just tell the authorities what you want to do and complain like hell if you can't do it. They know very well by now the kinds of things journos want to do.

8. Can you film anything you like in permitted areas?

No. Any checkpoint, soldier, policeman, security building, TV station – there's a long, long list and they are all a complete no no. Since Damascus is stuffed with them and not all are obvious at all – especially the really sensitive buildings – you really need your local producer to point them out and tell you to stop filming. If you get caught it won't be that heavy but will take a long time and time is the one thing you do not have a lot of on a short-stay visa.

(Source: <http://blogs.channel4.com/alex-thomsons-view/qa-foreign-journalists-operate-syria/4592#sthash.yLJDsAoJ.dpuf>)

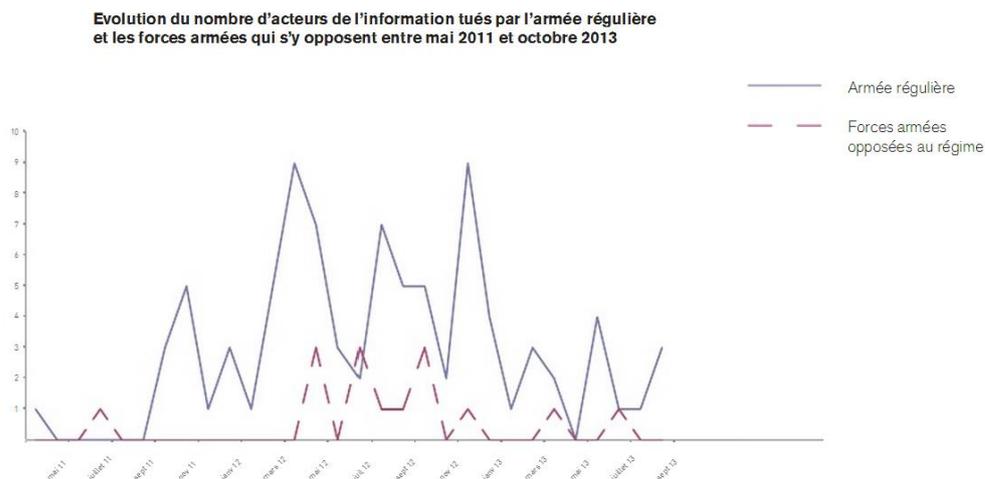
Annexe 6. Répartition des journalistes tués



Cette infographie présente les principales causes des décès de journalistes en exercice en Syrie depuis le début du conflit. On constate que la majorité des exactions à leur encontre sont commises par l'armée de Bachar al-Assad. Pour autant, l'opposition n'est pas en reste puisqu'elle est responsable de 14% de ces homicides. Cependant, il est dommage de ne pas voir la différence entre l'ASL et les groupes extrémistes. D'après plusieurs sources, l'ASL a eu tendance à sauver des journalistes des griffes de l'EIL ou de *Jabhat al-Nosra*.

(Source : rapport RSF « Le journalisme en Syrie, mission impossible ? » p. 12)

Annexe 7. Evolution du nombre de journalistes tués par le côté loyaliste et l'opposition entre mai 2011 et octobre 2013



Les forces armées ont moins tué de journalistes mais on remarque que les pics d'homicides, dont ils sont responsables, coïncident avec les exactions de l'armée loyaliste. D'après ce tableau, l'année 2012 est une véritable hécatombe pour les journalistes en Syrie.

(Source : rapport RSF « Le journalisme en Syrie, mission impossible ? » p. 12)

Annexe 8. Staying Alive and Other Tips, by Stephan Franklin. 2004 (en anglais)

This is an excerpt from an informal memo that Stephen Franklin, a veteran correspondent for the *Chicago Tribune*, was asked by his editors to write for staff members going on overseas assignment for the first time.

Heads

Up

If you are going into a physically risky situation, make sure the travel route you are taking is well known and used by others. It is wise to buddy up with another foreign correspondent for the trip for mutual protection. If you have to make a road trip over a dangerous area, you might consider two vehicles, which will give you a backup in case something goes wrong with one of the vehicles. Let someone you can count on know when you are leaving and when you expect to return, and have them pass on the word to the foreign desk if you don't get back in time. The press officer at the embassy may be one such person to rely on. If you have a passport with an Israeli visa in it, you can sometimes park a passport at a U.S. embassy while traveling in the Middle East.

Always check your vehicle for gas and water and an emergency tire if it is a long, dangerous route. In hot weather, hats, suntan lotion, and water will help. In cold weather, rely on hats and half-gloves that allow you to use your fingers. Take along your own snack food in the event that there's nothing safe to eat (and even if there is, you might not want to eat it). You do not always have time to search for food. If you are going into a military-controlled zone, make sure you have the right passes, and that they are expecting you. Frazzled soldiers are dangerous. If you can't get passes, or that is out of the question, let the desk, and the U.S. embassy, if possible, know where you are going and when you will get there. If you are going to be away for a while and will transmit on the road, make sure your computer is charged and bring along your charged spare battery. In a pinch, you can get an adapter to charge your battery from the cigarette lighter of most vehicles. Carry a cell phone with you. In a crisis, one quick call will help.

Sick

Beyond

Belief

Don't heal yourself. Don't suffer needlessly. Get care from a facility or physician recommended by diplomats or other journalists. If you can't get help, and think you can make it to a nearby country where help is available, consider the possibility and seek company on the trip.

Staying

Alive

If gunfire is involved, remember that ricochet bullets are fatal for long distances, so carefully measure your proximity to the conflict. If the situation explodes, make sure you have figured out an escape route and how to flee as soon as possible.

A car parked with nothing blocking its escape is a good idea. Not all flak jackets are good protectors, but at the least a metal mesh jacket that protects your chest and back will help. Wearing a large sign over the jacket that says press in English and the local language sometimes helps keep the snipers from centering in on you. Keep your press passes handy in case you have to go through a series of check posts — nervous soldiers are not easy to deal with. In some cases, a standard military helmet is a good companion. But be careful about wearing a metal helmet or jacket when it is not needed: you make yourself a target. A flashlight is handy in case you get cut off and have to walk in the darkness. A compass will help you find your way.

Annexe 9. Des stages pour préparer les journalistes au terrain

Stages de formations à destination des journalistes qui se rendent en zones dangereuses

Voici une liste non exhaustive d'organismes proposant des formations aux personnes se rendant dans des zones sensibles. La DICOD (ministère français de la Défense) propose également des stages pour les journalistes.

AKE Ltd

St Owen's Chambers - 22 St Owen Street
Hereford, HR1 2PL - United Kingdom
Tél. : (+44) 01432 267111 - Fax: (+44) 01432 350227
Email: services@akegroup.co.uk - www.akegroup.com

BIOFORCE

41 avenue du 8 mai 1945
69694 Venissieux
Tél. : (+33) 4 72 89 31 41 - Fax : (+33) 4 78 70 27 12
e-mail : info@bioforce.asso.fr

CENTURION RISK ASSESSMENT SERVICES

P.O.Box 1740, Andover, Hants
SP11 7PE, UK
Tél. : (+44) 01264 355255 or 07000 221221
Mobile: (+44) 07785 248934
Fax: (+44) 01264 355322 or 07000 221222
Email: main@centurionsafety.net - www.centurionsafety.net

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

98, rue Didot
75694 Paris Cedex 14
Tél. : (33) 1 44 43 13 23

Objective Team Ltd

North Hampshire - Brag Borough Lodge Farm
Braunston NN1 7HA - United Kingdom
Tél. : (+44) 0 1788 899 029 - Fax: (+44) 0 1788 891 259
www.objectiveteam.com

SIPPEX

29 rue Jules Guesde
92300 Levallois Perret
Tél. : (+33) 1 41 27 27 82 - Fax. +33 1 47 37 40 07
Email: j.salse@sippex.net - www.sippex.net

DOCUMENTARY FILMMAKERS GROUP

Ximena Cordova - 225A Brecknock Road
London N19 5AA
Tél. : (+44) 0 20 7428 0882
Email: ximena@dfglondon.com - www.dfglondon.com

HIGH RISK SECURITY SERVICES

P.O. Box 2094
Florida 33839-2094 - USA
Tél. : 1 863 398 8881 - Fax: 1 863 294 7561
Email: highrisk@att.net - www.atrisksecurity.com

(Source: « Guide du journaliste », RSF, p. 109-110)

Annexe 10. Déclaration du Conseil de sécurité des Nations-Unies en soutien aux journalistes (23 décembre 2006)

Conseil de sécurité

5613^e séance – après-midi

LE CONSEIL CONDAMNE LES ATTENTATS PERPÉTRÉS CONTRE LES JOURNALISTES DANS LES CONFLITS ARMÉS, EN RAPPELANT LEUR STATUT DE PERSONNES CIVILES

Le Conseil a condamné aujourd'hui les attentats délibérés perpétrés contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé en période de conflit armé. Par la résolution 1738 (2006) adoptée à l'unanimité, le Conseil a rappelé qu'ils doivent être considérés comme des personnes civiles et doivent être respectés et protégés en tant que tels, à la condition qu'ils n'entreprennent aucune action qui porte atteinte à ce statut.

À cet égard, le Conseil s'est déclaré disposé, lorsqu'il autorise le déploiement d'une mission, à envisager, le cas échéant, des mesures à prendre à l'égard des médias qui incitent au génocide, aux crimes contre l'humanité et à des violations graves du droit international humanitaire. Il a également rappelé sa disposition à prendre des mesures appropriées face aux situations où des civils et d'autres personnes protégées sont prises pour cibles et font l'objet de violations systématiques, flagrantes et généralisées du droit international humanitaire et des droits de l'homme en période de conflit.

Tout en reconnaissant le statut de personnes civiles aux journalistes et professionnels des médias, le Conseil a également reconnu le droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut de prisonnier de guerre prévu par l'article 4.A.4 de la troisième Convention de Genève de 1949.

PROTECTION DES CIVILS DANS LES CONFLITS ARMÉS

Texte du projet de résolution S/2006/1023

Le Conseil de sécurité,

Ayant présente à l'esprit la responsabilité principale que la Charte des Nations Unies lui a assignée de maintenir la paix et la sécurité internationales, et soulignant qu'il importe de prendre des mesures pour prévenir et régler les conflits,

Réaffirmant ses résolutions 1265 (1999), 1296 (2000) et 1674 (2006) relatives à la protection des civils en période de conflit armé, et sa résolution 1502 (2003) sur la protection du personnel des Nations Unies, du personnel associé et du personnel humanitaire dans les zones de conflit, ainsi que ses autres résolutions et les déclarations de son président ayant trait à la question,

Réaffirmant son attachement aux buts énoncés dans la Charte des Nations Unies, à l'Article 1 (par. 1 à 4) et aux principes également y énoncés, à l'Article 2 (par. 1 à 7), notamment en ce qui concerne les principes de l'indépendance politique, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale de tous les États, ainsi que le respect de la souveraineté de tous les États,

Réaffirmant qu'il incombe au premier chef aux parties à un conflit armé de prendre toutes les mesures voulues pour assurer la protection des civils touchés,

Rappelant les Conventions de Genève en date du 12 août 1949, en particulier la troisième Convention de Genève en date du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre et les Protocoles additionnels du

8 juin 1977, en particulier l'article 79 du Protocole additionnel I relatif à la protection des journalistes en mission professionnelle périlleuse dans les zones de conflit armé,

Soulignant qu'il existe en droit international humanitaire des règles prohibant les attaques dirigées intentionnellement contre des civils qui, en période de conflit armé, constituent des crimes de guerre, *et rappelant* qu'il est impératif que les États mettent un terme à l'impunité des auteurs de ces attaques,

Rappelant que les États parties aux Conventions de Genève ont l'obligation de rechercher les personnes présumées avoir commis, ou avoir donné l'ordre de commettre, une infraction grave auxdites Conventions et qu'ils doivent les déférer à leurs propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité, ou peuvent, s'ils le préfèrent, les remettre pour jugement à un autre État intéressé à la poursuite, pour autant que celui-ci ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes,

Appelant l'attention de tous les États sur l'arsenal de mécanismes de justice et de réconciliation, y compris les tribunaux pénaux internes, internationaux et « mixtes » ainsi que les commissions vérité et réconciliation, et *notant* que ces mécanismes peuvent favoriser non seulement l'établissement de la responsabilité d'individus à raison de crimes graves, mais aussi la paix, la vérité, la réconciliation et la réalisation des droits des victimes,

Conscient de l'importance que revêt, pour la protection des civils en période de conflit armé, une démarche globale, cohérente et privilégiant l'action, y compris au début des préparatifs. *Soulignant* à cet égard la nécessité d'adopter une stratégie générale de prévention des conflits, qui s'attaque aux causes profondes des conflits armés de manière exhaustive afin d'améliorer durablement la protection des civils, y compris par la promotion du développement durable, de l'élimination de la pauvreté, de la réconciliation nationale, de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'état de droit et du respect et de la protection des droits de l'homme,

Gravement préoccupé par la fréquence des actes de violence perpétrés dans de nombreuses régions du monde contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé, en particulier les attaques délibérées commises en violation du droit international humanitaire,

Déclarant que s'il examine la question de la protection des journalistes en période de conflit armé, c'est parce que c'est une question urgente et importante, et *estimant* que le Secrétaire général peut jouer un rôle utile en fournissant des renseignements supplémentaires sur la question,

1. *Condamne* les attaques délibérément perpétrées contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé visés en qualité en période de conflit armé, et demande à toutes les parties de mettre fin à ces pratiques;

2. *Rappelle* à cet égard que les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé doivent être considérés comme des personnes civiles et doivent être respectés et protégés en tant que tels, à la condition qu'ils n'entreprennent aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles, et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut de prisonnier de guerre prévu par l'article 4.A.4 de la troisième Convention de Genève;

3. *Rappelle également* que le matériel et les installations des médias sont des biens de caractère civil et, en tant que tels, ne doivent être l'objet ni d'attaque ni de représailles, tant qu'ils ne constituent pas des objectifs militaires;

4. *Réaffirme* qu'il condamne toutes les incitations à la violence contre des civils en période de conflit armé, *réaffirme aussi* que tous ceux qui incitent à la violence doivent être traduits en justice, conformément au droit international applicable, et *se déclare disposé*, lorsqu'il autorise le déploiement d'une mission, à envisager, le cas échéant, des mesures à prendre à l'égard des médias qui incitent au génocide, à des crimes contre l'humanité et à des violations graves du droit international humanitaire;

5. *Rappelle* l'injonction qu'il a adressée à toutes les parties à un conflit armé de se conformer strictement aux obligations mises à leur charge par le droit international concernant la protection des civils, y compris les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé;

6. *Demande instamment* aux États et à toutes les autres parties à un conflit armé de tout faire pour empêcher que des violations du droit international humanitaire soient commises contre des civils, y compris des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé;

7. *Souligne* que les États ont la responsabilité de s'acquitter de l'obligation que leur fait le droit international de mettre fin à l'impunité et de traduire en justice quiconque est responsable de violations graves du droit international humanitaire;

8. *Demande instamment* à toutes les parties concernées, en période de conflit armé, de respecter l'indépendance professionnelle et les droits des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé qui sont des civils;

9. *Rappelle* que le fait de prendre délibérément pour cible des civils et d'autres personnes protégées et de commettre des violations systématiques, flagrantes et généralisées du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme en période de conflit armé peut constituer une menace contre la paix et la sécurité internationales, et *se dit une fois de plus disposé* à examiner les situations de ce type et à prendre, le cas échéant, des mesures appropriées;

10. *Invite* les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties dès que possible aux Protocoles additionnels I et II de 1977 se rapportant aux Conventions de Genève;

11. *Affirme* qu'il examinera la question de la protection des journalistes en période de conflit armé exclusivement au titre de la question intitulée « Protection des civils en période de conflit armé »;

12. *Prie* le Secrétaire général de consacrer une section de ses prochains rapports sur la protection des civils en période de conflit armé à la question de la sûreté et de la sécurité des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé.

* * * * *

Annexe 11. L'UNESCO et la déclaration de Medellin (3 et 4 mai 2007)

Déclaration de Medellin

Sécurité des journalistes et lutte contre l'impunité

Nous, participants à la conférence de l'UNESCO sur la liberté de la presse, la sécurité des journalistes et l'impunité, réunis à Medellin, Colombie, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, les 3 et 4 mai 2007,

Vivement préoccupés par les attaques perpétrées contre la liberté d'expression de la presse, notamment les meurtres, les agressions délibérées, les enlèvements, les prises d'otages, le harcèlement, les intimidations, les arrestations illégales et les placements en détention touchant, à cause de leurs activités professionnelles, des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé,

Convaincus que la liberté de la presse ne peut être exercée que si les professionnels des médias sont à l'abri des intimidations, des pressions et de la coercition, qu'elles émanent de forces politiques, sociales ou économiques,

Rappelant que l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit le droit fondamental à la liberté d'expression et confirmant que la liberté d'expression est essentielle à la réalisation d'autres droits inscrits dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant également la résolution 29 C/29, intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes » et adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 12 novembre 1997, qui condamne la violence contre les journalistes et appelle les États membres à s'acquitter du devoir qui leur incombe de prévenir les crimes contre les journalistes, d'enquêter à leur sujet et de les sanctionner,

Soulignant les dispositions de la Déclaration de Colombo du 3 mai 2006 sur les médias et l'éradication de la pauvreté, celles de la Déclaration de Dakar du 3 mai 2005 sur les médias et la bonne gouvernance, ainsi que celles de la Déclaration de Belgrade du 3 mai 2004 sur les médias en situation de conflit violent et dans les pays en transition,

Nous félicitant de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la résolution 1738 du 23 décembre 2006, qui appelle toutes les parties à un conflit armé à s'acquitter de leurs obligations, en vertu du droit international, à l'égard des journalistes, en particulier la nécessité de prévenir l'impunité des crimes dirigés contre eux-ci, et priant à nouveau le Secrétaire général de consacrer une section de ses prochains rapports sur la protection des civils en période de conflit armé à la question de la sûreté et de la sécurité des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé,

Prenant note de la contribution qu'une presse libre, indépendante et pluraliste peut apporter au développement durable, à l'élimination de la pauvreté, à la bonne gouvernance, à la paix et la réconciliation, et au respect des droits de l'homme,

Exhortant toutes les parties intéressées à garantir la sécurité des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé, ainsi que le respect du matériel et des installations des médias,

Considérant que la plupart des meurtres de professionnels des médias sont commis en dehors des zones de conflit et que la sécurité de ces professionnels est un problème urgent qui ne se limite pas aux situations de conflit armé,

Condamnant une nouvelle fois toute incitation à la violence contre des professionnels des médias,

Demandons aux États membres :

D'enquêter sur tous les actes de violence perpétrés sur leur territoire ou à l'étranger contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé, lorsqu'il est possible que leurs forces armées ou leurs forces de sécurité y aient pris part ;

De rechercher les personnes présumées avoir commis, ou avoir donné l'ordre de commettre un crime contre des journalistes, des professionnels des médias ou le personnel associé, de traduire ces personnes,

quelle que soit leur nationalité, devant leurs propres tribunaux ou de les livrer à un autre État concerné afin qu'elles soient jugées, à condition que cet État ait établi le bien-fondé des poursuites contre lesdites personnes ;

De s'acquitter de l'obligation qui leur est faite de prévenir les crimes contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé, d'enquêter à leur sujet, de les sanctionner, d'assurer la protection des personnes témoignant contre les auteurs de tels crimes et d'en réparer les conséquences, de sorte qu'ils ne demeurent pas impunis ;

D'adopter le principe d'imprescriptibilité des crimes contre les personnes quand ces crimes sont perpétrés pour empêcher l'exercice de la liberté d'information et d'expression ou quand ils ont pour but d'entraver le cours de la justice ;

De libérer immédiatement les journalistes détenus jusqu'à ce jour pour avoir exercé librement leur activité professionnelle ;

De favoriser la sensibilisation et de former leurs forces armées et leurs forces de police au respect et au renforcement de la sécurité des journalistes en situation de risque, ainsi que de veiller à ce que les journalistes puissent travailler en toute sécurité et indépendance sur leur territoire ;

De recommander aux institutions multilatérales et bilatérales de coopération internationale et d'assistance financière de faire du respect de la liberté d'expression et de la protection efficace de l'exercice de la liberté de la presse des conditions préalables à l'octroi de leur aide aux pays bénéficiaires, et d'inviter ces mêmes institutions à revoir, suspendre ou annuler leur coopération avec les États qui ne s'acquitteraient pas de leur obligation d'enquêter sur les meurtres de journalistes et d'en sanctionner les auteurs ;

De signer et ratifier les protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ainsi que les autres instruments internationaux pertinents du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, et de prendre les mesures législatives, judiciaires et administratives voulues afin d'assurer l'application des instruments susmentionnés au niveau national, dans la mesure où ils garantissent la protection des civils, en particulier ceux qui travaillent dans le journalisme ;

De se conformer aux engagements, inscrits dans la résolution 29 de l'UNESCO, de promouvoir la législation nécessaire en vue d'enquêter sur les meurtres de journalistes, de poursuivre leurs auteurs et de combattre l'impunité ;

Demandons à la communauté internationale et aux associations professionnelles :

De mener une action résolue en faveur de la sécurité des journalistes en situation de risque et de veiller au respect de leur indépendance professionnelle ;

De sensibiliser les organes d'information, les rédacteurs en chef et les gérants aux dangers auxquels est exposé leur personnel couvrant des situations à risque, en particulier aux menaces qui pèsent sur les correspondants locaux ;

D'exhorter les associations d'organes d'information à élaborer et soutenir des dispositions relatives à la sécurité applicables quel que soit le sujet couvert par leur personnel, qu'il s'agisse de problèmes de criminalité ou de corruption, de catastrophes, de manifestations ou de questions de santé intéressant leur pays ou d'un conflit armé international ;

De promouvoir des mesures en faveur de la sécurité des journalistes, en particulier - mais pas uniquement - des formations sur la sécurité destinées aux journalistes, des codes de sécurité, des assurances maladie et assurances vie, ainsi qu'un accès égal à la protection sociale pour les pigistes et le personnel à plein temps ;

De coordonner de vastes campagnes d'information sur les crimes impunis dont ont été victimes des journalistes et sur d'autres actes de violence afin de faire en sorte que toutes les violations de la liberté de la presse soient dénoncées dans les médias ;

D'encourager les écoles de journalisme et les départements de communication de masse à inscrire dans leurs programmes des études concernant l'impact des crimes contre les journalistes - et de l'impunité ultérieure - sur les sociétés démocratiques. De promouvoir en outre l'inscription dans les programmes de matières ou de cours spécifiques sur la liberté de la presse et de coordonner les activités, y compris la formation à la sécurité, entreprises par les associations de défense de la liberté de la presse, les organes d'information et les écoles de journalisme ;

De continuer à encourager la collaboration entre journalistes, propriétaires de médias, éducateurs, organisations de défense de la liberté de la presse et organismes de développement, aux niveaux national et mondial, afin de faire figurer des activités relatives au développement des médias dans les programmes de développement social et économique ;

Demandons à l'UNESCO :

D'inviter le Directeur général de l'UNESCO à étudier la possibilité, en consultation avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales pertinentes :

(a) de favoriser les mesures visant à mieux garantir l'application des règles et principes à caractère humanitaire relatifs à la protection des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé dans les situations de conflit armé, et de promouvoir la sécurité des personnes concernées ;

(b) de s'opposer à l'émergence de nouvelles menaces contre les journalistes et le personnel des médias, notamment les prises d'otages et les enlèvements ;

(c) d'encourager la création de mécanismes visant à faire figurer le développement des médias dans les programmes destinés à améliorer la vie sociale, économique et politique des sociétés en développement, en transition politique ou sortant d'un conflit social ;

De demander que des données soient soumises à la Conférence générale dans un rapport portant sur les crimes contre des journalistes et indiquant le nombre de cas qui demeurent impunis ;

De sensibiliser les gouvernements à l'importance de la liberté d'expression et à la menace que représente pour cette liberté l'impunité des crimes dont sont victimes les professionnels des médias ;

D'inviter le Directeur général de l'UNESCO à rappeler aux États membres lors de la Conférence générale leur obligation juridique et morale de se conformer à la résolution 29 et de prévenir les crimes contre les journalistes.

(Source : UNESCO

http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/WPFD2009/pdf/wpfd2007_declaration+fr.pdf)

Annexe 12. Radio Rozana, un média syrien à Paris

Webpage Screenshot

Radio Rozana

الرئيسية | راديو | قصص | مقالات الرأي | فيديو | مكتبة الصور | أخبار

اختر محافظة | شركاؤنا | آخر الاخبار | سويسرا: 58 بلداً يؤيد إحالة الملف السوري إلى محكمة الجنائيات

تم حجب موقع راديو روزنة في سوريا..
لمتابعة روزنة يمكنككم استكمال الرابط البديل لموقع روزنة الإلكتروني www.rozana-sy.fm

آخر ما نشر على روزنة :
تكليف اللواء محمد خروف بمهام وزير الدفاع في الحكومة الانتقالية
مسيحيو حماه: تشييع وخوف من كل الأطراف
صاروخ أرض-أرض في مارح.. وإطلاق حملة انصروا درعا
جيش المهاجرين والأنصار يدعو إلى الجهاد في القرم
شعبان: جميع السوريين يريدون في المصالحات
58 بلداً تؤيد إحالة الملف السوري إلى محكمة الجنائيات
جرمانا تستضيف طلاب الغوطة الشرقية خلال الامتحانات
أبو علي خيبة ونيأساً للجمهورية!

صاروخ أرض-أرض في مارح.. وإطلاق حملة انصروا درعا
روزنة | 11 ائاد ناهشون بمقتل وجرح العشرات جراء سقوط صاروخ أرض- أرض على مدينة مارح في ريف حلبه فيما تعمل فرق الدفاع المدني على رفع أفتقش المنازل المدمرة لانتشال القتلى والمصابين.

أحدث القصص

<http://www.rozana.fm/>

Cette capture d'écran montre le site internet de Radio Rozana. Créée en juin 2013, la station s'adresse aux Syriens restés au pays et diffuse des sujets de journalistes sur place.

(Source : capture d'écran <http://www.rozana.fm/>)

Annexe 13. Watching Syria's War

Webpage Screenshot

International New York Times

Sections | Home | Search

resannedarco

درعا قرية السورة 2014/34 استهداف ببلزة بالقصف

Residents Race to Help Victims of Deadly Blast

Video posted to YouTube on Tuesday was said to show the victims of a blast in Sura, a village in the southern province of Daraa. A Syrian activist network said the explosion killed four activists. The video begins with the cameraman running toward the injured, stopping to address one dazed man by name, "Basil, what happened?" he asked. Nearby, a group of people knelt over the bloodied bodies of other men lying on the pavement, checking their wounds and anxiously praying for them.

Facebook | Twitter

This video in context

What We Know
The Local Coordination Committee, a network of Syrian activists with affiliates in towns across the country, said the blast killed four activists: Ahmad Suleiman Al-Hariy, Anas Abd Al-Baset Al-Masry, Mwafaq Adnan Al-Harir and Mohammad Mustafa Al-Hariy.

What We Don't Know
We cannot independently verify that this clip shows the aftermath of the explosion in Sura because it was the only video posted to YouTube on Tuesday that claimed to show footage from that town. We do not know the identity or political affiliation, if any, of the cameraman who filmed this video.

Other Videos
This clip was the only video posted to YouTube on Tuesday that claimed to show the aftermath of the explosion in Sura. A 30-second version of this clip was posted to another YouTube account but did not show any of the victims or rescuers.

<http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>

Ce projet du *New York Times* propose aux internautes une manière innovante de s'informer à travers des images YouTube. Difficiles à retracer, Liam Stack, le modérateur de la page, explique les faits exposés par la vidéo postée, ainsi que les éléments manquants. Il propose aussi de visionner d'autres vidéos amateurs du même événement, ainsi que ce qui en est dit sur le réseau social Twitter.

(Source : <http://projects.nytimes.com/watching-syrias-war>)

Depuis mars 2011, le monde découvre chaque jour des images d'une Syrie à feu et à sang. Guerre de communication, mais surtout guerre de l'Internet par excellence, les journalistes peinent à couvrir le conflit sur le terrain. Ce travail de recherche vise à analyser en quoi les années 2011-2014 marquent un tournant majeur dans la manière dont la profession a couvert ce type d'événements au Moyen-Orient depuis les attentats qui ont touché le World Trade Center, le 11 septembre 2011. Des journalistes, des activistes et encore des chercheurs ont été interrogés. Français ou étrangers, tous apportent leurs analyses, leurs observations afin de mieux comprendre la transition dans laquelle le monde des médias se trouve actuellement. Au final, ces changements touchent plus la société qu'il n'y paraît.

Syrie – Journalisme – Couverture – Innovation - Guerre